Léon Trotsky

Cours nouveau

suivi d'un texte inédit de
trotskystes russes (1932)

Nouvelle traduction
de Pierre Laffitte
revue et corrigée par Léna Razina

Photo de couverture : Trotsky en couverture du magazine *Projektor* de janvier 1924.

© 2020 Les Bons Caractères
ISBN : 978-2-915727-69-2
Dépôt légal : 2e trimestre 2020

Présentation de 2020

Cours nouveau réunit plusieurs textes écrits par Trotsky entre décembre 1923 et janvier 1924, dans le cadre d'une discussion au sein du Parti communiste de l'Union soviétique. Ce qui prit rapidement le tour d'une lutte sans merci sur la démocratie intérieure. Couvrant depuis des mois, elle avait éclaté au grand jour en octobre 1923 avec la lettre de Trotsky au Comité central, puis avec la déclaration de 46 responsables bolcheviques allant dans le même sens. Elle opposait, d'une part, les tenants d'un appareil qui avait réussi à s'élever au-dessus du parti en échappant au contrôle de ses militants et, d'autre part, des bolcheviks – Trotsky au premier chef, car Lénine, qui avait engagé cette lutte quelques mois plus tôt, était agonisant – qui voulaient restaurer un régime intérieur démocratique dans le parti en faisant qu'il se soumette à nouveau son propre appareil, au lieu de lui être soumis.

Cours nouveau marque le point de départ d'un combat qui va mobiliser des milliers de militants et des dizaines de milliers de sympathisants de l'Opposition de gauche dans ce que l'on appelait « le parti de Lénine et de Trotsky ». Il s'agissait pour eux de combattre la dégénérescence de leur parti, donc aussi celle de l'État ouvrier né de la révolution d'Octobre 1917 et, ce faisant, de préserver les chances d'une victoire de la révolution prolétarienne dans le reste du monde, et en particulier dans les pays économiquement développés ; une victoire dont ils savaient qu'elle seule pourrait durablement inverser le rapport des forces à l'échelle mondiale et, par voie de conséquence, le cours réactionnaire des choses, en Union soviétique.

Sur fond de recul de la vague révolutionnaire qui avait balayé l'Europe de 1917 à 1923, ces militants restés fidèles aux idéaux d'Octobre s'opposaient aussi à la

dégénérescence de l'Internationale communiste et de ses sections nationales ; une catastrophe pour le mouvement ouvrier mondial, avec des défaites provoquées un peu partout par le stalinisme qui, transformant ces partis communistes en agents de la politique d'une bureaucratie viscéralement conservatrice, – ce que proclamait le slogan du prétendu « socialisme dans un seul pays » que Staline n'allait pas tarder à opposer à la perspective de la révolution mondiale en permanence de Marx, Lénine et Trotsky – faisait de ces mêmes partis les flancs-gardes d'un statu quo avec la bourgeoisie mondiale et son ordre social.

Précieux témoins de ce combat des révolutionnaires, les écrits de Trotsky sont autant d'appuis pour celles et ceux qui veulent aujourd'hui renouer avec ce passé militant afin de lutter pour un avenir communiste, débarrassé de toute exploitation, des crises sans fin et des guerres inhérentes au système capitaliste.

Jusqu'à très récemment, on ne disposait que de bien peu de traces du combat que menèrent les trotskystes soviétiques, alors qu'il était « minuit dans le siècle ». Le stalinisme les avait soigneusement effacées en même temps qu'il exterminait le Parti bolchevique et ses militants. Ce combat, qui poursuivait dans une période de recul profond celui des bolcheviks avant Octobre 1917 et durant les premières années de l'édification de l'État ouvrier, les trotskystes soviétiques le menèrent jusqu'au bout. Ils le menèrent jusqu'à leur liquidation physique dans les camps de Staline à la fin des années 1930, conscients qu'ils étaient de la nécessité de préserver, aussi ténu soit-il, le fil de la tradition bolchevique, c'est-à-dire communiste et internationaliste, pour les générations futures.

C'est pour montrer la continuité du combat des bolcheviks pour le communisme, donc contre le stalinisme, que nous avons choisi de placer, à la suite du *Cours nou-*

veau de Trotsky, un texte écrit neuf ans plus tard par ses camarades, alors emprisonnés et qui allaient être bientôt assassinés par Staline, *La crise de la révolution – les tâches du prolétariat*.

Les Bons caractères

À propos de cette nouvelle traduction

Nous avons traduit *Cours nouveau* à partir du texte russe, enfin disponible, d'après son édition soviétique de début 1924.

Il en existait une traduction française, faite et publiée par Boris Souvarine dans les semaines qui suivirent la première l'édition de *Cours nouveau* en Union soviétique, celle de fin 1923, à laquelle manquaient d'ailleurs certaines annexes que nous publions ici. Souvarine, un militant en vue de la Section française de l'Internationale communiste (IC) qu'il représentait auprès de la direction de l'IC à Moscou, sympathisait alors avec le combat de Trotsky. Sa traduction, qui se montrait dans l'ensemble fidèle à l'esprit du texte de Trotsky, avait toutefois l'inconvénient de ne pas être exempte d'erreurs, d'approximations, parfois de contresens. Elle faisait aussi place à des arrangements avec ce que dit l'original, dont un certain nombre de coupures plus ou moins importantes.

Cela s'explique probablement par la volonté qu'avait le traducteur d'alors de mettre au plus vite à disposition des militants communistes de France des éléments de première main sur la crise du Parti communiste soviétique et ses enjeux malgré les déformations, les mensonges et calomnies que Staline et ses alliés répandaient largement contre Trotsky dans l'Internationale.

Introduction de l'édition française de 1924[1]

La brochure de Léon Trotsky *Cours nouveau* a paru dans un moment mémorable de l'histoire du Parti communiste et de la révolution russes. Il importe au lecteur d'avoir présentes à l'esprit les conditions de sa publication.

Le second semestre de l'année 1923 vit en Russie une crise économique sérieuse, appelée communément crise

1 Cette introduction est de Boris Souvarine, comme la traduction et l'édition en français de *Cours nouveau* en 1924. Né en Ukraine en 1893 et arrivé peu après en France avec son père, un ouvrier-artisan juif, sa mère et son frère, Souvarine fit partie de cette toute jeune génération que la Première Guerre mondiale éveilla à la volonté de renverser un système capitaliste capable d'engendrer une telle boucherie. D'abord pacifiste, car comme des millions de ses pareils, il vécut l'horreur des tranchées, où son frère trouva la mort, il se tourna vers le socialisme. Puis avec la révolution d'Octobre 1917, il rejoignit les rangs de ceux qui, nombreux, voulaient « faire comme les Russes ». Ayant adhéré à la Section française de l'Internationale communiste (IC), il intégra son Comité directeur en 1921 . Représentant de la minorité de gauche à la direction, il devint le délégué du parti auprès de l'IC à Moscou. Fondateur du *Bulletin communiste*, il fut de ceux qui voulaient faire connaître pourquoi et comment Lénine, Trotsky et leurs camarades combattaient. Fin 1923, il eut donc le souci d'informer les militants et sympathisants communistes français des débats qui faisaient rage dans le parti russe. Face à la croissance monstrueuse de la bureaucratie, il se tenait du côté de Trotsky et de l'Opposition de gauche. Ce qui lui valut d'être exclu du parti communiste. Pendant quelque temps, il continua à militer sur le terrain du communisme révolutionnaire, puis rompit avec Trotsky en 1929. Il dériva alors, comme tant d'autres qui reculaient avec la vague contre-révolutionnaire, loin du marxisme de ses jeunes années. Défendant le bolchevisme face à d'ex-compagnons de route qui « théorisaient » leur démoralisation politique et leur abandon de la lutte de classe, Trotsky qualifiera ainsi Souvarine en juin 1939 : *« Ex-pacifiste, ex-communiste, ex-trotskyste, ex-communiste-démocrate, ex-marxiste, ex-Souvarine pourrait-on dire. »*

des « ciseaux ». Le mot était de Trotsky, comme aussi la prévision clairvoyante de la chose. Ayant discerné dès son origine le phénomène d'un écart grandissant entre les prix des produits agricoles et ceux des objets manufacturés, Trotsky le figura sur un graphique présentant schématiquement l'aspect de ciseaux aux branches écartées, la ligne montante indiquant l'élévation des prix industriels, la ligne descendante l'abaissement des prix agricoles.

Rapprocher les branches des « ciseaux », c'est-à-dire diminuer l'écart entre les prix de la production urbaine et ceux de la production rurale, c'est-à-dire accorder les conditions de fabrication avec les besoins du marché, telle était la tâche urgente du pouvoir soviétique pour assainir l'économie et améliorer les conditions matérielles de la majorité des ouvriers et des paysans.

Bien que la question fût déjà posée lors du 12e Congrès du parti (avril 1923), elle ne fut pas résolue dans la pratique et la situation empira jusqu'en septembre. Les usines, éprouvant des difficultés à écouler leurs produits, durent ralentir leur production et se trouvèrent dans l'impossibilité de payer les salaires avec régularité. Les salaires payés avec de sensibles retards en monnaie dépréciée ne satisfaisaient plus aux besoins des ouvriers. Le nombre des chômeurs grandissait. Les objets manufacturés devenaient inaccessibles aux ouvriers et à la masse paysanne. Il s'ensuivit un mécontentement qui, dans certaines villes, s'exprima sous forme de grèves.

En septembre, une commission spéciale nommée par le Comité central du parti fut chargée d'étudier la situation et les moyens d'y remédier. Elle trouva comme une des causes principales de la crise la tendance des organismes industriels (trusts et syndicats) à réaliser des bénéfices excessifs dans le but de se constituer au plus vite des fonds de roulement, en d'autres termes, la tendance à une « accumulation primitive » trop rapide. Elle

imposa la réduction des bénéfices et fit ainsi baisser les prix d'autant. Elle préconisa aussi une forte compression des « frais généraux », une organisation moins dispendieuse, moins bureaucratique de la vente, etc. En même temps, elle prenait des mesures pour activer l'exportation des céréales afin de relever leur valeur sur le marché intérieur.

Ces remèdes eurent pour effet d'enrayer le développement de la crise, d'en atténuer sensiblement l'acuité, de rapprocher quelque peu les branches des « ciseaux ». Mais ils ne pouvaient résoudre d'une façon décisive le grand problème de l'économie russe, celui de la production. Le Comité central dut lui-même, dans la suite, prendre une série de résolutions sur la politique économique du parti.

Pendant que cette commission travaillait, le Comité central devait faire face à des difficultés d'un autre ordre. Le mécontentement issu de la situation économique se reflétait dans le parti, où s'étaient formés notamment deux groupes clandestins (se dénommant Groupe ouvrier et Vérité ouvrière), dont l'un professait des idées menchéviques, l'autre des idées syndicalistes-anarchistes. Ces groupes dissous et la plupart de leurs membres exclus, la question restait entière : comment expliquer leur formation et comment éviter le renouvellement d'un tel « phénomène négatif » ? De plus, l'opinion générale du parti se dessinait visiblement contre le régime intérieur de « communisme de guerre » qui avait, dans le parti, survécu à la disparition du « communisme de guerre» dans le pays.

Dans un mémoire du 8 octobre au Comité central, Trotsky exprima son opinion sur les questions alors soumises à celui-ci. Il y montrait que des mesures répressives ne seraient pas de nature à résoudre les difficultés ; que la crise économique était due à l'insuffisance d'application des décisions du 12e Congrès sur l'organisation de l'industrie, surtout de celles qui concernaient

la concentration de l'industrie et la nécessité *d'un plan* de production ; que la constitution, improvisée sous la pression des circonstances, d'une commission spéciale, s'immisçant dans l'économie par-dessus tous les organes de direction existants, prouvait à merveille la nécessité d'un centre directeur de l'économie, chargé d'élaborer un « plan d'orientation » conforme aux possibilités et aux besoins les plus pressants ; enfin, que la crise du parti était due à l'impossibilité où la masse des adhérents se trouvait d'échanger leurs vues, d'exercer leur influence sur la direction, de participer effectivement aux affaires de l'État, par suite du régime intérieur bureaucratique du parti caractérisé par l'existence d'une « hiérarchie de secrétaires » non élus mais nommés « d'en haut ».

Trotsky insistait pour une mise en œuvre décisive des résolutions 12e Congrès sur l'économie et pour la réalisation d'une véritable démocratie ouvrière dans le parti, conforme d'ailleurs à la volonté du 10e Congrès, dont les décisions sur ce point étaient restées lettre morte. Il annonçait son intention de communiquer ce mémoire à certains militants responsables du parti, vu la gravité de la situation.

Le 15 octobre, le Comité central recevait une lettre signée de quarante-six camarades en vue, parmi lesquels Piatakov, Préobrajensky, Sosnovsky, Beloborodov, Sapronov, Mouralov, Antonov, Kossior, Sérébriakov, Rosengoltz, Raphaël, etc. Sans être en tout point identique au mémoire de Trotsky, ce document exprimait dans l'ensemble des vues analogues. Il témoignait de l'existence dans le parti d'un courant déjà fort, tendant à faire prévaloir ce que Trotsky a appelé un « cours nouveau » de la vie du parti, c'est-à-dire un régime correspondant aux nouvelles tâches imposées par le développement de la situation.

À la même époque, Radek adressait également au Comité central une lettre dans laquelle il ne se pronon-

çait pas sur les questions posées par Trotsky, mais où il exprimait en termes pressants la nécessité de réaliser sans délai un accord avec celui-ci.

Le Comité central s'orienta nettement dans le sens de ces suggestions et, le 7 novembre, la *Pravda* publiait un article de Zinoviev où celui-ci, traduisant évidemment l'opinion du cercle dirigeant, posait favorablement la question de réaliser la démocratie ouvrière dans le parti et ouvrait une discussion publique.

Le 5 décembre, le Comité central adoptait à l'unanimité une résolution destinée à assurer l'application effective de la démocratie ouvrière dans le parti et dont Kamenev a pu dire, dans une assemblée des militants de Moscou, qu'elle accordait satisfaction sur presque tous les points à Trotsky. Mais l'allure imprimée à la discussion ne s'en trouva pas ralentie : après une longue période de silence, la masse du parti avait beaucoup à dire et la publication de la résolution du Comité central donna une impulsion nouvelle aux controverses.

Comme si le parti avait voulu « se rattraper » d'une réserve prolongée, il se livra à des débats ardents où l'inévitable se produisit : des excès de polémique de part et d'autre. La discussion embrasa vite toutes les cellules du parti ; la *Pravda* publia jusqu'à trente colonnes par jour d'articles et de motions ; les « sans-parti » suivirent les débats avec l'intérêt que l'on devine ; la presse mondiale leur donna sa publicité déformatrice.

Trotsky, malade depuis le début de novembre (déjà il ne put assister à la commémoration de la révolution, le 7 novembre), se trouva dans l'impossibilité de participer directement aux discussions du parti. Il dut se borner à publier dans la *Pravda* quelques articles (inclus dans cette brochure). Le 8 décembre, il adressait à une assemblée des militants de Moscou une lettre que la *Pravda* publia deux jours après et qui marqua un tournant dans la discussion. Cette lettre (reproduite ici page 111) fut

considérée par la majorité du Comité central comme une manifestation d'opposition, un acte de défiance envers elle, et l'auteur fut l'objet, dans la *Pravda* et dans les assemblées, d'attaques extrêmement violentes. L'attention se concentra aussitôt sur le rôle de Trotsky, brusquement révélé comme différent de l'idée qu'on s'en faisait couramment. La légende voulait que le commissaire du peuple à la Guerre fût un « dictateur » par excellence, enclin à exercer une autorité personnelle : en réalité, il était depuis longtemps un zélateur convaincu de la démocratie ouvrière dans le parti, et l'adversaire le plus résolu de la bureaucratie stérilisante.

Soumis à des critiques d'une injustice criante, à des attaques personnelles à peine croyables, pour avoir rendu publiques les idées qu'il avait défendues dans le secret des assemblées ou des comités du parti et que partagent la plupart des camarades – la résolution même du Comité central en est l'irrécusable témoignage – Trotsky ne se départit pas de sa sérénité. À ceux qui croyaient l'atteindre en lui prêtant des intentions ou des idées qui n'étaient point siennes, comme le prouvent les textes ici rassemblés, et en l'assaillant d'une polémique incompatible avec l'importance des questions en jeu, il opposa un court billet, dans la *Pravda* du 14 décembre, pour décliner de leur répondre. Puis il écrivit trois articles complétant parfaitement la lettre si discutée. Enfin, à la veille de la 13e Conférence du parti, il publia la brochure dont nous éditons ici la traduction française.

Ayant ainsi donné l'effort que lui permettait alors le mauvais état de sa santé, il dut partir pour le Caucase afin d'y subir une cure de plusieurs mois. La nouvelle de la mort de Lénine le surprit douloureusement pendant le voyage de l'aller : nouveau coup qui contribua encore à déprimer ce surhomme que le sort éloignait momentanément de son poste de travail et de combat.

Jusqu'à la 13e Conférence du parti, terminée à la veille de la mort de Lénine, de furieuses polémiques furent menées contre « l'opposition », c'est-à-dire contre tous ceux qui ne considéraient pas la question de la démocratie ouvrière et les problèmes économiques définitivement tranchés par les résolutions de décembre du Comité central, bien que celles-ci leur donnassent théoriquement satisfaction sur les points essentiels. Pour attaquer plus aisément « l'opposition », on engloba sous ce vocable les éléments les plus divers et les moins associés ; et, comme la discussion avait fait surgir des propositions très variées, d'initiative absolument personnelle, ou permis la révélation de points de vue particuliers, également individuels, toutes ces nuances d'opinion furent arbitrairement confondues en un seul et même bloc dit oppositionnel.

Ce procédé trop facile, d'ailleurs indigne d'une discussion d'intérêt vital pour la révolution, troubla les idées les plus claires, embrouilla les notions les plus simples et rendit littéralement impossible à ceux qui ne possèdent pas suffisamment les questions traitées de se prononcer en connaissance de cause. Transportée dans l'Internationale, dans des milieux complètement dépourvus de la préparation nécessaire à l'appréciation des *tâches pratiques* de la révolution russe, la discussion déjà déviée en Russie devait inévitablement s'avilir dans la confusion, l'incompréhension et la mesquinerie, ce qui s'est produit en France.

Après trois mois d'une telle discussion, où les faits ont été sciemment déformés, où la vérité fut systématiquement dénaturée et où les questions furent, non étudiées pour elles-mêmes, mais exploitées comme aliments des conflits intérieurs à chaque parti et pour les besoins de certaines polémiques étrangères à la crise russe, après trois mois d'une telle discussion, disons-nous, l'Internationale est moins édifiée que jamais. Elle ne le sera qu'en reprenant la discussion à son commencement, en en

écartant tout ce qui l'a altérée, les attaques personnelles, les suppositions malveillantes, les allusions insincères, les sous-entendus équivoques, les sollicitations de textes, les affirmations sans preuves.

C'est pourquoi nous estimons que, selon un vieux mot de Victor Hugo, le petit livre de Trotsky *Cours nouveau* « est plus qu'actuel, il est urgent ». Et nous le publions, à l'intention des révolutionnaires véritables qui savent se faire consciemment une opinion, résister aux entraînements irréfléchis, faire la part de la légende et celle de la réalité, discerner le vrai sous l'amas confus du faux, et pour qui le psittacisme[2] ne supplée pas à la pensée critique ni à son expression franche et courageuse.

Dans ce recueil, le lecteur trouvera tous les écrits publics de Trotsky se rapportant à la récente discussion. Plusieurs furent imprimés dans la *Pravda* et reproduits déjà dans le *Bulletin communiste*, sous la direction de l'auteur de ces lignes. Certains chapitres, complétant admirablement les articles déjà publiés, sont inédits en France. Nous ne craignons pas d'affirmer qu'il y a là des pages qui compteront désormais parmi les meilleures qui aient été écrites depuis Marx et qui deviendront classiques comme modèles d'analyse profonde, comme exemples de dialectique précise et forte, comme expression d'une intelligence politique comparable seulement à celle de Lénine.

Quel contraste entre ces commentaires, où la hauteur des vues, la noblesse de l'expression le disputent à la richesse des idées, à la valeur de la pensée critique et constructive, et certaines polémiques dirigées contre leur auteur. Il est impossible que des communistes vraiment conscients, sérieux et attentifs n'en soient pas frappés. Ils remarqueront que ce ne sont pas les opinions de Trotsky qui ont été critiquées, mais la *déformation* de

2 Le fait de répéter les choses comme un perroquet.

ces opinions. Ils constateront que *rien* de ce qui a été imputé à Trotsky pour les besoins de la polémique *n'est vrai*. Et, en lisant les passages qui concernent les rapports entre communistes jeunes et vieux, le rôle et l'avenir de la « vieille garde », la mission de la jeunesse, les méfaits de la bureaucratie et du fonctionnarisme, le danger des fractions, la nécessité d'une démocratie ouvrière dans le parti, l'appréciation de la paysannerie, le besoin d'un plan d'orientation dans l'économie, enfin toutes les questions controversées, y compris la lutte révolutionnaire en Allemagne, ils seront fixés sur l'absence de scrupules intellectuels et moraux qui caractérise la manière dont certains ont présenté les choses en France, et peut-être aussi ailleurs.

Mais ce que Trotsky a écrit est écrit, et il n'appartient à personne « d'interpréter » ses paroles en altérant leur sens ou leur forme. *Cours nouveau* s'ajoute logiquement à l'ensemble monumental formé par les ouvrages antérieurs de l'auteur. La filiation qui relie toutes ces œuvres est évidente et la pensée de Trotsky est intimement liée, fait littéralement corps avec l'idéologie de la révolution russe et mondiale. Certes, cette pensée n'est pas figée, elle n'est pas au-dessus de la critique des hommes ou de la vérification de l'expérience, de la vie, de l'histoire ; elle a subi l'influence de Lénine, après celle que Marx ; mais son apport original est considérable ; elle s'enrichit sans cesse en se développant et en se révisant elle-même ; elle est sœur de la pensée de Lénine, dont elle a la même origine. Et c'est pourquoi Lénine et Trotsky sont nos deux seuls contemporains dont on ne peut distinguer ce qu'ils ont donné à la révolution de ce qu'ils en ont reçu, dont on peut dire que tout ce qui les atteint frappe du même coup la révolution.

Aussi nous repoussons les objections superficielles et inintelligentes qui tendraient à nous reprocher on ne sait quel culte de personnalités. Au contraire, nous nous éle-

vons contre la tendance déjà apparue de déifier Lénine, de faire du léninisme une religion, de l'œuvre du maître un évangile. Selon cette conception, les communistes de toute la terre, du présent et des temps futurs, n'auraient plus qu'à répéter machinalement des formules, plus ou moins correctement interprétées par des officiants officiels ou officieux, et qui leur éviteraient la peine de penser, d'étudier, de critiquer, de comprendre, de concevoir. Une telle manière de perpétuer le léninisme serait une intolérable offense à la mémoire de Lénine et un danger mortel pour la révolution. Trotsky l'a appréciée en des pages maîtresses (voir plus loin le chapitre : *Tradition et politique révolutionnaire*) qui épuisent vraiment le sujet.

Lénine est notre maître, et nous entendons être indéfectiblement fidèle à son exemple en n'abdiquant jamais notre esprit critique, en appliquant nos facultés à l'étude consciencieuse de chaque question, en formant consciemment notre opinion après avoir fait l'effort de nous en assimiler les données, en faisant preuve toujours vis-à-vis de notre parti, de notre classe, de cette franchise révolutionnaire, de cette honnêteté prolétarienne sans lesquelles il n'y a pas de confiance mutuelle entre combattants d'une même cause, donc pas de parti ni de révolution possibles.

Ce que nous disons, c'est que celui-là se trompe qui croit pouvoir diminuer Trotsky sans diminuer en même temps la révolution russe et l'Internationale auxquelles il a donné le meilleur de lui-même. Ce que nous savons, c'est que les idées ici exposées par Trotsky se sont imposées au Parti communiste russe qui les a faites siennes, quoi qu'on fasse pour masquer ce fait par des nuées d'arguties. Ce dont nous sommes sûrs, c'est de faire notre devoir de disciple de Lénine en divulguant, en soumettant à la critique, en jetant dans la discussion l'œuvre nouvelle d'un maître de la pensée communiste, que l'histoire connaîtra

comme le continuateur authentique de l'œuvre de Marx et de Lénine.

Boris Souvarine
Paris, 15 avril 1924

Préface de Léon Trotsky
à l'édition russe de 1924[3]

Cette brochure paraît avec un retard important : des problèmes de santé m'ont empêché d'effectuer ce travail à temps. Mais, après tout, dans la discussion qui s'est déroulée jusqu'à présent, les questions n'ont été que posées. Autour de ces questions, qui concernent le régime intérieur du parti[4] et l'économie, on a soulevé durant la discussion des nuages d'une poussière qui les masquait, dans bien des cas, d'un voile presque impénétrable et brûlant pour les yeux. Mais cela passera. La poussière retombera. Les contours réels de ces questions ressortiront au grand jour. La pensée collective du parti tirera petit à petit des débats ce dont elle a besoin, elle gagnera en maturité et en confiance en soi. Et cela élargira la base du parti et affermira sa direction. C'est là le sens objectif de la résolution du Bureau politique[5] sur le cours nouveau à l'intérieur du parti, quelles que soient les interprétations contraires auxquelles on la soumet. Tout le travail antérieur pour épurer le parti, pour élever son niveau de culture politique et théorique, enfin pour soumettre à une période probatoire l'accès à des fonctions de responsabilité en tant que permanent du parti,

3 Dans cette préface comme dans le corps principal de *Cours nouveau* et dans ses annexes, les notes sont du traducteur, sauf celles qui sont indiquées comme étant de Léon Trotsky ou de l'édition soviétique de début 1924.

4 Il s'agit du Parti bolchevique, qui prit le nom de PC(b) – Parti communiste (bolchevique) de la Russie soviétique – en mars 1918, puis de PC(b) de l'URSS après 1922. Quand Trotsky parle du Bureau politique, du Comité central ou du Congrès sans autre précision, il désigne les instances de direction du PC(b).

5 Trotsky attribue tantôt au Bureau politique, tantôt au Comité central (CC) la décision unanime du Bureau politique du 5 décembre 1923 qui allait dans le sens du cours nouveau dans le régime intérieur au parti.

tout cela ne peut trouver de réel accomplissement que dans l'élargissement et l'approfondissement de l'activité autonome de l'ensemble des membres du parti. C'est la seule garantie sérieuse contre tous les dangers liés à la Nep[6] et au développement de la révolution en Europe qui traîne en longueur.

Mais il ne fait aucun doute que le cours nouveau du parti ne peut être qu'un moyen, et non pas un but en soi. Dans la période à venir, on peut dire qu'on mesurera l'influence et la valeur du cours nouveau à la façon dont il nous facilitera la résolution de ce qui constitue notre principal défi économique. L'administration de notre économie d'État est centralisée par nécessité. Il en a résulté, dans les premiers temps, que les questions et divergences de vue que soulevait la direction de l'économie au niveau central se limitaient à un cercle de personnes extrêmement restreint. La pensée du parti dans son ensemble n'a pas encore eu à se colleter aux questions de fond et aux difficultés de la direction planifiée d'une économie étatisée. Même au 12e Congrès, les questions de la direction planifiée de l'économie n'ont été abordées que de façon plutôt formelle. C'est ce qui explique en grande partie que les voies et méthodes qu'indiquait la résolution du 12e Congrès n'aient jusqu'à ces derniers temps presque pas été appliquées, et que le Comité central ait dû récemment réaffirmer la nécessité de mettre en œuvre les décisions du 12e Congrès concernant l'écono-

6 Nep : initiales russes pour « Nouvelle politique économique ». Impulsée début 1921, la Nep promouvait l'initiative privée dans le commerce et l'agriculture, dans le but de ranimer une économie que la guerre civile avait laissée exsangue. Le pouvoir des soviets savait devoir contrôler ce recul temporaire mais forcé, car la Nep faisait resurgir une nuée d'affairistes. Le danger que dénonçait Trotsky allait, du fait de la politique de Staline et de ses alliés, se transformer quelques années plus tard en insurrection des campagnes contre l'État ouvrier.

mie, en particulier celles qui ont trait au Gosplan.[7] Mais, cette fois encore, la décision du Comité central suscite, de part et d'autre, des appréciations sceptiques au sujet du Gosplan et de l'économie planifiée en général. Ce scepticisme ne recouvre nulle pensée créatrice, nul fondement théorique, et en général rien de sérieux. Qu'on tolère un tel scepticisme bon marché dans le parti, cela s'explique précisément par le fait que la pensée du parti n'a pas encore eu à se frotter aux questions de la direction méthodique centralisée de l'économie. Pourtant, du succès de cette direction dépend entièrement le sort de la révolution.

C'est seulement dans son dernier chapitre que cette brochure aborde la question du plan et de la direction, à partir d'un exemple particulier que nous n'avons pas choisi au hasard, mais qui nous a été imposé par la discussion au sein du parti. Il faut espérer que, dans l'étape à venir, la réflexion du parti abordera toutes ces questions de façon bien plus concrète qu'elle ne le fait à présent. Lorsque l'on suit la discussion actuelle sur l'économie en s'en trouvant à l'écart – et telle est actuellement ma situation –, on dirait le parti revenu en quelque sorte un an en arrière, cela afin d'interpréter, à nouveau mais de façon plus critique, les décisions du 12e Congrès. Cela signifie bien que les questions, qui semblaient être le monopole d'un cercle étroit, se retrouvent à présent mises peu à peu au centre de l'attention de tout le parti. Pour ma part, je peux seulement conseiller aux camarades qui travaillent sur les questions économiques d'étudier avec attention la discussion sur l'industrie qui a eu lieu lors du 12e Congrès et d'en tirer tout ce qui doit nécessairement la relier à la

7 Cet acronyme russe pour « Plan d'État » désignait la commission, créée en 1921, chargée de gérer l'économie étatisée. Ce n'est qu'avec le premier plan quinquennal, en 1928, qu'il prit une importance décisive dans l'organisation de l'économie soviétique.

discussion d'aujourd'hui. J'espère pouvoir revenir sur ces questions au plus tôt.

Il faut reconnaître que durant la discussion au sein du parti, orale aussi bien qu'écrite, on a fait circuler une énorme quantité de « faits » et d'informations qui n'ont rien de commun avec la réalité, mais qui se présentent, pour employer un euphémisme, comme le fruit de motivations fragiles. Nous en donnons des preuves dans notre brochure. Quiconque recourt à des moyens aussi frappants exprime, au fond, son manque de respect pour le parti. Et je pense que le parti doit répondre à de tels procédés par une vérification minutieuse des citations, des chiffres et des faits mis en circulation. C'est un des principaux moyens qu'a le parti d'éduquer les masses et de s'éduquer lui-même. Notre parti est suffisamment mûr pour ne pas devoir balancer entre le « calme plat » et la fureur de la discussion. Un régime plus assuré de démocratie à l'intérieur du parti garantira que la discussion se déroule selon les formes requises et conduira à ne présenter au parti que des données vérifiées. À ce propos, l'opinion publique du parti doit s'habituer à être implacable dans la critique. Les cellules d'usine doivent vérifier les données de la discussion et ses conclusions à la lumière de leur expérience quotidienne. Il serait également tout à fait utile que la jeunesse qui fait des études fonde elle-même ses travaux, historiques, économiques, statistiques, sur une vérification approfondie des données que la discussion actuelle dans le parti a fait circuler, et sur lesquelles, demain et après-demain, le parti fondera ses décisions.

Je le répète une fois encore : l'acquisition la plus importante que vient de faire le parti, et qu'il doit garder entre ses mains, c'est que les principales questions économiques, que l'on résolvait en petit comité, focalisent

désormais l'attention de la masse du parti tout entier. De ce fait, nous entrons dans une nouvelle période. La poussière de la polémique va retomber, les données mensongères seront repoussées par la pensée du parti, et il ne perdra plus de vue les questions fondamentales de la construction économique. La révolution y gagnera.

L. Trotsky

Post-scriptum. Outre ses chapitres déjà parus dans la *Pravda*[8], ce petit livre contient quelques nouveaux chapitres[9], en l'occurrence : « Le bureaucratisme et la révolution », « Tradition et politique révolutionnaire », « La "sous-estimation" de la paysannerie », « Le plan dans l'économie ». Quant aux articles déjà publiés, je n'y ai pas changé un mot : cela permettra aux lecteurs de juger sans difficulté combien, parfois, leur sens a été et est monstrueusement dénaturé au cours de la discussion.

8 Les trois premiers chapitres de ce livre furent publiés, le 11 décembre 1923, en un long article dans la *Pravda*.

9 Ils développent des arguments apparus durant la discussion sur le cours nouveau S'y ajoutent plusieurs annexes pour former « l'édition de 1924 » de *Cours nouveau*, distincte donc de « l'édition de 1923 » parue dans la *Pravda*.

Cours nouveau[10]

I. La question des générations dans le parti

Dans l'une des résolutions adoptées lors des discussions à Moscou, j'ai découvert que l'on s'y plaignait que la question de la démocratie dans le parti ait été compliquée par des débats sur les rapports entre les générations, des attaques personnelles, etc. Ainsi exprimé, ce mécontentement témoigne d'une certaine confusion dans les idées. Les attaques personnelles sont une chose, les rapports entre les générations en sont une autre. Maintenant, si l'on posait la question de la démocratie dans le parti sans analyser la composition de ce dernier, tant du point de vue social que sous l'angle de l'âge de ses membres et de leur ancienneté dans le parti, cela reviendrait à évacuer cette question même.

Que la question de la démocratie dans le parti apparaisse avant tout comme celle des rapports des générations entre elles, cela ne doit rien au hasard. Toute l'histoire de notre parti nous préparait à poser le problème en ces termes. Son passé, on peut schématiquement le diviser en quatre périodes : a) une préparation d'un quart de siècle qui va jusqu'à Octobre, et qui est unique dans l'histoire ; b) Octobre ; c) la période qui suit Octobre et d) le « cours nouveau », c'est-à-dire la période qui s'ouvre.

S'agissant de l'histoire qui précède Octobre, on ne peut désormais douter que, malgré sa richesse, sa complexité et les diverses étapes qu'elle a parcourues, elle ne repré-

10 Nous avons respecté la typographie voulue par l'auteur. En revanche, nous avons supprimé la notation systématique « camarade » qui, accolée au nom d'un membre du parti, revenait si souvent dans l'original que cela aurait alourdi la lecture de sa traduction.

sentait qu'une période de préparation. Octobre a validé, sur le plan des idées comme sur celui de l'organisation, ce qu'étaient le parti et son encadrement. Par Octobre, nous entendons la période de lutte la plus aiguë pour le pouvoir, celle qui s'ouvre, disons, avec les thèses d'Avril[11] de Lénine et qui se clôt pratiquement lorsque nous avons notre propre appareil d'État. Le chapitre d'Octobre, qui se mesure en mois, n'est pas moins important par son contenu que toute la période qui l'a préparé, et qui, elle, se mesure en années et décennies. Octobre n'a pas seulement fourni la vérification absolue, unique en son genre, de ce qu'avait de grand le passé du parti, mais est devenu lui-même une source d'expérience d'une immense richesse pour l'avenir. C'est au travers d'Octobre que le parti construit avant Octobre a, pour la première fois, appris à apprécier sa juste valeur.

Après la prise du pouvoir, le parti amorça une croissance rapide et il grossit même de façon malsaine. Tel un aimant puissant, il attira non seulement des éléments peu conscients issus des rangs des travailleurs, mais aussi des éléments qui leur étaient nettement étrangers : des serviteurs professionnels du pouvoir, des carriéristes et des pique-assiette politiques. Dans cette période tout à fait chaotique, le parti ne conserva son caractère bolchevique que grâce à la dictature qu'exerçait en son sein la vieille garde qui avait fait ses preuves au travers d'Octobre. Dans les questions de quelque importance, les nouveaux membres du parti, non seulement ceux qui venaient de milieux ouvriers, mais également les éléments issus d'autres milieux, acceptaient la direction de l'ancienne

11 Soumises à la Conférence bolchevique d'avril 1917 par Lénine après son retour d'exil, elles orientaient le parti vers la prise du pouvoir par la classe ouvrière. Cela rompait avec la politique de Kamenev et Staline qui, depuis Février, poussait le parti à s'aligner comme les autres tendances socialistes sur le gouvernement de la bourgeoisie.

génération pratiquement sans qu'il soit besoin d'en discuter. Les carriéristes considéraient une telle docilité comme le meilleur moyen d'assurer leur situation dans le parti. Ces gens avaient toutefois fait un mauvais calcul. Le parti s'en débarrassa par une épuration rigoureuse. Ses effectifs en furent réduits. Mais la conscience du parti s'éleva. On peut dire que cette auto-vérification du parti et cette épuration marquèrent un point de départ, celui à dater duquel le parti d'après-Octobre se reconnut pour la première fois comme une collectivité d'un demi-million de membres qui n'existe pas seulement sous la direction de la vieille garde, mais qui est elle-même appelée à affronter les questions politiques essentielles, à les examiner et à décider comment les résoudre. En ce sens, l'épuration et toute la période critique qui s'y rapporte se présentent en quelque sorte comme une introduction à ce revirement profond que l'on veut maintenant opérer dans la vie du parti et qui entrera vraisemblablement dans son histoire sous le nom de « cours nouveau ».

Il est une chose dont il faut bien se rendre compte dès le début : la raison fondamentale des difficultés et frictions internes qui nous préoccupent ne réside pas en ce que les secrétaires[12] ont dépassé la mesure sur certains points et qu'il faut quelque peu les forcer à reculer, mais en ce que *le parti dans son ensemble se prépare à passer à une étape historique plus élevée*. La masse des membres du parti laisse entendre à son appareil dirigeant : "Vous avez, camarades, l'expérience d'avant Octobre, qui manque à la majorité d'entre nous ; mais, sous votre direction, nous avons, après Octobre, acquis une grande expérience dont l'importance va croissant. Et ce que nous voulons, ce n'est pas seulement être dirigés par vous, mais participer avec vous à la direction de notre classe. Nous le voulons,

12 À la différence de la période précédente, les secrétaires aux différents niveaux du parti étaient, non plus élus, mais nommés par l'appareil.

non seulement parce que nous en avons le droit en tant que membres du parti, mais aussi parce qu'il y a là une nécessité vitale pour l'ensemble de la classe ouvrière. Sans notre expérience venue d'en bas, qu'il ne s'agit pas simplement de prendre en compte d'en haut, mais d'introduire nous-mêmes de façon active dans la vie du parti, l'appareil dirigeant du parti se bureaucratisera, et nous, militants de base, ne nous sentons pas assez armés idéologiquement face aux sans-parti."

Le revirement actuel a surgi, je l'ai dit, comme un produit de toute l'évolution antérieure. Il a été préparé bien avant par des processus moléculaires, imperceptibles à un regard superficiel mais œuvrant dans la vie et la conscience du parti. La crise des ventes[13] donna une forte impulsion au travail de réflexion critique. L'approche des événements d'Allemagne[14] força le parti à se secouer. C'est précisément alors que l'on discerna avec le plus de netteté à quel point le parti vit à deux niveaux : à l'étage supérieur, on décide ; à l'étage inférieur, on ne fait que prendre connaissance de ce qui a été décidé. Néanmoins, dans l'attente anxieuse du dénouement, prochain semblait-il, des événements d'Allemagne et sous cette pression, on ajourna la révision critique de la situation inté-

13 Les prix des produits industriels ne cessant d'augmenter, l'industrie n'arrivait plus à écouler sa production (d'où l'expression « crise des ventes »).

14 Dernière des secousses révolutionnaires ayant ébranlé l'Allemagne depuis 1918, la classe ouvrière s'y trouva, fin 1923, dans une situation très favorable pour prendre le pouvoir. Cela souleva d'enthousiasme la classe ouvrière soviétique. Mais la direction du PC allemand laissa passer l'occasion. Elle s'en était remise à la fraction Zinoviev-Kamenev-Staline, qui dirigeait aussi l'Internationale communiste, et dont le souci était moins d'aider la révolution allemande que d'écarter Trotsky. Or le sort de la Russie était indissociable de celui de la révolution mondiale, de son extension aux pays capitalistes développés (cf. *Leçons d'Octobre*, que Trotsky publia peu après *Cours nouveau*. Les Bons Caractères l'ont récemment réédité).

rieure du parti. Lorsqu'il devint clair que ce dénouement se trouvait repoussé, par la force des choses, le parti mit à l'ordre du jour la question du cours nouveau.

C'est justement ces derniers mois – et il n'est pas rare que l'histoire connaisse de telles situations – que le « cours ancien » se manifesta sous les traits les plus négatifs et les plus intolérables d'un appareil vivant en vase clos, de l'arrogance bureaucratique et du dédain pour ce que sentait, pensait et voulait le parti. Dès les premières tentatives de mettre à l'ordre du jour la révision critique du régime au sein du parti, tout l'appareil a, par inertie bureaucratique, fait front avec hostilité. Cela ne signifie certes pas que l'appareil se compose uniquement d'éléments bureaucratisés, et encore moins de bureaucrates invétérés et incorrigibles. Pas du tout ! En traversant la période critique actuelle, puis en en ayant assimilé la signification, l'écrasante majorité des membres de l'appareil auront beaucoup appris et auront vu qu'il y a beaucoup de leurs pratiques dont ils doivent se défaire. Le remaniement dans les idées et dans l'organisation qui résultera du revirement en cours aura, en fin de compte, des conséquences bénéfiques tant pour les nombreux militants du rang que pour l'appareil. Mais le bureaucratisme, tel qu'il s'est manifesté dans l'appareil au seuil de la crise actuelle, a des traits qui se sont développés de façon extrême, réellement dangereuse. Et ce sont ces traits qui donnent à l'actuel remaniement idéologique dans le parti un caractère si aigu qu'il inspire des craintes légitimes.

Il suffit de dire qu'il y a deux ou trois mois, le simple fait de relever l'attitude bureaucratique de l'appareil, le strict verrouillage auquel procèdent comités et secrétaires, était accueilli, centralement et localement, par des haussements d'épaule hautains ou par les protestations indignées des représentants du cours ancien qui ont des responsabilités ou une certaine autorité dans le parti. Le système des nominations ? Il n'y a rien de tel ! Le fonc-

tionnarisme ? Une invention de l'opposition pour le plaisir de s'opposer, etc. Ces camarades, en toute sincérité, ne remarquaient pas le danger bureaucratique dont ils étaient eux-mêmes les vecteurs. Ce n'est que sous la poussée résolue de la base qu'ils se mirent à reconnaître peu à peu qu'il y avait, peut-être, des manifestations de bureaucratisme, mais par endroits seulement, à la périphérie de l'organisation, dans quelques régions et districts, qu'il s'agissait de dérives dans la mise en pratique de ce qui restait une ligne juste, etc. Et ce bureaucratisme, ils l'interprétaient comme une simple survivance de la période de guerre[15], c'est-à-dire comme quelque chose qui allait progressivement diminuer, bien que cela n'aille pas assez vite. Inutile de dire ce qu'a de radicalement faux une telle façon d'aborder la situation et de l'expliquer.

Le bureaucratisme n'est pas un trait fortuit de quelques organisations de province, mais un phénomène général. Il ne va pas du district au centre en passant par l'échelon régional, mais plutôt dans l'autre sens, du centre au district au travers de l'organisation régionale. Il n'est nullement un « vestige » de la période militaire ; il est le résultat de ce que l'on a transféré dans le parti les méthodes et procédés que l'administration avait accumulés ces dernières années. Le bureaucratisme de la période de guerre, aussi affreuses qu'aient pu être les formes qu'il revêtait dans certains cas, relevait de l'enfantillage au regard du bureaucratisme actuel, qui s'est développé dans des conditions de temps de paix, tandis que l'appareil continuait obstinément à penser et décider à la place du parti, bien que ce dernier se soit renforcé sur le plan des idées.

Au regard de ce qui vient d'être dit, la résolution sur l'organisation du parti, que le Comité central (CC) a adoptée à l'unanimité, revêt, du point de vue des prin-

15 Celle de la guerre civile (1918-1921) qui s'accompagna de ce que l'on appelait le communisme de guerre.

cipes, une énorme importance, dont le parti doit se pénétrer en en étant pleinement conscient. Il serait en effet indigne de se représenter l'affaire comme si le sens profond des décisions adoptées se réduisait à demander aux secrétaires et aux comités d'y aller « plus doux », avec « plus d'attention » envers la masse des membres du parti, et se bornait à quelques modifications techniques dans la marche de l'organisation. *Ce n'est pas sans raison que la résolution du CC parle d'un cours nouveau*. Le parti se prépare à entrer dans une nouvelle phase de son développement. Au contraire de ce que certains tentent de faire croire, il ne s'agit évidemment pas de briser les principes organisationnels du bolchevisme, mais de les appliquer aux conditions de cette nouvelle étape dans le développement du parti. Il s'agit avant tout d'instaurer des relations plus saines entre les cadres anciens du parti et la majorité des membres du parti, qui y est venue après Octobre.

La préparation théorique, la trempe révolutionnaire, l'expérience politique représentent le capital fondamental du parti, et les détenteurs de ce capital, ce sont avant toute chose les cadres anciens du parti. D'un autre côté, par son essence même, le parti est une organisation démocratique, c'est-à-dire un ensemble humain qui, par la pensée et la volonté de tous ses membres, détermine sa voie. Il est tout à fait évident que, dans la situation très compliquée qui suivit immédiatement Octobre, le parti a d'autant mieux pu frayer sa voie de façon décidée et juste qu'il utilisait plus complètement l'expérience accumulée par l'ancienne génération, aux représentants de laquelle il confiait les postes impliquant le plus de responsabilités dans l'organisation du parti.

Mais l'autre aspect de cet état de fait fut que cela mena et mène à ce que l'ancienne génération, en occupant une position d'encadrement dans le parti et en se trouvant absorbée par les questions de gestion, s'habitue à pen-

ser et décider pour le parti ; qu'elle avance, à l'usage de la masse du parti, des méthodes scolaires, pédagogiques, de participation à la vie politique : cours d'éducation politique élémentaire, contrôle des connaissances sur le parti, écoles du parti, etc. De là, la bureaucratisation croissante de l'appareil du parti, son isolement, sa vie interne à part, en bref, tous les traits qui forment ce qu'a de profondément négatif le cours ancien. Le fait qu'à l'avenir la vie du parti se déroule sur deux étages strictement séparés comporte des dangers que j'ai déjà traités dans ma lettre sur les jeunes et les anciens dans le parti[16] (à ce propos, par « jeunes » j'entends bien évidemment non pas seulement ceux que leur âge qualifie de la sorte, mais en général toute la génération venue au parti après Octobre, et avant tout celle qui appartient à des cellules d'usine ou de fabrique).

Ce malaise que le parti ressentait de plus en plus durement, comment se manifestait-il ? En ce que, dans leur grand nombre, les membres du parti se disaient ou sentaient ceci : "Qu'ils aient raison ou tort dans ce qu'ils pensent et décident au niveau de l'appareil du parti, en tout cas, ils y pensent et y décident trop souvent sans nous et à notre place. Quand nous faisons entendre une voix qui exprime de l'incompréhension, un doute, une objection, une critique, pour toute réponse nous recevons une réprimande, un rappel à la discipline, et le plus souvent on nous accuse de faire de l'opposition et même de vouloir constituer une fraction. Nous sommes dévoués au parti jusqu'au bout et prêts à tout donner pour lui. Mais nous voulons participer activement et consciemment à l'élaboration de la position du parti et à la détermination des voies que prend son action." Il ne fait aucun doute que les premières manifestations de cet état d'esprit de la base du parti passèrent inaperçues de son appareil diri-

16 Voir plus loin, Annexe 4.

geant, qui ne les a pas prises en compte en temps voulu, et que cela a été une des causes principales de l'apparition de groupements antiparti à l'intérieur du parti, dont il ne faut certes pas exagérer l'importance, mais dont il serait inacceptable de minimiser ce qu'ils signifient comme avertissement pour nous.

Le danger principal du cours ancien, résultat à la fois de causes historiques générales et de nos fautes particulières, consiste en ce qu'il manifeste une tendance à opposer de plus en plus quelques milliers de camarades, qui forment le cadre dirigeant du parti, à tout le reste de ses membres, en tant qu'objets de l'action des premiers. Si l'on devait préserver ce régime à tout crin, et qu'il perdurait, il menacerait à coup sûr de provoquer en définitive une dégénérescence du parti, d'ailleurs en même temps à ses deux pôles, c'est-à-dire et parmi la jeunesse du parti et parmi ses cadres dirigeants. En ce qui concerne la base prolétarienne du parti, les cellules d'usine, les étudiants[17], etc., on voit très clairement en quoi consiste le péril. Faute de se sentir impliqués activement dans le travail général du parti et faute de recevoir des réponses qui satisfassent en temps voulu leurs demandes au sein du parti, des cercles du parti se mettraient en nombre à chercher comment pallier (par un substitut trompeur) l'activité autonome que le parti ne leur permet pas, en se tournant vers toutes sortes de groupements et formations fractionnistes. C'est en ce sens précisément que nous parlons de l'importance symptomatique de groupements comme le Groupe ouvrier.

Mais à l'autre pôle, celui qui a un rôle dirigeant, non moins grand est le danger de ce cours qui n'a que trop duré et qui incarne le bureaucratisme aux yeux et dans la conscience du parti. Il serait ridicule et digne de la

17 Des travailleurs n'ayant pu faire d'études étaient, comme combattants de l'Armée rouge, passés par l'école de la guerre civile, et étudiaient depuis dans des rabfaks (facultés ouvrières).

politique de l'autruche de ne pas comprendre ou ne pas vouloir voir que l'accusation de bureaucratisme formulée dans la résolution du CC est une accusation qui vise précisément les cadres dirigeants du parti. La question n'est pas celle de certains cas où la pratique du parti dévie d'une ligne juste sur le plan des idées, mais celle précisément du cours suivi par l'appareil dans ce qu'il a comme tendances bureaucratiques. Le bureaucratisme comporte-t-il ou pas un danger de dégénérescence ? Nier ce danger serait de l'aveuglement. La bureaucratisation, en se développant de façon persistante, menace les membres de l'appareil de se couper des masses, d'avoir toute leur attention qui se focalise sur les questions d'administration, de nominations, de mutations, de voir leur horizon se rétrécir, leur sensibilité révolutionnaire s'affaiblir, c'est-à-dire qu'elle menace d'une dégénérescence opportuniste plus ou moins marquée la génération ancienne, tout du moins une bonne partie d'entre elle. Des processus de ce genre se développent avec lenteur, presque de façon imperceptible, mais ils se révèlent brusquement. Il faut vraiment toute la susceptibilité maladive d'un bureaucrate et la morgue d'un membre de l'appareil pour voir un quelconque « outrage », un « attentat », etc., dans cet avertissement que fonde une prévision marxiste objective.

Mais, *dans les faits*, le danger d'une telle dégénérescence est-il aussi grand ? Le fait que le parti a compris ou senti ce danger, et qu'il y a réagi – ce qui a provoqué en particulier la résolution du Bureau politique –, témoigne de la grande vitalité du parti et dévoile en même temps les sources vives d'antidote dont il dispose pour contrer le poison bureaucratique. C'est en cela que réside la principale garantie de sa conservation en tant que parti révolutionnaire. Mais, si le cours ancien cherchait à se maintenir à tout prix, par un resserrement de son emprise,

une sélection de plus en plus artificielle[18], l'intimidation, en bref, par des procédés témoignant d'une méfiance bureaucratique envers le parti, alors le danger effectif de dégénérescence d'une partie significative de son encadrement augmenterait inévitablement. Le parti ne peut vivre du seul capital qui lui vient du passé. Il est déjà assez que son passé ait préparé son présent. Mais, pour préparer l'avenir, il faut que ce présent soit, sur le plan des idées et dans la pratique, à la hauteur du passé. La tâche du présent est la suivante : déplacer le centre de l'activité du parti vers le gros de ses troupes, qui en forment la base.

On peut dire qu'un tel déplacement de centre de gravité ne se fait pas d'un seul bond : le parti ne peut, comme on dit, « mettre au rencart » l'ancienne génération et mener immédiatement une nouvelle vie. Il est peu probable qu'il faille s'arrêter sérieusement devant pareil argument, aussi stupide que démagogique. Ce serait folie pure que de vouloir remiser l'ancienne génération. Ce dont il s'agit, c'est que l'ancienne génération change consciemment d'orientation, et par là même assure à l'avenir l'influence dirigeante qu'elle exerce sur tout le travail autonome du parti. Il faut que la génération ancienne considère le cours nouveau, non pas comme une manœuvre, non pas comme un arrangement diplomatique, non pas comme une concession temporaire, mais comme une nouvelle étape dans le développement politique du parti. Cela se fera alors au plus grand profit et de la génération dirigeante et du parti dans son ensemble.

II. La composition sociale du parti

Le problème des relations entre les générations n'épuise évidemment pas la question. Elle se trouve déterminée, dans un sens historique plus large, par la

18 La nomination à des postes de responsabilité dans le parti des seuls militants convenant à l'appareil et la mise à l'écart des autres.

composition sociale du parti et, avant tout, par le poids spécifique qu'ont en son sein les cellules d'usine et de fabrique, les prolétaires se trouvant à la production.

La première tâche qui se posa à la classe ouvrière, qui venait de s'emparer du pouvoir, fut de créer un appareil étatique, dont une armée, des organes de direction de l'économie, etc. Mais mettre au travail ces appareils de l'État, des coopératives et autres signifiait, par définition même, affaiblir et priver d'une partie de leur sang les cellules principales du parti, celles d'usine et de fabrique, et provoquer une inflation dans le parti d'éléments, d'origine prolétarienne ou autre, qui s'occupaient de tâches administratives. C'est en cela que la situation est contradictoire. On ne peut envisager d'en sortir qu'au moyen de progrès économiques importants, d'une vie à l'usine et à la fabrique qui retrouve un pouls normal et d'un afflux constant dans le parti d'ouvriers restant à la production. À quel rythme s'effectuera ce processus fondamental, par quels flux et reflux lui faudra-t-il passer : il est actuellement difficile de le prévoir. Il va de soi que, même au stade actuel de notre développement économique, nous devons tout mettre en œuvre pour attirer dans le parti le plus grand nombre possible d'ouvriers travaillant à l'atelier. Mais on ne pourra changer sérieusement la composition du parti, de façon, par exemple, que les cellules d'usine et de fabrique forment les deux tiers du parti, que très lentement et seulement en s'appuyant sur de très substantiels progrès économiques[19]. En tout cas, il nous faut prévoir une période encore très longue, durant laquelle les membres les plus expérimentés et les plus actifs du parti – dont, cela va de soi, ceux qui sont d'origine pro-

19 Ce texte fut écrit avant la mort de Lénine, dont Staline prit prétexte pour ouvrir les portes du parti. Cette « promotion Lénine » comptait nombre d'ouvriers, mais la plupart peu politisés et avec une faible conscience de classe, sur lesquels Staline s'appuya pour noyer les voix de l'Opposition de gauche.

létarienne – se trouveront occupés à différents postes de l'appareil de l'État, des syndicats, des coopératives et du parti. Et ce fait comporte en lui-même un danger, car il alimente l'une des sources du bureaucratisme.

L'éducation de la jeunesse occupe et occupera une place tout à fait exceptionnelle dans le parti, et c'est indispensable. En formant dans nos facultés ouvrières, universités du parti, établissements spécialisés d'enseignement supérieur, une nouvelle intelligentsia soviétique qui compte une forte proportion de communistes, nous arrachons, du même coup, de jeunes éléments prolétariens à la production, non pas seulement le temps de leurs études, mais en général pour tout le reste de leur vie : la jeunesse ouvrière qui sera passée par les écoles supérieures, c'est évident, sera ensuite absorbée par l'appareil productif, étatique ou par celui du parti. Tel est le deuxième facteur qui affecte l'équilibre interne du parti au détriment de ses cellules fondamentales, celles des fabriques et des usines.

La question du milieu, prolétarien, intellectuel ou autre, d'où provient un communiste a bien sûr son importance. Dans la période qui a immédiatement suivi la révolution, la question de la profession exercée avant Octobre semblait même décisive, car retirer un ouvrier de l'atelier pour l'affecter à telle ou telle fonction du pouvoir des soviets apparaissait comme quelque chose de provisoire. De nos jours, les choses ont profondément changé sous ce rapport. Il ne fait pas de doute que les présidents de comités exécutifs régionaux ou les commissaires de divisions représentent un type social soviétique bien identifié et cela, dans une large mesure, indépendamment même du milieu d'origine de chaque président de comité de région ou commissaire de division. Durant ces six années, il s'est formé des groupements sociaux assez stables dans la vie soviétique.

Nous avons donc – en outre, pour une période relativement assez longue – la situation suivante : une part importante du parti, celle qui est la mieux préparée, est absorbée par les différents appareils de direction et d'administration, de gestion économique et de commandement militaire ; une autre part importante fait ses études ; une troisième partie est dispersée dans les campagnes où elle s'occupe d'agriculture ; et une quatrième partie (qui représente actuellement moins d'un sixième des effectifs) se compose de prolétaires qui travaillent à l'atelier. Il est tout à fait clair que la croissance de l'appareil du parti, ainsi que les traits de bureaucratisation qui accompagnent ce développement, sont engendrés non pas par les cellules d'usine, groupées par l'intermédiaire de l'appareil, mais justement par toutes les autres fonctions que le parti exerce par l'entremise des appareils étatiques d'administration, de gestion économique, de commandement militaire, d'enseignement. En d'autres termes, la source du bureaucratisme dans le parti réside dans le fait qu'on détourne de façon grandissante l'attention et les forces du parti en direction des appareils et institutions gouvernementales, sur fond d'un développement insuffisamment rapide de l'industrie. Au regard de ces faits et tendances essentielles, nous devons d'autant plus clairement prendre en compte les dangers d'une dégénérescence bureaucratique des cadres anciens du parti. Ce serait du vulgaire fétichisme que de considérer que, du seul fait que les cadres anciens sortent de la meilleure école révolutionnaire du monde, il y aurait en eux des garanties qui se suffisent à elles-mêmes contre toute sorte de danger de dégradation idéologique et de dégénérescence opportuniste. Non ! L'histoire est faite par les hommes, mais il s'en faut de beaucoup qu'ils fassent toujours consciemment l'histoire, y compris la leur. En fin de compte, la question sera bien sûr résolue par de grands facteurs d'importance internationale : le cours

que prendra le développement de la révolution en Europe et le rythme auquel se construira notre économie. Mais rejeter de façon fataliste toute la responsabilité sur ces facteurs objectifs serait tout aussi erroné que de chercher des garanties dans le seul radicalisme subjectif, que le passé nous a légué en héritage. Dans la même situation révolutionnaire explosive, dans les mêmes circonstances internationales, le parti résistera plus ou moins bien aux tendances qui poussent à sa décomposition, selon la conscience qu'il aura de ces dangers et selon la vigueur qu'il mettra à les combattre.

Il est évident que l'hétérogénéité de la composition sociale du parti, produit de toute la situation actuelle, loin de les affaiblir, aggrave à l'extrême tous les aspects négatifs du cours mené par l'appareil. Pour triompher de l'esprit de corps et de la mentalité particulariste des diverses couches qui constituent le parti, il n'y a pas et ne peut pas y avoir d'autre moyen qu'un régime de démocratie interne dont la dynamique les rapprochera. En entretenant « le calme », qui isole tout le monde, le bureaucratisme dans le parti frappe fort, quoique de manière différente, les cellules d'usine, les militants de la sphère économique, ceux de l'armée et les jeunes militants qui font des études.

Le bureaucratisme suscite, comme nous l'avons vu, une réaction particulièrement vive de cette jeunesse qui étudie. Et ce n'est pas un hasard si Lénine proposait, pour combattre le bureaucratisme, d'en appeler largement à ceux qui font des études. Par sa composition sociale et ses attaches, la jeunesse des écoles reflète toutes les couches sociales que l'on retrouve dans notre parti et elle s'imprègne de leur état d'esprit. Sa verdeur et sa fougue la portent à exprimer, sans délai et de façon active, leurs dispositions d'esprit. Comme elle *fait des études,* elle s'efforce d'expliquer et de généraliser. Cela ne revient nullement à dire qu'en tous ses agissements et

états d'esprit la jeunesse exprime des tendances saines. Si cela était, cela signifierait de deux choses l'une : ou que tout va bien dans le parti, ou que la jeunesse a cessé de refléter ce qu'est son parti. Mais ce n'est vrai ni dans un cas ni dans l'autre. Il est juste, et conforme à nos principes, d'affirmer que ce sont les cellules des fabriques et des usines qui forment notre base, et non pas les cellules des établissements d'enseignement. Mais lorsque nous disons que la jeunesse est un baromètre, nous donnons à ses manifestations politiques un caractère non pas fondamental, mais symptomatique. Le baromètre ne crée pas le temps, il ne fait que l'enregistrer. En politique, le temps se forme dans la profondeur des classes et dans des régions où elles entrent en contact les unes avec les autres. Les cellules d'usine créent un lien direct entre le parti et la classe qui nous est essentielle, avec le prolétariat industriel. Les cellules rurales ne créent une liaison qu'à un degré bien plus faible avec la paysannerie. Ce qui nous lie à elle, au premier chef, ce sont les cellules de l'armée, bien que ce soit dans des conditions très particulières. Enfin, la jeunesse des écoles, qui se recrute dans toutes les couches et strates de la société soviétique, reflète dans sa composition bigarrée tous nos côtés forts et tous nos côtés faibles, et nous serions stupides si nous n'accordions pas la plus grande attention à ce qu'elle pense et ressent. À cela il faut ajouter que nos nouveaux étudiants sont, pour une part importante, des membres du parti qui ont à leur actif un nombre d'années assez conséquent, s'agissant de la jeune génération, en tant que révolutionnaires. Et rien ne sert aux apparatchiks les plus rétifs de tordre le nez devant la jeunesse : elle est le moyen que nous avons de nous contrôler nous-mêmes, elle est notre relève, et l'avenir lui appartient.

Mais revenons toutefois à la question de savoir comment dépasser l'hétérogénéité des différentes composantes et groupes du parti, séparés qu'ils sont les uns

des autres par leurs fonctions respectives dans l'État soviétique. Nous savons déjà, et nous le répétons ici une fois encore, que le bureaucratisme au sein du parti n'a rien d'une survivance de la période précédente qui serait en voie d'extinction ; au contraire, c'est un phénomène essentiellement nouveau, qui découle des nouvelles tâches du parti, de ses nouvelles fonctions, de nouvelles difficultés et de ses nouvelles erreurs.

Le prolétariat réalise sa dictature au moyen de l'État des soviets. Le Parti communiste est le parti dirigeant du prolétariat et, par suite, de son État. Et toute la question est de savoir comment exercer cette direction sans tresser des liens trop étroits avec l'appareil bureaucratique de l'État, en évitant de ce fait de s'exposer à une dégénérescence bureaucratique.

Les communistes sont regroupés de façon différente dans le parti et au sein de l'appareil étatique. Dans l'appareil d'État, ils se retrouvent placés dans des rapports hiérarchiques les uns vis-à-vis des autres et ils ont des relations personnelles difficiles avec les sans-parti. Au sein du parti, ils jouissent tous des mêmes droits à déterminer ses tâches fondamentales et ses méthodes de travail. Les communistes travaillent à l'atelier, font partie de comités d'usine, administrent des entreprises, un trust d'entreprises, un syndicat[20], se trouvent à la direction du Conseil supérieur de l'économie[21], etc. Puisqu'il exerce sa direction sur l'économie, le parti tient et doit tenir compte de l'expérience, des observations, de l'opinion de tous ses membres, à quelque degré qu'ils se situent de l'échelle de l'administration de l'économie. C'est là l'avantage essentiel, incomparable, de notre parti qui peut à tout

20 Les termes « trust » et « syndicat » renvoient ici à des groupements d'entreprises nationalisées.

21 Il fut créé juste après Octobre 1917 en tant qu'organe de régulation centrale de l'économie et de coordination des instances locales chargées de gérer les entreprises nationalisées.

moment regarder l'industrie avec les yeux du tourneur communiste sur sa machine, du spécialiste communiste, du directeur communiste, du commerçant rouge, et qui, ayant réuni en un tout l'expérience complémentaire de tous ces travailleurs, peut dégager selon quelle ligne il exercera sa direction sur l'économie en général, et dans chacune de ses branches en particulier.

Il est tout à fait clair que cette direction exercée par le parti ne peut se réaliser vraiment que si elle se fonde sur une démocratie vivante et active à l'intérieur du parti. Et, au contraire, plus on laisse prévaloir les méthodes d'appareil, plus à la direction par le parti se substitue une administration des choses par ses organes exécutifs (comités, bureaux, secrétariats, etc.). Nous voyons comment, ce régime se renforçant, toutes les affaires se retrouvent concentrées entre les mains d'un petit groupe de personnes, parfois d'un seul secrétaire, qui nomme, destitue, donne des directives, convoque tel ou tel pour lui demander des comptes, etc. Avec une telle dégénérescence de la direction, la principale et inestimable supériorité du parti (son expérience collective multiforme) passe à l'arrière-plan. La direction prend un caractère purement organisationnel et dégénère fréquemment en affaire de commandement et de réprimandes. L'appareil du parti entre de plus en plus dans le détail des tâches et problèmes de l'appareil soviétique, vit les soucis quotidiens de ce dernier, se laisse de plus en plus influencer par lui et, se focalisant sur les arbres, ne voit plus la forêt. Si l'organisation du parti, en tant que collectivité humaine, est toujours plus riche d'expérience que n'importe lequel des organes de l'État, on ne peut nullement en dire autant des responsables de l'appareil du parti pris à part. En effet, ce serait de la naïveté de penser qu'un secrétaire incarne en sa personne, du fait de son titre, toutes les connaissances et tout le savoir-faire qui sont indispensables au parti pour exercer sa direction. En réa-

lité, il crée pour son usage un appareil auxiliaire, avec ses services bureaucratiques, son information bureaucratique, ses formulaires, et cet appareil, qui le rapproche de l'appareil soviétique, l'isole du parti vivant. Et il se produit, comme le dit l'expression allemande célèbre, que *« l'on croit faire avancer les autres, alors qu'en réalité ce sont eux qui vous font marcher »*. Tout le pétrin dans lequel s'embourbe le quotidien bureaucratique de l'appareil soviétique se déverse dans l'appareil du parti et y crée une déviation bureaucratique. Le parti, en tant que collectivité, ne sent pas sa direction, car ce n'est pas lui qui la met en œuvre. De là du mécontentement ou de l'incompréhension, même dans les cas où cette direction s'exerce avec justesse. Mais celle-ci ne peut se maintenir sur une ligne juste si elle se disperse dans des détails de peu d'importance, au lieu de prendre un caractère systématique, méthodique et collectif. C'est ainsi que le bureaucratisme non seulement détruit l'esprit d'équipe à l'intérieur du parti, mais affaiblit aussi sa capacité à agir correctement sur l'appareil étatique. C'est ce que ne remarquent pas et ne comprennent pas ceux qui crient le plus fort en invoquant le rôle dirigeant du parti sur l'État des soviets.

III. Groupements et formations fractionnelles

La discussion a donné une place centrale à la question des groupements et des fractions. Et, parce que c'est une question brûlante ayant de multiples implications, il convient de s'exprimer à son sujet avec toute la netteté voulue. Or on la pose fréquemment de façon erronée.

Nous sommes le seul parti du pays, et il ne saurait en être autrement dans la période actuelle de dictature[22]. Les différentes exigences de la classe ouvrière, de la paysannerie, de l'appareil étatique et de son personnel exercent

22 Du prolétariat.

une pression sur notre parti, en s'efforçant de se donner à travers lui une expression politique. Les difficultés et les contradictions de notre développement, le fait que les diverses parties du prolétariat ont des intérêts qui ne coïncident pas temporairement, ou que ceux du prolétariat dans son ensemble ne s'accordent pas avec ceux de la paysannerie, tout cela fait pression sur le parti par l'intermédiaire de ses cellules ouvrières et paysannes, de l'appareil d'État, de la jeunesse qui fait des études. Au niveau de telle ou telle instance éloignée, d'épisodiques divergences de vues temporaires et des nuances d'opinion peuvent même exprimer la pression d'intérêts sociaux déterminés ; dans certaines circonstances, des divergences épisodiques et des groupements d'idées temporaires peuvent se transformer en groupements permanents ; ces derniers peuvent, à leur tour, prendre tôt ou tard la forme de fractions organisées ; enfin, la fraction ayant pris forme et s'opposant au reste du parti, la pression venue de l'extérieur du parti s'exerce d'autant plus sur lui. Telle est la dialectique des groupements internes au Parti communiste, à une époque où il lui est indispensable de monopoliser entre ses mains la direction de la vie politique. Que faut-il en conclure ? Que si l'on ne veut pas de fractions, il ne faut pas de groupements permanents ; que si l'on ne veut pas de groupements permanents, il faut se garder des regroupements temporaires ; enfin, que si l'on veut que le parti soit préservé des groupements temporaires, il faut qu'il n'y ait pas de divergences dans le parti car, là où l'on a deux opinions, les gens y trouvent toujours matière à former des groupements. Mais, d'un autre côté, comment donc pourrait-on éviter des divergences de vues dans un parti d'un demi-million de membres, un parti qui dirige la vie du pays dans des conditions exceptionnellement compliquées et pénibles ? Telle est la contradiction essentielle qui plonge ses racines dans la situation même du parti de la dicta-

ture prolétarienne, une contradiction dont on ne saurait se débarrasser en n'usant que de procédés purement formels.

Les partisans du cours ancien, qui votent pour la résolution du Comité central dans l'assurance que tout restera comme par le passé, raisonnent à peu près ainsi : Voyez, à peine a-t-on un petit peu soulevé le couvercle de l'appareil d'au-dessus du parti qu'aussitôt se manifestent des tendances à former toutes sortes de groupements ; il faut rabattre le couvercle, et de façon encore plus hermétique qu'avant. Cette sagesse à courte vue, elle imprègne des dizaines de discours et d'articles « contre le fractionnisme ». En leur for intérieur, ces camarades considèrent que la résolution du CC est soit une faute politique, que l'on peut rendre sans effet, soit une manœuvre d'appareil, qu'il faut mettre à profit. Je pense qu'ils se trompent de la façon la plus grossière. Et s'il y a quelque chose qui peut introduire la plus grande désorganisation dans le parti, c'est bien l'obstination à persévérer dans l'ancienne orientation, sous couvert d'une acceptation respectueuse du cours nouveau.

L'opinion publique du parti s'élabore forcément au travers des contradictions et des divergences de vues. Faire que ce processus d'élaboration n'ait lieu que dans l'appareil, qui en enseignera ensuite au parti les résultats tout préparés sous forme de slogans, d'ordres, etc., cela signifie affaiblir idéologiquement et politiquement le parti. Faire que le parti tout entier participe à l'élaboration des décisions, c'est aller au-devant de la formation de groupements d'idées temporaires, avec le danger qu'ils se transforment en des groupements durables et même en fractions. Comment faire ? N'y aurait-il pas d'issue ? *Est-il possible qu'entre le régime du « calme plat » et celui de son émiettement en fractions, le parti ne puisse tracer sa ligne ?* Non, cette ligne existe et toute la tâche de la direction à l'intérieur du parti consiste, chaque fois que néces-

saire et spécialement à chaque tournant, à trouver une ligne qui corresponde aux données concrètes de la situation. La résolution du CC dit nettement que le régime bureaucratique à l'intérieur du parti constitue l'une des sources des groupements fractionnistes. Cette vérité n'a sans doute plus besoin d'être encore démontrée. Le cours ancien était très éloigné d'une démocratie « épanouie », et pourtant il n'a en rien préservé le parti non seulement des formations fractionnelles illégales, mais aussi de la discussion orageuse actuelle qui – et ce serait ridicule de se le masquer ! – est grosse en soi de la possibilité que se forment des groupements temporaires ou durables. *L'éviter exige des organes dirigeants du parti qu'ils soient à l'écoute de la voix des larges masses de ses membres, qu'ils ne considèrent pas la moindre critique comme une manifestation de fractionnisme et qu'ils ne poussent pas de la sorte des membres du parti de bonne foi et disciplinés à se taire et à se constituer en fraction*. Mais, nous demandera la voix de la grande sagesse bureaucratique, poser ainsi la question, n'est-ce pas justifier Miasnikov[23] et les siens ? Pourquoi donc ? Tout d'abord, la phrase que nous venons de souligner est un extrait textuel de la résolution du CC. Ensuite, depuis quand *expliquer* équivaut-il à *justifier* ? Dire qu'un ulcère résulte d'une circulation sanguine défaillante par suite d'un apport d'oxygène insuffisant, ce n'est en aucun cas « justifier » l'ulcère ni le reconnaître comme faisant normalement partie de l'organisme humain. La seule chose à en conclure, c'est qu'il faut ouvrir l'ulcère, le désinfecter et en outre, ce qui a encore plus d'importance, qu'il faut ouvrir la fenêtre

23 Ouvrier bolchevique depuis 1906, élu au Comité exécutif central des soviets. En 1918, il soutint la tendance communiste de gauche. Il fut expulsé du parti en 1922 pour activité fractionnelle clandestine et arrêté en 1923, son Groupe ouvrier organisant des grèves. S'étant enfui en France, il demanda à Staline à revenir en URSS en 1944. Il y fut fusillé fin 1945.

pour permettre à de l'air frais de mieux oxygéner le sang. Mais le malheur est que l'aile la plus combative du « cours ancien » dans l'appareil est profondément convaincue que la résolution du CC est erronée, notamment dans sa partie qui caractérise le bureaucratisme comme une des sources du fractionnisme. Et si les « tenants du cours ancien » ne le disent pas ouvertement, ce n'est qu'en vertu de considérations formelles, bien en rapport avec leur façon de penser, tout imprégnée de ce formalisme qui est la doublure idéologique du bureaucratisme.

Oui, dans les conditions actuelles, les fractions constituent le pire fléau, et les groupements, même temporaires, peuvent se transformer en fractions. Mais, et notre expérience en témoigne, désigner les groupements et les fractions comme un mal ne suffit nullement à rendre leur apparition impossible. Pour obtenir un tel résultat dans les faits, il faut une certaine politique, une juste orientation, qui soient à chaque fois adaptées à la situation concrète.

Il suffit de se pencher attentivement sur l'histoire de notre parti, ne serait-ce que sur la période de la révolution, c'est-à-dire quand précisément la constitution de fractions devint particulièrement dangereuse, pour bien voir que lutter contre ce danger ne se réduit en aucun cas à la seule condamnation et interdiction bureaucratique des groupements.

Le désaccord le plus redoutable a surgi à l'automne 1917, autour de la tâche de la plus haute importance historique qu'eut à résoudre le parti : celle de la prise du pouvoir. Alors que le cours des événements s'emballait, cette question était si décisive que les divergences prirent presque aussitôt un tour fractionniste poussé à l'extrême : même sans qu'ils l'aient voulu, les adversaires de la prise du pouvoir firent bloc, dans les faits, avec des éléments extérieurs au parti, publièrent leurs déclarations dans les pages de publications n'appartenant pas au parti,

etc.[24] L'unité du parti ne tenait qu'à un fil. Comment a-t-on pu éviter la scission ? Uniquement en faisant que la situation évolue rapidement et connaisse un dénouement victorieux. La scission aurait été inévitable si les événements avaient traîné en longueur et, à plus forte raison, si l'insurrection s'était soldée par une défaite. Sous la ferme direction de la majorité du CC, l'offensive impétueuse du parti passa par-dessus l'opposition, le pouvoir fut conquis, et l'opposition, très peu nombreuse mais qualitativement très forte aux yeux du parti, se rangea sur le terrain d'Octobre. Le fractionnisme et le danger de scission furent vaincus, en cette occasion, non par des moyens formels invoquant les statuts, mais par l'action révolutionnaire.

La seconde divergence de taille survint à propos de la paix de Brest-Litovsk. Les partisans de la guerre révolutionnaire[25] s'étaient alors constitués en une véritable fraction, qui avait son propre organe central, etc. Je ne saurais dire ce qu'il y a de vrai dans l'anecdote qui vient de refaire surface, selon laquelle Boukharine se préparait presque à arrêter le gouvernement de Lénine[26]. En gros,

24 Les principaux dirigeants bolcheviques opposés à la prise du pouvoir étaient Zinoviev, Kamenev, Rykov, Noguine, Milioutine, Chliapnikov, Riazanov, Larine, Lozovsky…

25 Dont Boukharine, Radek, Piatakov, Préobrajensky… Au Comité central du 21 janvier 1918, ils obtinrent la majorité absolue, face à Lénine, partisan de signer la paix immédiatement, et au « Ni guerre ni paix » de Trotsky. Sur la paix de Brest-Litovsk, que les bolcheviks durent signer en mars 1918 alors que la révolution allemande tardait, se reporter à *L'Avènement du bolchevisme – La révolution d'Octobre* de Léon Trotsky, publié aux éditions Les Bons Caractères.

26 La *Pravda* du 21 décembre 1923 publia à ce sujet une lettre de neuf ex-communistes de gauche. À une séance du Comité exécutif des soviets, le s-r de gauche Kamkov dit *« sur un ton de plaisanterie »* à Boukharine et Piatakov : *« Eh bien, qu'allez-vous faire si vous obtenez la majorité dans le parti ? Lénine démissionnera et il nous faudra constituer avec vous un nouveau Conseil*

cela ressemble à du mauvais Mayne Reid[27] ou à du « communisme à la sauce Pinkerton »[28]. Et l'on peut penser que l'Istpart[29] saurait nous en dire plus. Toujours est-il que, et cela ne fait aucun doute, l'existence d'une fraction communiste de gauche représentait un danger extrême pour l'unité du parti. De la part de la direction, mener l'affaire jusqu'à la scission n'aurait alors pas représenté un gros effort… ni exigé beaucoup d'intelligence : il lui aurait simplement suffi de déclarer que la fraction communiste de gauche était interdite. Le parti recourut toutefois à des méthodes plus complexes : il discuta, expliqua sa position, la soumit à la vérification par l'expérience politique, en se résignant pour un temps à ce phénomène anormal et menaçant qu'était l'existence d'une fraction organisée à l'intérieur du parti.

Les questions concernant l'édification de notre armée provoquèrent la constitution d'un regroupement assez fort et tenace dans le parti. Sur le fond, il s'opposait à ce que l'on construise une armée régulière, avec tout ce qui en découlait : un appareil militaire centralisé, le recours

---

des commissaires du peuple. Dans ce cas, je pense que nous élirions Piatakov comme président… » Plus tard, le s-r de gauche Prochian dit à Radek en riant : « *Vous ne faites qu'écrire des résolutions. Ne serait-il pas plus simple d'arrêter pour un jour Lénine, de déclarer la guerre aux Allemands et ensuite de le réélire à l'unanimité président du Conseil ?* » Ces boutades furent présentées par la suite comme un « projet » d'arrêter Lénine. (Note de Trotsky)

27 Les romans d'aventures pour la jeunesse de cet écrivain américain du 19e siècle étaient populaires en Russie.

28 Allan Pinkerton (1819-1894) avait fondé une agence de détectives qu'il mit au service de l'État et du patronat américains.

29 Créée en 1920, la Commission pour l'histoire de la révolution d'Octobre et du Parti communiste (bolchevique) (Istpart, en abrégé russe) avait de nombreux collaborateurs et publications. Réécrivant l'histoire dans leur lutte contre Trotsky, les staliniens se servirent de l'Istpart. En 1924, son président publia, sur ordre, une vieille lettre de Trotsky critiquant Lénine, afin de déconsidérer son auteur.

à des spécialistes, etc. À certains moments, la lutte devint d'une extrême acuité. Mais là aussi, comme en Octobre, la vérification par les armes nous a aidés. Non sans que l'opposition y ait poussé, on rectifia certaines maladresses et exagérations de la politique militaire officielle, et cela non seulement sans dommage, mais avec profit pour la construction centralisée d'une armée régulière. Quant à l'opposition, elle se résorba peu à peu. Un très grand nombre de ses représentants les plus actifs non seulement s'impliquèrent dans l'activité au sein de notre armée, mais ils y occupèrent des postes impliquant les plus hautes responsabilités.

À l'époque de la discussion dont on doit se souvenir sur les syndicats[30], des groupements très marqués se distinguèrent les uns des autres. Maintenant que nous avons le recul pour embrasser du regard toute cette époque et l'éclairer à la lumière de notre expérience ultérieure, il nous apparaît comme une évidence que le débat ne portait nullement sur les syndicats, ni même sur la démocratie ouvrière : au travers de ces débats, ce qui trouvait à s'exprimer, c'était un malaise profond du parti, dont la cause était la prolongation excessive du régime économique du communisme de guerre. Tout l'organisme économique du pays était tenaillé par le fait de se trouver dans une voie sans issue. La discussion, portant formellement sur le rôle des syndicats et sur la démocratie ouvrière, recouvrait la recherche de nouvelles voies pour sortir de l'impasse économique. On trouva une issue dans le fait de supprimer la répartition administrative des produits alimentaires et le monopole d'État sur les

30 De novembre 1920 (5e Congrès des syndicats) à mars 1921 (10e Congrès du parti) autour de la question du rôle des syndicats et de la remise en route de l'économie. Le CC se divisa en deux groupes, de taille comparable autour de Lénine et de Trotsky. Le Congrès se prononça pour la motion présentée par Lénine.

céréales, et d'affranchir graduellement l'industrie étatisée de l'étau de la glavkocratie[31]. Ces décisions historiques furent prises à l'unanimité et la discussion sur les syndicats en fut totalement recouverte, et cela d'autant plus qu'avec la mise en place de la Nep le rôle même des syndicats se présenta sous un jour tout à fait différent et qu'il fallut modifier radicalement la résolution sur les syndicats quelques mois plus tard.

Le groupement le plus durable et, par certains côtés, le plus dangereux fut celui de l'Opposition ouvrière[32]. Elle reflétait, en les déformant, à la fois les contradictions du communisme de guerre, certaines fautes du parti, ainsi que les difficultés objectives essentielles de l'édification du socialisme. Mais, là encore, il ne s'est pas agi de se borner à une interdiction formelle. En ce qui concerne les questions de démocratie dans le parti, on prit des décisions qui constituaient des avancées formelles ; quant à l'épuration du parti, on prit des mesures effectives, et de la plus haute importance, allant dans le sens de ce qu'avaient de justifié et de sain la critique et les revendications de l'Opposition ouvrière. Et le principal est que, grâce aux décisions et aux mesures d'une importance exceptionnelle adoptées par le parti en matière économique, dont le résultat fut d'amener, pour l'essentiel et dans les faits, la disparition des divergences et des groupements qui se profilaient, il devint possible au 10e Congrès du parti d'interdire formellement les

31 De l'abréviation russe *glavk* pour « direction centrale d'un secteur économique ». Le système des glavks assura à l'État les principaux leviers économiques durant la guerre civile, mais fut un facteur de bureaucratisation de l'appareil d'État. En 1920, on comptait 50 glavks : pour le pétrole, le ciment, l'habillement, la farine…

32 Lors de la discussion sur les syndicats, elle préconisa de leur confier la direction de l'économie. Ses animateurs étaient Chliapnikov, Kisseliev, Medvedev, Loutovinov, Alexandra Kollontaï.

formations fractionnelles, avec des raisons de croire que cela serait suivi d'effet. Mais, comme en témoignent et l'expérience passée et le bon sens en matière politique, il va de soi qu'à elle seule cette interdiction non seulement ne contenait pas de garantie absolue, ni même une quelconque garantie sérieuse, qui auraient immunisé le parti contre l'apparition de nouveaux regroupements d'idées et organisationnels. La garantie essentielle, elle réside dans la justesse de la direction, dans l'attention portée sans tarder à tous les besoins d'évolution qui se réfractent à travers le parti, dans la souplesse d'un appareil qui ne paralyse pas mais organise l'initiative du parti, qui ne craint pas les voix qui critiquent et qui ne cherche pas à intimider en agitant l'épouvantail du fractionnisme car, de façon générale, l'intimidation est le plus souvent l'expression de la peur ! La décision du 10e Congrès interdisant les fractions ne peut que servir d'appui, mais elle ne peut en elle-même fournir la clé qui résoudrait chacune de toutes nos difficultés intérieures. Ce serait du fétichisme d'organisation par trop grossier de croire que, indépendamment de la façon dont le parti se développe, des erreurs de la direction, du conservatisme de l'appareil, des influences extérieures, etc., une simple décision de congrès peut nous préserver des groupements et des ébranlements dus aux fractions. Aborder ainsi le problème relève déjà en soi d'un profond bureaucratisme.

Un exemple des plus éclatants nous en est fourni par l'histoire de l'organisation de Petrograd. Peu après le 10e Congrès, qui avait interdit les regroupements et formations fractionnelles, une âpre lutte éclata dans l'organisation de Petrograd, ce qui amena à la formation de deux groupements s'opposant fortement l'un à l'autre. Le plus simple, au premier abord, aurait été de déclarer qu'un des groupements – enfin, un au moins – était nuisible, criminel, fractionnel, etc. Mais le CC repoussa catégoriquement cette façon de faire, qu'on lui suggérait

depuis Petrograd. Le CC prit sur lui de jouer directement le rôle d'arbitre entre les deux groupements petrogradois et finit par parvenir, certes, pas tout de suite, à assurer non seulement qu'ils collaborent, mais se résorbent dans l'organisation. Cet exemple d'une importance exceptionnelle, il ne faudrait pas l'oublier car, même pris tel quel, il pourrait servir à décrasser quelques cervelles bureaucratiques.

Nous avons dit plus haut que tout groupement tant soit peu sérieux et durable au sein du parti, et a fortiori toute fraction organisée, avait tendance à devenir l'expression de tels ou tels intérêts sociaux. Toute déviation qui s'appuie sur un groupement peut, dans le cours de son évolution, se faire l'expression d'intérêts de classe hostiles ou semi-hostiles au prolétariat. Mais tout cela nous ramène totalement, et avant tout, au bureaucratisme. Et c'est par là qu'il faut commencer. Que le bureaucratisme soit une déviation politique incorrecte et une déviation malsaine, cela ne donne pas lieu à contestation, il faut l'espérer. Du coup, en se développant, il menace d'éloigner le parti de la voie juste, de sa voie de classe. C'est précisément là qu'est son danger. Mais il est extrêmement instructif, et en même temps alarmant, que les mêmes camarades qui affirment de la façon la plus tranchée, la plus insistante, et parfois la plus brutale, que *toute* divergence de vues, *tout* groupement d'opinion, fût-il temporaire, représentent l'expression des intérêts d'autres classes, ne veulent pas appliquer ce même critère au bureaucratisme. Pourtant, le critère social a ici toute sa place, car avec le bureaucratisme nous avons un mal tout à fait caractérisé, une déviation notoire et incontestablement nuisible, que l'on a officiellement condamnée, mais pas le moins du monde extirpée. Oui, il serait bien difficile de l'éliminer d'un seul coup ! Mais si, comme le dit la résolution du CC, le bureaucratisme menace de *détacher le parti des masses* et, partant, d'affaiblir son caractère de classe, il en résulte

que la lutte contre le bureaucratisme ne saurait en aucun cas être assimilée par avance à de quelconques influences non prolétariennes. Au contraire, l'aspiration du parti à conserver son caractère prolétarien doit inévitablement y engendrer la résistance au bureaucratisme. Il va de soi que différentes tendances, y compris des tendances erronées, malsaines, nuisibles, peuvent se manifester sous le drapeau de cette résistance. C'est seulement en soumettant leur contenu idéologique à l'analyse marxiste que l'on pourra découvrir ces tendances nuisibles. Mais identifier de façon formaliste la résistance au bureaucratisme à un groupement qui, prétend-on, servirait de canal à des influences étrangères, c'est soi-même s'afficher comme le « canal » des influences bureaucratiques.

Toutefois, il ne faut pas comprendre de façon trop simpliste et grossière l'idée même que l'existence de divergences et plus encore de groupements dans le parti signifie qu'il y a lutte entre des influences de classes opposées. Sur la question, disons, de savoir s'il fallait aller « tâter la Pologne avec nos baïonnettes » en 1920[33], nous avons eu des divergences concernant cet épisode de la guerre civile. Certains en tenaient pour une politique plus audacieuse, d'autres pour plus de prudence. Y avait-il là différentes tendances de classe ? Il est peu probable que quiconque se risque à l'affirmer. Il y avait là des façons différentes d'apprécier la situation, les forces, les moyens des uns et des autres. Mais le critère d'appréciation essentiel était le même des deux côtés. Il est fréquent que le parti veuille résoudre un seul et même problème par des voies différentes. Des divergences surviennent

33 Expression que Lénine utilisa en 1920 quand l'Armée rouge, repoussant les troupes polonaises hors d'Ukraine, entra en Pologne. Mais sa contre-offensive se brisa sous Varsovie : ce « miracle de la Vistule » (pour les anticommunistes) dut beaucoup à la mission militaire française, avec ses officiers, dont De Gaulle.

alors pour savoir lequel de ces chemins sera le meilleur, le plus court et le moins coûteux. Des divergences de cet ordre peuvent, selon le caractère de la question, embrasser de larges cercles dans le parti, mais cela ne signifiera pas nécessairement qu'on se trouvera en présence d'une lutte entre deux tendances de classe. On peut n'avoir aucun doute sur le fait que nous connaîtrons cela à nouveau, et pas qu'une, mais des dizaines de fois, car le chemin que nous allons devoir parcourir sera pénible, et les tâches politiques mais aussi, disons, les questions organisationnelles et économiques de la construction du socialisme susciteront des divergences d'opinions et des regroupements temporaires sur cette base. La vérification politique de toutes les nuances d'opinion au moyen de l'analyse marxiste est toujours pour notre parti une mesure préventive des plus nécessaires. Mais il s'agit bien de procéder à une vérification marxiste concrète, et non pas de recourir à des clichés sans vie, cette arme d'autodéfense du bureaucratisme. On pourra d'autant mieux vérifier et passer au filtre le contenu politico-idéologique hétérogène de ce qui s'élève maintenant contre le bureaucratisme, l'épurer de tout élément étranger et nuisible, que l'on s'engagera plus sérieusement sur la voie du cours nouveau. Et cela, à son tour, ne pourra se faire sans que s'opère un sérieux revirement dans la mentalité et l'état général de l'appareil du parti. Mais nous assistons, au contraire, à une nouvelle offensive de l'appareil du parti qui écarte comme relevant de l'esprit de fraction toute critique de l'ancien cours, formellement condamné mais pas encore liquidé de façon irrévocable. Si les fractions sont dangereuses, et c'est le cas, il est criminel de fermer les yeux sur la dangerosité de la *fraction bureaucratique conservatrice*. C'est précisément contre ce danger qu'est dirigée en premier chef la résolution adoptée à l'unanimité par le CC.

Le souci de l'unité du parti est le souci essentiel, le plus ardent, de l'écrasante majorité des camarades. Mais il faut le dire ouvertement : s'il est actuellement un danger sérieux pour cette unité, ou au moins pour l'unanimité du parti, c'est bien le bureaucratisme effréné. C'est précisément de ce camp que se sont élevées des voix que l'on ne peut qualifier autrement que comme provocatrices. C'est bien là qu'on a osé dire : Nous n'avons pas peur de la scission ! Et ce sont bien les représentants de ce camp qui fouillent dans le passé, à la recherche de tout ce qui pourrait envenimer la discussion dans le parti, en ressuscitant artificiellement les souvenirs des luttes anciennes et des vieilles scissions, afin d'accoutumer, insensiblement et petit à petit, le parti à penser à la possibilité d'un crime aussi monstrueux, aussi suicidaire qu'une nouvelle scission. Ils veulent opposer de façon frontale le besoin d'unité qu'a le parti à son besoin d'un régime moins bureaucratique. Si le parti s'engageait sur ce terrain et sacrifiait les éléments vitaux les plus indispensables à sa propre démocratie, il n'y gagnerait rien, sinon une lutte interne qui s'exacerberait et la mise à mal de ce qui fait sa cohésion. On n'a pas le droit d'exiger, de façon unilatérale et sans discussion, que le parti fasse confiance à l'appareil, sans faire confiance au parti lui-même. Voilà le fond de la question. Le parti-pris de méfiance des bureaucrates envers le parti, envers sa conscience et son esprit de discipline est la cause principale de tous les maux qu'engendre le régime d'appareil. Le parti ne veut pas des fractions et il ne les tolérera pas. Il est monstrueux de croire que le parti brisera son appareil ou permettra à quiconque de le briser. Il sait que cet appareil se compose des éléments les plus précieux, ceux dans lesquels s'incarne une partie énorme de l'expérience passée. Mais il veut renouveler l'appareil et il lui rappelle qu'il est *son* appareil, que c'est *lui* qui l'élit et qu'il ne doit pas se détacher de lui.

Si l'on va jusqu'au bout de sa réflexion sur la situation qui s'est créée dans le parti, en particulier telle qu'elle s'est révélée dans la discussion, on voit clairement que son évolution future se présente sous une double perspective. Ou bien le regroupement idéologique et organisationnel qui se produit actuellement dans le parti sur la ligne de la résolution du CC constituera réellement un pas en avant sur la voie de la croissance organique du parti, le début, et bien sûr seulement le début, d'un nouveau grand chapitre, et on aura là l'issue la plus souhaitable pour nous tous et la plus profitable pour le parti. Ou bien, l'appareil du parti étant passé à la contre-attaque, il tombera plus ou moins sous l'influence de ses éléments les plus conservateurs et, au nom de la lutte contre les fractions, il rejettera le parti sur les positions d'hier, celles du « calme plat ». Cette seconde éventualité sera incomparablement plus douloureuse ; évidemment, elle n'empêchera pas le développement du parti, mais elle obligera à le payer de grands efforts et bouleversements, car cela alimentera encore plus les tendances néfastes, démoralisantes et antiparti. Telles sont les deux éventualités qui s'ouvrent objectivement devant nous.

Ma lettre sur le « cours nouveau »[34] avait pour but d'aider le parti à s'engager dans la première voie, la plus économique et la plus saine. Et je maintiens intégralement les positions défendues dans cette lettre, en rejetant toute interprétation tendancieuse ou mensongère.

IV. Le bureaucratisme et la révolution

(*Plan d'un rapport que l'auteur n'a pu faire*)

1. Les conditions essentielles qui non seulement entravent la marche de la construction du socialisme, mais qui, de temps en temps, placent la révolution face à de pénibles épreuves et de lourds dangers, sont suffisam-

34 Ppage 111.

ment connues. Ce sont : a) l'existence des contradictions sociales intérieures de la révolution qui, du temps du communisme de guerre, étaient mécaniquement écrasées, et qui, sous la Nep, se déploient inévitablement et tentent de trouver une expression politique ; b) la menace continue d'une contre-révolution que font peser les États impérialistes.

2. Les contradictions sociales de la révolution sont ses contradictions de classe. Quelles sont les classes fondamentales de notre pays ? a) le prolétariat, b) la paysannerie, c) la nouvelle bourgeoisie avec la couche de gens éduqués de type bourgeois qui l'entoure. De par son rôle économique et son importance politique, la première place revient au prolétariat, qui est organisé en État, et à la paysannerie, en ce qu'elle fournit les produits agricoles, prédominants dans notre économie. La nouvelle bourgeoisie joue principalement un rôle d'intermédiaire aussi bien entre l'industrie étatisée et l'agriculture qu'entre les différents secteurs de l'industrie étatisée et les différents domaines de l'économie rurale. D'une activité d'intermédiaire et de commerçant, la nouvelle bourgeoisie en vient partiellement à tenir aussi le rôle d'organisateur de la production.

3. Si on laisse de côté la question du rythme auquel la révolution prolétarienne progresse en Occident, la marche de notre révolution sera déterminée à l'avenir par la croissance relative des trois éléments fondamentaux de notre économie : l'industrie étatisée, l'agriculture paysanne et le capital commercial et industriel privé.

4. Les analogies historiques avec la Révolution française (la chute des Jacobins !), qu'établissent et dont se consolent libéraux et mencheviks, sont superficielles et indigentes.

Ce qui a perdu les Jacobins était prédéterminé par le manque de maturité des rapports sociaux : l'aile gauche, artisans et marchands ruinés, privée de la possibilité de

se développer sur le plan économique, n'aurait pu être un appui ferme pour la révolution ; l'aile droite, la bourgeoisie, croissait de façon inévitable ; enfin, l'Europe, plus attardée sur le plan économique et politique, ne permettait pas à la révolution de se développer hors des frontières de la France.

Sous tous ces rapports, notre situation est incomparablement plus favorable. Chez nous, le noyau de la révolution, en même temps que son flanc gauche, c'est le prolétariat, dont les tâches et les buts coïncident intégralement et en toute chose avec les tâches de l'édification socialiste. Le prolétariat est si fort politiquement que, même en permettant qu'une nouvelle bourgeoisie se forme à ses côtés dans des limites fixées, il associe la paysannerie au pouvoir d'État, non pas par l'intermédiaire de la bourgeoisie et des partis petits-bourgeois, mais directement, en barrant systématiquement à la bourgeoisie l'accès à la vie politique. L'état économique et politique de l'Europe est tel que, non seulement il n'exclut pas, mais au contraire rend inévitable l'extension de la révolution sur son territoire. Si, en France, même une politique jacobine plus clairvoyante n'aurait donc guère eu la possibilité de modifier le cours des événements, chez nous, avec une situation incomparablement plus favorable, la justesse d'une ligne politique élaborée selon la méthode marxiste constitue, pour une période durable, le facteur déterminant pour écarter de la révolution les dangers qui la menacent.

5. Prenons provisoirement l'hypothèse la pire, celle qui nous est historiquement la moins favorable. Une croissance rapide du capital privé, si on devait y assister, signifierait que l'industrie et le commerce contrôlés par l'État, y compris le secteur coopératif, ne satisfont pas les besoins de l'économie rurale. Cela signifierait en outre que le capital privé s'interpose de plus en plus profondément entre l'État ouvrier et la paysannerie, et acquière

une influence économique et, partant, politique sur cette dernière. Inutile de dire qu'une perspective de cet ordre, une rupture entre l'industrie étatisée et l'agriculture, entre le prolétariat et la paysannerie, serait terriblement dangereuse pour la cause de la révolution et laisserait présager la possibilité d'une victoire de la contre-révolution.

6. Par quelles voies *politiques* la contre-révolution pourrait-elle s'acheminer vers la victoire, si se concrétisaient les prémisses *économiques* que nous avons évoquées au point précédent ? Il pourrait y en avoir plusieurs : ou bien, directement, le renversement du parti de la classe ouvrière ; ou bien sa dégénérescence progressive ; ou bien, enfin, une dégénérescence partielle accompagnée de scissions et de bouleversements contre-révolutionnaires. Que telle ou telle méthode prévale dépendrait surtout du *rythme* auquel évoluerait l'économie. Dans le cas d'une lente progression du capital privé aux dépens du capital étatique, le processus politique prendrait essentiellement le caractère d'un appareil étatique dégénérant dans le sens de la bourgeoisie, avec les conséquences qui en découleraient pour le parti. Au cas où le capital privé se développerait rapidement et ferait sa jonction avec la paysannerie, les tendances contre-révolutionnaires dirigeant leur activité contre le Parti communiste prévaudraient alors probablement.

Si nous exposons crûment et sans détour ces hypothèses, ce n'est pas, bien sûr, que nous les tenons pour historiquement probables – au contraire, leur probabilité est minime – mais parce que seule une telle façon de poser la question permet de la voir sous tous les angles et d'en dégager une orientation historique plus juste et, partant, d'adopter toutes les mesures préventives possibles. Notre énorme supériorité, en tant que marxistes, est que nous détectons les nouvelles tendances et les nouveaux dangers alors qu'ils sont encore à l'état embryonnaire.

7. La conclusion de nos propos concernant le domaine économique nous ramène au problème des « ciseaux », c'est-à-dire à l'organisation rationnelle de l'industrie et de sa coordination avec le marché agricole. Perdre du temps en ce domaine, c'est ralentir notre lutte avec le capital privé. C'est là qu'est la tâche primordiale, la clé essentielle du problème de la révolution et du socialisme.

8. Si le danger contre-révolutionnaire surgit, comme nous l'avons dit, de certains rapports sociaux, cela n'exclut nullement le fait que l'on peut parer à ce danger, même avec des conditions économiques défavorables à la révolution, le réduire, le repousser et gagner du temps par une politique consciente de la situation. Or, même si l'on prend en compte une hypothèse de développement très défavorable, gagner du temps de la sorte peut, à son tour, sauver la révolution, car cela préserve la possibilité soit d'un revirement économique favorable à l'intérieur, soit qu'une révolution victorieuse en Europe nous rejoigne. Voilà pourquoi, sur la base de la politique économique indiquée plus haut, il nous faut une politique déterminée de l'État et du parti, y compris à l'intérieur du parti, une politique qui se fixe pour tâche de contrecarrer au maximum l'accumulation et le renforcement des tendances qui se nourrissent des difficultés et insuccès du développement économique et qui sont dirigées contre la dictature de la classe ouvrière.

9. L'hétérogénéité des groupes sociaux qui composent notre parti reflète les contradictions objectives du développement de la révolution, avec toutes les tendances et dangers qui en découlent :

- Les cellules de fabrique et d'usine, qui assurent le lien entre le parti et la classe essentielle de la révolution, forment un sixième de l'effectif du parti.

- Les cellules des institutions soviétiques assurent au parti, en dépit de tous leurs côtés négatifs, la direction de l'appareil d'État, ce qui donne un poids spécifique

considérable à ces cellules. Un fort pourcentage de vieux militants responsables participent à la vie du parti par l'intermédiaire de ces cellules.

- Les cellules rurales donnent au parti un certain lien avec la campagne, quoique encore de façon extraordinairement éparpillée.

- Les cellules militaires réalisent la liaison du parti avec l'armée et, à travers elle, surtout avec la campagne.

- Enfin, dans les cellules des institutions d'enseignement, toutes ces tendances et influences se combinent et se recoupent.

10. Par leur composition de classe, les cellules de fabrique et d'usine sont, cela va de soi, fondamentales. Mais du fait qu'elles représentent un sixième du parti, et que leurs éléments les plus militants leur sont enlevés par le parti pour être versés dans l'appareil du parti ou de l'État, le parti ne peut encore se permettre, malheureusement, de s'appuyer seulement ou même principalement sur les cellules liées à la production. La croissance de ces dernières nous permettra de mesurer de la façon la plus fiable les succès du parti dans le domaine industriel, et plus largement de l'économie, et nous fournira en même temps la meilleure garantie que le parti préserve son caractère prolétarien. Mais il est peu probable que l'on puisse espérer leur développement rapide dans un avenir proche. Il s'ensuit que, dans la période qui vient, le parti aura à assurer son équilibre interne et sa ligne révolutionnaire en s'appuyant sur des cellules présentant une composition sociale diversifiée.

11. Les tendances contrerévolutionnaires peuvent trouver un appui dans les koulaks[35] en train de renaître, les intermédiaires, les revendeurs, les concessionnaires, en résumé, dans des éléments bien plus capables d'investir l'appareil d'État que ne peut le faire directement le

35 Les paysans riches.

parti. Il n'y a que les cellules paysannes et les cellules militaires que les koulaks pourraient influencer de façon plus directe, et même dans lesquelles ils pourraient pénétrer. Toutefois, ce qui peut ici nous aider, c'est la différenciation sociale au sein même de la paysannerie. L'interdiction faite aux koulaks d'être admis dans l'armée, y compris dans les divisions territoriales, doit non seulement rester une règle intangible, mais doit devenir une mesure très importante dans l'éducation politique des jeunes des campagnes, des unités militaires et particulièrement des cellules de l'armée. Les ouvriers assureront leur rôle dirigeant dans les cellules militaires en opposant les masses paysannes laborieuses et l'armée à la couche renaissante des koulaks. De même pour les cellules rurales. Cela va de soi, là encore, le succès de ce travail sera fonction, en fin de compte, de la mesure dans laquelle l'industrie étatisée arrivera à satisfaire la campagne. Mais, et indépendamment de la rapidité de nos futurs succès économiques, notre ligne politique fondamentale dans les cellules militaires doit être dirigée non pas simplement contre les nepmen[36], mais avant tout contre le koulak en train de renaître, seul appui sérieux et historiquement envisageable de toutes sortes de tentatives contre-révolutionnaires. Sous ce rapport, nous avons besoin d'une analyse plus minutieuse des différentes constituantes de l'armée du point de vue de sa composition socio-régionale.

12. Nul doute qu'au travers des cellules rurales et militaires se déversent et se déverseront dans le parti des tendances et états d'esprit qui reflètent plus ou moins la campagne, en ce qu'elle se distingue de la ville. Si cela n'était pas, les cellules de paysans n'auraient aucune valeur pour le parti. Les différentes variations d'état d'esprit dans ces cercles-là sont, pour le parti, un rappel ou un avertissement. La possibilité de faire qu'ils reprennent à chaque

36 Les affairistes et intermédiaires de la Nep en ville.

fois le cours suivi par le parti dépend de la justesse de la direction qu'exerce le parti à l'extérieur comme en son sein, et en fin de compte du fait que nous nous dirigeons vers une solution ou vers une aggravation du problème des ciseaux.

13. La plus grande source du bureaucratisme, c'est l'appareil étatique. D'un côté, il engloutit et absorbe une énorme quantité des membres les plus actifs du parti et, à ceux qui ont le plus le sens des responsabilités, il enseigne les méthodes de l'administration des hommes et des choses, au lieu de leur apprendre à diriger politiquement les masses. D'un autre côté, il exige de l'appareil du parti, sur lequel il influe avec ses méthodes administratives, qu'il lui accorde la majeure partie de son attention. De là il s'ensuit, pour une bonne part, une bureaucratisation de l'appareil du parti, qui menace de détacher le parti des masses. C'est précisément ce danger qui est actuellement le plus réel, immédiat et évident. La lutte contre tous les autres dangers doit, dans les conditions actuelles, commencer par la lutte contre le bureaucratisme.

14. Il est indigne du marxisme de considérer que le bureaucratisme n'est que l'ensemble des mauvaises habitudes des employés de bureau. Le bureaucratisme est un phénomène social, en tant qu'il est un système déterminé de gestion des hommes et des choses. Le bureaucratisme a pour causes fondamentales l'hétérogénéité de la société, la différence des intérêts tant quotidiens que fondamentaux des différents groupes de la population. Le bureaucratisme se complique du fait que de larges masses manquent de culture. Chez nous, la source essentielle du bureaucratisme réside dans la nécessité de créer et de maintenir un appareil d'État, qui doive lier en un tout économiquement harmonieux les intérêts du prolétariat et ceux de la paysannerie, ce dont nous sommes encore très loin. La nécessité d'entretenir une armée permanente est une autre source du bureaucratisme, et

elle n'est pas de peu d'importance. Il est évident que les phénomènes sociaux négatifs que nous venons d'énumérer, qui nourrissent maintenant le bureaucratisme, pourraient précisément mettre la révolution en danger s'ils continuaient à se développer. Nous en avons parlé plus haut comme d'une des hypothèses possibles : une discordance allant croissant entre l'économie étatisée et l'économie paysanne, un développement de la couche des koulaks à la campagne, son alliance avec le capital privé du commerce et de l'industrie, sur fond d'un faible niveau culturel des masses laborieuses à la campagne, on a là les prémices de ce qui pourrait être les dangers d'une contre-révolution.

En d'autres termes : le bureaucratisme dans l'appareil étatique et dans le parti est l'expression des tendances les plus négatives de notre situation, des faiblesses et des déviations de notre travail qui, dans certaines conditions sociales, peuvent saper les bases de la révolution. Et là, comme dans bien d'autres cas, à un certain stade, la quantité se transformera en qualité.

15. La lutte contre le bureaucratisme de l'appareil étatique est une tâche d'une importance exceptionnelle, mais qui prendra beaucoup de temps, plus ou moins en parallèle avec d'autres de nos tâches essentielles : la construction de notre économie et l'élévation du niveau culturel des masses.

Le parti est, historiquement, l'instrument le plus important pour accomplir toutes ces tâches. Bien sûr, le parti ne peut s'abstraire artificiellement des conditions sociales et culturelles du pays. Mais, en tant qu'organisation volontaire de l'avant-garde, des meilleurs, des plus actifs et des plus conscients des membres de la classe ouvrière, le parti peut, à un degré incomparablement plus élevé que ne le ferait l'appareil étatique, se préserver des tendances au bureaucratisme. Pour cela, il doit voir clairement le danger et le combattre de façon implacable.

De là, l'importance de l'éducation de la jeunesse du parti, fondée sur sa propre initiative, afin d'arriver à renouveler le fonctionnement de l'appareil d'État et à le transformer entièrement.

V. Tradition et politique révolutionnaire

La question des rapports entre la tradition du parti et sa politique vivante n'a rien de simple, en particulier à notre époque. Bien des fois ces derniers temps, nous avons eu à parler de l'énorme importance de la tradition théorique et pratique de notre parti et de ce que nous ne pouvons en aucun cas accepter que l'on rompe notre filiation idéologique. Mais il faut bien nous entendre sur ce que nous comprenons sous l'expression « tradition du parti ». Il va falloir commencer, en raisonnant de façon rétroactive, par des exemples historiques afin d'y appuyer nos conclusions.

Prenons le parti « classique » de la Deuxième Internationale, la social-démocratie allemande. Durant un demi-siècle, sa politique « traditionnelle » a eu pour fondement l'adaptation au parlementarisme et la croissance ininterrompue de l'organisation, de sa presse et de sa caisse. Cette tradition, qui nous est profondément étrangère, avait un caractère de quasi-automaticité : aujourd'hui découlait « naturellement » d'hier et tout aussi « naturellement » préparait demain. L'organisation croissait, sa presse se développait, ses caisses se remplissaient. C'est dans cet automatisme qu'avait été formée toute la génération qui succéda à Bebel[37] : une génération de bureaucrates, de philistins, de gens bornés dont la physionomie politique se révéla aux premières heures de la guerre impérialiste. De façon invariable, à chaque congrès de la social-démocratie allemande on parlait de

37 August Bebel (1840-1913), ouvrier socialiste gagné au marxisme, fondateur et dirigeant de la social-démocratie allemande.

l'ancienne tactique du parti consacrée par la tradition. Et en effet, la tradition était puissante. C'était une tradition fondée sur l'automatisme, non soumise à la critique, conservatrice, et en définitive elle a étouffé la volonté révolutionnaire du parti.

La guerre arracha définitivement la vie politique de l'Allemagne à son habituel équilibre « traditionnel ». Dès les premiers jours de son existence officielle, le jeune Parti communiste allemand entra dans une époque agitée faite d'une succession de crises et d'ébranlements. Néanmoins, l'histoire relativement courte du Parti communiste allemand nous montre le rôle non seulement créateur, mais aussi conservateur de la tradition qui, à chaque nouvelle étape et à chaque tournant, se heurte aux besoins objectifs du mouvement et à la conscience critique du parti. Dès le début de son existence, la lutte directe pour le pouvoir est déjà devenue une tradition héroïque du communisme allemand. Les terribles événements de mars 1921[38] dévoilèrent sans pitié que le parti manquait encore de force pour atteindre son but. Il fallut effectuer un tournant radical, vers *la lutte pour gagner les masses*, avant de s'engager à nouveau dans *la lutte directe pour le pouvoir*. Ce revirement ne fut pas chose facile, car il allait à l'encontre d'une tradition qui avait déjà réussi à s'établir. Chez nous, maintenant, on rappelle toutes les divergences qui ont surgi ces dernières années dans le parti ou au Comité central, même quand elles por-

38 « L'action de Mars » fut inspirée au parti allemand par des dirigeants russes de l'Internationale communiste (l'IC), tel Boukharine, partisan de « *l'offensive révolutionnaire* » censée « *forcer le cours de l'histoire* ». Émissaire de l'IC en Allemagne, Bela Kun, qui avait dirigé la République hongroise des conseils, poussa à l'insurrection sans que les ouvriers et le PC y soient prêts : elle fut écrasée. Lénine fustigea la « *tactique imbécile, gauchiste* » au 3e Congrès de l'IC. Pour Trotsky, si l'IC « *suivait* (…) *la voie ouverte* (...) *en Allemagne, d'ici un an ou deux nous n'aurions plus que des débris de partis communistes* ».

taient sur des choses de peu d'importance. Il ne serait pas inutile de rappeler une divergence plus que capitale qui éclata lorsque se tint le 3e Congrès de l'Internationale communiste[39]. Il est évident maintenant que le revirement auquel on parvint alors sous la direction de Lénine, malgré la résistance acharnée d'une partie importante du Congrès et de sa majorité au début, sauva littéralement l'Internationale de la débâcle et de la désagrégation qui la menaçaient si elle avait poursuivi sur la voie du gauchisme automatique, acritique, qui avait réussi, en peu de temps, à devenir une tradition figée.

Après ce 3e Congrès, le Parti communiste allemand effectue, de façon assez douloureuse, le revirement nécessaire. Commence alors une période de lutte pour les masses sous le mot d'ordre du Front unique, avec de longues négociations et autres procédés pédagogiques[40]. Cette tactique dure plus de deux ans et donne d'excellents résultats. Mais en même temps, ses procédés de propagande, en se prolongeant dans la durée, se transforment… en une nouvelle tradition semi-automatique, qui va jouer un rôle important dans les événements de la seconde moitié de 1923[41].

Il est maintenant déjà tout à fait indiscutable que l'espace de temps qui va de mai, avec le début de la résistance dans la Ruhr[42], ou de juillet, avec l'échec de cette résistance, jusqu'en novembre, quand le général Seeckt

39 Nombre de délégués soutenaient un cours gauchiste. Ce danger, contre lequel Lénine venait d'écrire *Le gauchisme, maladie infantile du communisme,* avait grandi depuis le 2e Congrès de l'IC (juillet 1920).

40 Pour que les ouvriers sociaux-démocrates, majoritaires dans la classe ouvrière, constatent que les communistes proposaient l'indispensable défense commune des intérêts des travailleurs, alors que les chefs du Parti social-démocrate (SPD s'y refusaient.

41 La préparation de « l'Octobre allemand ».

42 Occupée par les troupes franco-belges, au titre des « réparations » de guerre imposées à l'Allemagne.

prit le pouvoir en main, constitue dans la vie de l'Allemagne une période parfaitement délimitée d'une crise sans précédent. La résistance que l'Allemagne républicaine à demi-étouffée d'Ebert-Cuno[43] avait tenté d'opposer au militarisme français s'effondra, entraînant à sa suite le précaire et malingre équilibre socio-politique du pays. La catastrophe de la Ruhr a, jusqu'à un certain point, joué vis-à-vis de l'Allemagne « démocratique » le rôle qu'avait joué, cinq ans plus tôt, la déroute des armées allemandes vis-à-vis du régime des Hohenzollern. Chute incroyable du mark, chaos économique, effervescence générale, incertitude généralisée, effondrement de la social-démocratie, afflux en nombre d'ouvriers dans les rangs communistes, attente générale d'une révolution. Si le Parti communiste, ayant nettement changé de rythme de travail, avait pleinement profité des cinq à six mois que l'histoire lui accordait pour se préparer sur le plan politique, organisationnel et technique à la prise immédiate du pouvoir, les événements auraient pu se dénouer d'une tout autre façon que ce à quoi nous avons assisté en novembre. Mais, et là est le problème, le Parti communiste allemand entra dans cette courte période de crise, comme l'histoire mondiale n'en a peut-être jamais connu, avec les façons de faire mises au point durant les deux années précédentes, consacrées à lutter par la propagande pour gagner de l'influence sur les masses. Ce qu'il fallait alors, c'était une nouvelle orientation du parti, un ton nouveau dans son agitation, une nouvelle façon d'aborder les masses, une nouvelle manière d'interpréter et d'appliquer le Front unique, de nouvelles méthodes d'organisation et de préparation technique, bref un

43 Friedrich Ebert avait succédé à Bebel à la tête du SPD. Lors de la défaite militaire de fin 1918, il prit la tête du gouvernement et, s'appuyant sur les corps francs, écrasa la révolution ouvrière à Berlin, puis en Bavière. En novembre 1922, il avait nommé chancelier l'industriel conservateur Wilhelm Cuno.

brusque revirement tactique. Le prolétariat devait voir à l'œuvre un parti révolutionnaire allant résolument à la conquête du pouvoir. Cependant, le parti continuait pour l'essentiel sa politique propagandiste de la veille, bien qu'à plus large échelle. Ce n'est qu'en octobre que le parti prend une nouvelle orientation. Mais il lui reste alors trop peu de temps pour prendre son élan. Le parti donne une allure fiévreuse à sa préparation, la masse ne peut le suivre, le manque d'assurance du premier se combine à celui de l'autre et, au moment décisif, le parti recule sans combattre. La raison essentielle pour laquelle le Parti communiste allemand a cédé sans résister des positions tout à fait exceptionnelles au regard de l'histoire, c'est qu'il n'a pas su, alors que s'ouvrait une phase nouvelle (mai-juillet 1923), se débarrasser des automatismes de sa politique antérieure, qu'il voyait établie pour des années, et poser carrément le problème de la prise du pouvoir, dans son agitation, son action, son organisation, son équipement technique. Le temps est un élément essentiel de la politique, particulièrement en temps de révolution. Il faut parfois des années et des décennies pour rattraper les mois perdus. C'est ce qui se serait passé pour nous si notre parti n'avait pas pris l'élan qu'il fallait en avril 1917 et ne s'était pas emparé du pouvoir en octobre. Il y a toutes les raisons de penser que le prolétariat allemand ne paiera pas trop cher l'occasion perdue, car la stabilité du régime allemand actuel est plus que douteuse, en particulier au regard de la situation internationale.

Sans plus s'y attarder, on voit bien que la tradition, en tant qu'élément conservateur, en tant que pression mécanique qu'exerce le jour d'hier sur celui d'aujourd'hui, représente une force d'une extrême importance au service des partis qui protègent l'ordre établi, alors qu'elle est profondément hostile au parti révolutionnaire. Toute la force de ce dernier réside précisément dans ce qu'il s'affranchit du traditionalisme conservateur. Est-ce à

dire qu'il est libéré de la tradition en général ? En aucun cas. Mais la tradition d'un parti révolutionnaire est d'une tout autre nature.

Si nous prenons notre parti, dans son passé prérévolutionnaire et dans la période qui suit immédiatement Octobre, il faut reconnaître que sa qualité tactique principale la plus précieuse est la capacité inégalée qu'il a à s'orienter rapidement et à changer rapidement de tactique, à se réarmer politiquement et à adopter de nouvelles méthodes, en résumé, son aptitude à opérer de brusques virages en politique. Des conditions historiques tempétueuses ont rendu cette tactique nécessaire. Et si elle a pris la forme d'un art maîtrisé au plus haut niveau, c'est au génie de Lénine qu'on le doit. Cela ne signifie pas, bien sûr, que notre parti était totalement affranchi de tout traditionalisme conservateur. Il ne peut y avoir de liberté aussi parfaite pour un parti de masse. Mais la force et la puissance du parti s'exprimaient en ce que l'inertie, le traditionalisme, la routine étaient réduits au minimum par une initiative clairvoyante, profondément révolutionnaire, aussi hardie que réaliste en matière de tactique.

C'est précisément en cela que consiste et doit consister la véritable tradition du parti.

La bureaucratisation plus ou moins grande de l'appareil du parti s'accompagne inévitablement du développement d'un traditionalisme conservateur, avec toutes ses conséquences. Il vaut mieux exagérer ce danger que le sous-estimer. Le fait indéniable que les éléments les plus conservateurs de l'appareil ont tendance à identifier au « vieux bolchevisme » toutes leurs idées, leurs décisions, leurs façons de faire et leurs erreurs et tentent de mettre un trait d'égalité entre un travail de sape de la tradition et la critique d'un appareil bureaucratique refermé sur lui-même, ce fait est déjà par lui-même l'expression incontestable d'une certaine ossification idéologique.

Le marxisme est une méthode pour analyser l'histoire, pour s'orienter politiquement, et non pas un ensemble de solutions préparées à l'avance. Le léninisme est la mise en application de cette méthode dans les conditions d'une époque historique exceptionnelle. C'est précisément par la combinaison des particularités de l'époque et de la méthode qu'est déterminée cette politique courageuse, pleinement réfléchie, sûre d'elle-même, de *tournants brusques* dont Lénine nous a donné les exemples les plus élevés et qu'il a maintes fois théorisés et généralisés.

Marx disait que les pays avancés montrent, jusqu'à un certain point, l'image de leur avenir aux pays retardataires. De cette proposition conditionnelle, on a tenté de faire une loi absolue qui a servi, en substance, de fondement à la « philosophie » du menchevisme russe. Par là même, on posait au prolétariat des limites qui résultaient, non pas du cours de la lutte révolutionnaire, mais d'un schéma mécaniste, et le marxisme « menchevique » était et reste seulement l'expression, adaptée à une « démocratie » arriérée, des besoins de la société bourgeoise. En réalité, il se trouva que la Russie, qui combinait dans son économie et sa politique des phénomènes extrêmement contradictoires, fut la première à devoir s'avancer sur la voie de la révolution prolétarienne. Ni Octobre, ni Brest-Litovsk, ni la formation d'une armée ouvrière et paysanne régulière, ni le système de réquisition des produits alimentaires, ni la Nep, ni le Gosplan n'étaient et ne pouvaient être prévus ou pré-décidés par le marxisme ou le bolchevisme d'avant Octobre. Tous ces faits et ces tournants ont surgi de l'application autonome, faisant appel à l'esprit d'initiative, critique, des méthodes du bolchevisme dans une situation chaque fois nouvelle. Toutes ces solutions ne surgirent pas sans mal, à chaque fois il fallut se battre pour les trouver. En appeler simplement à la tradition n'aurait rien résolu ni rien donné. Car, devant chaque tâche nouvelle, chaque nouveau

tournant, il ne s'agit nullement de chercher dans la tradition et d'y découvrir une réponse inexistante, mais de se fonder sur toute l'expérience du parti pour apporter une nouvelle solution, originale, adaptée à la situation, et par là-même d'enrichir la tradition. On peut dire de façon plus tranchée que le léninisme consiste à ne pas regarder en arrière, à se libérer avec force du conservatisme, à ne pas se laisser lier par des précédents, des références et citations formelles. Il n'y a pas si longtemps, Lénine a lui-même exprimé cette idée en en empruntant les mots à Napoléon : *« On s'engage et puis on voit »*[44], c'est-à-dire, une fois qu'on est dans la lutte, ne pas en appeler à des règles strictes ou à des précédents, mais s'engouffrer dans la réalité telle qu'elle nous est donnée et y chercher les forces pour vaincre et les voies qui mènent à la victoire. C'est précisément en suivant cette ligne que Lénine a été accusé dans son propre parti, non pas une mais des dizaines de fois, d'enfreindre la tradition et de rejeter… « le vieux bolchevisme ». Rappelons que les otzovistes[45] intervenaient invariablement sous le drapeau de la défense des traditions bolcheviques contre la déviation léniniste (il existe à ce sujet des documents extrêmement intéressants dans le n°9 de *Krasnaïa letopis'*[46]). C'est sous le signe du « vieux bolchevisme », mais en réalité sous celui d'une tradition formelle, fictive, trompeuse, que s'était élevé contre les thèses d'Avril de Lénine tout ce que le parti comptait de routinier au niveau des idées. Au plus fort des événements d'Octobre, un de ces « historiques »

44 En français dans l'original.

45 Fraction au sein du Parti bolchevique, après la défaite de la révolution de 1905, animée par Bogdanov, Lounatcharsky. S'opposant à la politique de Lénine, qu'ils accusaient d'opportunisme, ils voulaient que les députés bolcheviques abandonnent la Douma. Exclus du parti, la plupart des otzovistes y revinrent en 1917.

46 *Les Annales rouges*, journal de l'Istpart de Petrograd.

du parti (la chance, hélas, ne leur a guère souri jusqu'à présent) me disait : « *Je ne suis pas avec Lénine, parce que je suis un vieux bolchevik, et je reste sur le terrain de la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie.* »[47] La lutte des « communistes de gauche » contre la paix de Brest-Litovsk et pour la guerre révolutionnaire se fit également sous le drapeau de la sauvegarde des traditions révolutionnaires du parti, de la pureté du « vieux bolchevisme » à protéger des dangers de l'opportunisme d'État. Il n'est pas besoin de rappeler que l'Opposition ouvrière mena toute sa critique en accusant le parti de transgresser ses anciennes traditions. Nous avons vu tout récemment comment les commentateurs les plus officiels des traditions du parti dans la question nationale en sont arrivés à se mettre en contradiction éclatante tant avec les besoins de la politique du parti dans la question nationale qu'avec la position de Lénine.[48] On pourrait multiplier à l'envi de tels exemples, certains moins importants historiquement, mais pas moins probants. De ce qui a été dit il ressort déjà clairement que, chaque fois que les conditions objectives exigent un nouveau tournant, un

47 Des vieux-bolcheviks accusèrent Lénine d'avoir trahi en abandonnant le slogan traditionnel de « dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie » pour celui, « trotskyste », de « dictature du prolétariat appuyé sur la paysannerie ».

48 Trotsky vise Staline, commissaire du peuple aux Nationalités et secrétaire général du parti. Fin 1922, lors de la discussion sur la Constitution de l'Union soviétique, il avait voulu imposer que la Russie bénéficie de droits supérieurs aux autres républiques soviétiques, à quoi Lénine et Trotsky s'étaient opposés. Et il y avait eu « l'affaire géorgienne ». À l'été 1922, pour forcer la Géorgie soviétique à renoncer à son autonomie, Ordjonikidzé, l'envoyé de Staline, avait dissous le CC du PC géorgien qui s'y refusait, l'accusant de nationalisme et usant de violence physique contre certains de ses membres. Ayant découvert les agissements de Staline, Lénine les dénonça comme ceux d'un « *brutal argousin grand-russe* », puis ajouta à ce que l'on nomme son *Testament* un post-scriptum recommandant d'écarter Staline du secrétariat général du parti.

revirement hardi, de l'initiative créatrice, la résistance conservatrice dévoile sa tendance naturelle à opposer aux tâches nouvelles, aux nouvelles conditions, à la nouvelle orientation, les « vieilles traditions », le prétendu vieux bolchevisme, et en réalité l'enveloppe vide d'une période dépassée.

Plus l'appareil du parti est enfermé sur lui-même, plus il est imprégné du sentiment que son importance se suffit à elle-même, plus il met du retard à répondre aux besoins qui s'expriment d'en bas, et plus il est enclin à opposer aux nouveaux besoins et aux nouvelles tâches le formalisme de la tradition. Et s'il est quelque chose qui pourrait devenir vraiment mortel pour la vie spirituelle du parti et pour la formation théorique de la jeunesse, c'est bien la transformation du léninisme, d'une méthode dont la mise en œuvre exige de l'initiative, de l'esprit critique, du courage face aux idées, en un ensemble de règles figées qui n'exigent que des interprètes attitrés, désignés une fois pour toutes.

Le léninisme, on ne saurait le concevoir avant tout sans envergure théorique, sans une analyse critique des bases matérielles du processus politique. Il faut encore et encore aiguiser et appliquer l'arme de l'investigation marxiste. C'est en cela précisément que consiste la tradition, et non pas dans le fait de substituer à l'analyse une référence formelle ou une citation aléatoire. Surtout, le léninisme ne tolère ni la superficialité idéologique ni la négligence théorique.

On ne saurait découper Lénine avec des ciseaux pour en tirer des citations qui conviennent à toutes les circonstances de la vie, car pour Lénine la formule ne s'élève jamais au-dessus de la réalité, mais est toujours simplement un instrument pour appréhender la réalité et pour la dominer. On trouverait sans peine dans Lénine des dizaines et des centaines de passages qui, d'un point de vue formel, semblent se contredire. Mais le point

crucial n'est pas dans le rapport formel d'un passage à un autre ; il est dans le rapport réel que chacun d'eux a avec la réalité concrète dans laquelle chaque formule a été introduite comme un levier. Pour Lénine, la vérité est toujours concrète !

Le léninisme, en tant que système d'action révolutionnaire, suppose d'avoir un sens de la révolution que l'on a nourri par la réflexion et l'expérience, ce qui, dans le domaine social, équivaut à avoir un muscle que l'on sent lors d'un exercice physique. Mais on ne saurait confondre le sens de la révolution avec le flair d'un démagogue. Ce dernier peut donner des succès passagers et même très réels. Mais cet instinct politique est d'ordre inférieur. Il tend toujours vers la ligne de moindre résistance. Alors que le léninisme a pour but de poser et de résoudre les problèmes fondamentaux de la révolution, de surmonter les principales difficultés, sa contrefaçon démagogique tend à éluder les problèmes, à rassurer de façon trompeuse, à endormir la pensée critique.

Le léninisme, c'est avant tout le réalisme, la prise en compte la plus élevée, qualitative et quantitative, de la réalité du point de vue de l'action révolutionnaire. C'est bien pourquoi le léninisme est inconciliable avec l'agitation vaine qui masque que l'on passe à côté de la réalité, avec la passivité qui fait perdre du temps, avec la justification arrogante des erreurs d'hier, au prétexte de sauver la tradition du parti.

Le léninisme, c'est l'indépendance véritable à l'égard des préjugés du formalisme, du doctrinarisme moralisant, de toutes les formes en général du conservatisme spirituel, celle qui lie la volonté à l'action révolutionnaire. Mais ce serait une erreur fatale de croire que le léninisme signifie : « tout est permis ». Le léninisme incarne la morale, non pas formelle, mais véritablement révolutionnaire de l'action de masse et du parti de masse. Rien n'est aussi étranger au léninisme que la morgue de

l'appareil et le cynisme de la bureaucratie. Un parti de masse a sa morale, qui lie ses combattants dans et pour l'action. La démagogie est inconciliable avec la force morale intérieure d'un parti prolétarien, précisément parce que la démagogie est mensongère : en donnant dans tel ou tel cas une solution simplifiée aux difficultés du jour, elle sape inévitablement les conditions d'action du lendemain, en affaiblissant la confiance que le parti a en lui-même.

Battue par les vents et aux prises avec un danger sérieux, la démagogie se transforme aisément en panique. Or panique et léninisme ne font pas bon ménage, même sur le papier.

Le léninisme est combattant, des pieds à la tête. Or la guerre est impensable sans ruse, sans subterfuge, sans tromperie de l'adversaire. La ruse de guerre victorieuse est un élément constitutif indispensable de la politique léniniste. Mais, en même temps, le léninisme incarne l'honnêteté révolutionnaire la plus élevée face au parti et à la classe. Raconter des histoires, faire des bulles de savon, user de fausses valeurs, pas pour lui !

Le léninisme est conséquent, obstiné, irréductible, mais il n'y a en lui pas un soupçon de formalisme, de soumission à la règle établie et d'esprit fonctionnaire. Dans la lutte, il prend le taureau par les cornes. Tenter de faire des traditions du léninisme une garantie supra-théorique de l'infaillibilité et de l'immutabilité de toutes les pensées et déclarations des exégètes de la tradition, c'est se moquer de la véritable tradition révolutionnaire et la transformer en objet du formalisme bureaucratique. Il est ridicule et lamentable d'essayer d'hypnotiser un grand parti révolutionnaire par la répétition des mêmes incantations, en vertu desquelles il faudrait chercher la juste ligne non pas dans le fond de chaque question, non pas dans les différentes façons de poser et de résoudre

cette question, mais dans des renseignements… d'ordre biographique.

Puisqu'il faut, un instant, que je m'implique en personne en ce domaine, je dirai ceci : je ne considère vraiment pas la voie par laquelle je suis venu au léninisme comme moins fiable que les autres. J'ai cheminé vers Lénine au travers de luttes, mais quand je l'ai rejoint, cela a été totalement. Je ne peux en fournir d'autre garantie à quiconque que mes actes au service du parti. Et si l'on veut poser la question sur le plan des recherches biographiques, encore faut-il le faire comme il faut. Il faudrait alors fournir des réponses à des questions épineuses : tous ceux qui ont été fidèles au maître dans les petites choses l'ont-ils aussi été dans les grandes ? Tous ceux qui se sont montrés dociles en présence du maître offrent-ils, de ce fait, la garantie qu'ils poursuivraient sur sa voie en son absence ? Le léninisme se réduit-il à la docilité ? Je n'ai nullement l'intention de discuter ces questions en prenant comme exemple tels ou tels camarades, avec lesquels, pour ce qui me concerne, j'entends continuer à travailler la main dans la main.

Quelles que soient les difficultés et divergences futures, on n'en triomphera que par le travail de réflexion collectif du parti, qui s'assure précisément du caractère pérenne de sa future évolution en se soumettant, chaque fois de nouveau, à sa propre vérification.

Ce caractère de la tradition révolutionnaire est lié au caractère particulier de la discipline révolutionnaire. Là où la tradition est conservatrice, la discipline est faite de passivité et rompt au premier choc sérieux. Là où, comme dans notre parti, la tradition s'identifie à l'activité révolutionnaire la plus élevée, la discipline atteint son maximum, car son importance décisive a été mainte fois vérifiée dans l'action. De là l'alliance indestructible de l'initiative révolutionnaire, de la façon d'étudier les questions de manière critique, hardie et en profondeur,

avec une discipline de fer dans l'action. Et ce n'est qu'au travers de cette activité supérieure que les jeunes peuvent recevoir des anciens et s'approprier cette tradition de discipline.

Les traditions du bolchevisme dans toute leur étendue ne nous sont pas moins chères qu'à quiconque. Mais que personne ne s'avise d'assimiler le bureaucratisme au bolchevisme, la tradition à l'esprit bureaucratique !

VI. La « sous-estimation » de la paysannerie

Certains camarades ont adopté des méthodes très particulières en matière de critique politique : ils affirment que j'ai tort dans telle question aujourd'hui, parce que, dans une autre question, j'avais tort il y a de cela une quinzaine ou un certain nombre d'années. Cette méthode simplifie grandement le travail. La question d'aujourd'hui, il faudrait l'examiner avec tout son contenu spécifique. Quant à celle qui remonte à bien des années, elle a été épuisée, éclairée par l'histoire depuis longtemps, et s'y référer ne nécessite pas de grands efforts intellectuels, sauf, bien sûr, d'avoir de la mémoire et d'être de bonne foi. Mais, sous ce rapport aussi, je ne peux pas dire que tout se passe bien du côté de ceux qui me critiquent. Et je vais le démontrer maintenant pour ce qui concerne une des questions les plus importantes.

Ces derniers temps, un des arguments favoris dont on use dans certains milieux consiste à mettre le doigt, surtout de façon indirecte, sur ma « sous-estimation » du rôle de la paysannerie. Toutefois, c'est en vain que vous chercheriez une quelconque analyse de cette question, des faits avancés à son appui, des citations et, en général, des preuves. D'ordinaire, l'affaire se réduit à lâcher d'un air profond une allusion à la théorie de la « révo-

lution permanente »[49], plus deux ou trois bruits de couloir. Et, entre la théorie de la « révolution permanente » et les couloirs des institutions soviétiques, il n'y a rien, rien que le vide. S'agissant de la théorie de la « révolution permanente », je ne vois décidément aucune raison de renier ce que j'ai écrit à ce sujet en 1904-1905-1906 et plus tard. Maintenant encore, je considère que les idées que j'avais alors développées étaient, dans leur ensemble, incomparablement plus proches de l'essence véritable du léninisme, que beaucoup de ce qui s'écrivait à l'époque par nombre de bolcheviks. Le terme « révolution permanente » est de Marx, qui l'employait à propos de la révolution de 1848. Dans la littérature marxiste, cela va de soi, pas dans celle qui révise le marxisme mais dans celle qui est révolutionnaire, ce terme a toujours eu droit de cité. Franz Mehring[50] s'en servait dans sa caractérisation de la révolution de 1905-1907. La révolution permanente, dans sa traduction précise, signifie la révolution continue ou sans interruption. De quel sens politique ces mots sont-ils chargés ? Il y a là l'idée que, pour nous, pour les communistes, la révolution ne s'achève pas après telle

49 Ébauchée par Marx après l'échec des révolutions démocratiques bourgeoises de 1848-1849 en Europe. Trotsky avait repris cette conception pour la Russie avant même l'échec de la révolution de 1905 : seule *« la révolution en permanence »* (Marx) sous la direction du prolétariat pouvait permettre de réaliser les tâches démocratiques que la révolution bourgeoise n'avait pas su ou voulu résoudre dans certains pays. La révolution ne devait pas s'arrêter avant que la classe ouvrière s'empare du pouvoir et commence à édifier le sien, et à l'échelle internationale, avant que le capitalisme soit renversé au moins dans plusieurs pays avancés.

50 Franz Mehring (1846-1919), un des principaux théoriciens du SPD, appelait « misère allemande », l'incapacité de la bourgeoisie allemande à s'émanciper de la tutelle de l'aristocratie. Il fut l'un des fondateurs de la Ligue spartakiste, puis du PC d'Allemagne. Il mourut peu après l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht par les bandes armées du gouvernement « socialiste ».

ou telle conquête politique, telle ou telle réforme sociale, mais qu'elle se déploie plus avant et n'a, pour nous, de limite que la société socialiste réalisée. Ainsi, une fois qu'elle a commencé, la révolution, dans la mesure où nous y participons et d'autant plus que nous la dirigeons, n'est en aucun cas interrompue par nous à quelque étape formelle que ce soit ; au contraire, nous la conduisons de l'avant, de façon continue, sans arrêt, cela bien évidemment en lien avec la situation, tant que la révolution n'a pas épuisé toutes les possibilités et ressources du mouvement. Cela vaut aussi bien pour les conquêtes de la révolution à l'intérieur, dans les limites nationales, que pour l'extension de la révolution dans l'arène internationale. Dans les conditions de la Russie, cela signifiait ceci : la révolution ne trouvera son couronnement politique ni dans la république bourgeoise, ni même dans la dictature démocratique du prolétariat et de la paysannerie, mais dans le gouvernement de la classe ouvrière s'appuyant sur la paysannerie et ouvrant l'ère de la révolution socialiste internationale.[51]

Ainsi, l'idée de la révolution permanente coïncide en tout avec la ligne stratégique fondamentale du bolchevisme. Cela, on pouvait ne pas le voir, il y a dix-huit ou quinze ans. Mais il est impossible de ne pas le comprendre et le reconnaître, maintenant que les formules générales d'alors se sont emplies d'un contenu historique plus qu'abondant. Il n'y avait aucune tentative de « passer par-dessus » la paysannerie dans mes écrits de l'époque. La théorie de la « révolution permanente » *conduisait directement au léninisme, en particulier aux thèses d'Avril*

51 Voir *Bilan et perspectives* de Léon Trotsky (précision insérée dans le texte de l'édition russe de 1924). L'ouvrage éclairait les perspectives de la révolution russe à la lumière de la théorie de la révolution permanente. Réédité en Russie en 1919, il n'avait soulevé aucune objection de la part de ceux qui, quatre ans plus tard, fustigeront cette théorie au nom du « léninisme ».

1917. Et ces thèses, qui prédéterminaient ce que serait la politique de notre parti en Octobre et après Octobre, ont, comme on le sait, fait bondir de panique un très grand nombre de ceux qui, en ce moment, ne parlent qu'avec une sainte horreur de la « révolution permanente ». Il serait toutefois bien difficile, et même inutile, de se lancer dans une discussion sur toutes ces questions avec des camarades qui, ayant cessé de lire depuis longtemps, ne s'en remettent qu'à leurs souvenirs confus de jeunesse. Mais les camarades, au premier chef les jeunes camarades, qui ne sont pas fatigués d'apprendre et qui, en tout cas, ne se laissent effrayer ni par des mots qui sentent le souffre, ni par le mot « permanent »[52], feront bien de lire eux-mêmes, crayon en main, les travaux d'alors pour et contre la « révolution permanente » et d'essayer d'en tirer le fil qui mène à Octobre, ce qui n'est pas bien difficile.

Mais ce qui est infiniment plus important, c'est la pratique pendant Octobre et après. Là, on peut vérifier les choses pas à pas. Inutile de dire, au sujet de notre adoption du programme agraire des s-r[53] qu'il n'y eut pas l'ombre d'une divergence entre Lénine et moi. Ce fut exactement la même chose en ce qui concerne le décret sur la terre. On peut se demander si, sur tels ou tels aspects particuliers, la politique paysanne de notre pouvoir soviétique a été juste ou non, en tout cas elle n'a pas suscité de divergences de vues entre nous. C'est avec ma participation

52 L'adjectif russe utilisé dans révolution permanente est un calque du français. Il pouvait être d'autant plus vu comme étrange que, d'introduction récente et destiné à un usage spécifique. C'est pourquoi Trotsky en a explicité le contenu avec des mots du russe courant, un plus haut.

53 Les s-r (socialistes-révolutionnaires) avaient gagné une grande influence parmi les paysans en leur promettant la terre. Mais, une fois au gouvernement, leur parti n'appliqua pas son programme. Il revint aux bolcheviks de satisfaire les aspirations de la paysannerie, dès la prise du pouvoir, en promulguant le décret sur la terre.

active qu'il fut décidé de s'orienter vers le paysan moyen. Je pense que mon expérience du travail militaire et ses leçons n'y ont pas peu contribué. D'ailleurs, comment pouvait-on sous-estimer le rôle et l'importance de la paysannerie tout en construisant, avec l'aide d'ouvriers avancés, une armée révolutionnaire formée de paysans ? Il suffit de regarder notre littérature politique et militaire pour constater combien elle était imprégnée de l'idée que la guerre civile est, dans son fondement politique, une lutte du prolétariat avec la contre-révolution pour décider de qui exercera son influence sur la paysannerie, et que la victoire ne peut être assurée qu'en établissant de justes relations entre paysans et ouvriers : dans un régiment isolé, dans le domaine des opérations militaires, dans l'État tout entier.

En mars 1919, dans un compte-rendu envoyé au CC depuis la Volga, je soutenais la nécessité d'une mise en œuvre plus affirmée de notre politique orientée vers le paysan moyen, pour contrer la négligence à l'égard de cette question ou la façon superficielle de la traiter que l'on observait encore dans le parti. Dans ce rapport, qui m'avait été inspiré directement par une discussion dans l'organisation de Senguiléïev[54], j'écrivis :

« *La situation politique actuelle – temporaire, encore qu'elle puisse durer – représente cependant une réalité socio-économique bien plus profonde car, même si la révolution prolétarienne l'emporte en Occident,* ***il nous faudra, pour construire le socialisme, compter dans une grande mesure sur le paysan moyen, tout en l'entraînant pour l'associer à l'économie socialiste.*** »

Néanmoins, l'orientation sur le paysan moyen dans sa forme première (« Témoignez de la sollicitude au paysan », « Ne lui donnez pas d'ordres », etc.) s'avéra insuffi-

54 Il s'agit probablement d'un village de la région de Stavropol, dans le sud de la Russie.

sante. Il devenait clairement de plus en plus nécessaire de *procéder à des changements dans notre politique économique*. Sous l'influence encore une fois de ce que je savais de l'état d'esprit dans l'armée et d'un voyage d'inspection économique dans l'Oural, j'écrivis au CC en février 1920 :

« La politique actuelle de réquisition et de nivellement des normes alimentaires, de caution solidaire en matière d'emmagasinement des grains et de distribution formellement égale des produits industriels pousse dans le sens d'une régression de l'agriculture, d'une dispersion du prolétariat d'industrie, et elle menace de saper définitivement la vie économique du pays. »

Comme mesure concrète fondamentale, je proposais : ***« Remplacer la réquisition des excédents par un prélèvement en pourcentage déterminé – une sorte d'impôt progressif sur le revenu –, calculé de telle sorte qu'augmenter la surface de labour ou mieux la cultiver reste néanmoins plus avantageux. »***

L'ensemble de mon texte[55] représente une proposition assez élaborée de passer à une *nouvelle politique économique* à la campagne. À cette proposition s'en rattachait une autre concernant une nouvelle organisation de l'industrie, encore à l'état d'ébauche et bien plus circonspecte, mais qui visait en réalité le régime de la glavkocratie, qui brisait tous les liens entre l'industrie et l'économie rurale.

Le Comité central repoussa alors ces propositions : ce fut, peut-être, la seule divergence de vues sur la question paysanne.

On peut maintenant avoir des avis différents sur la question de savoir dans quelle mesure il aurait été approprié, déjà en février 1920, de passer à la Nouvelle

55 Je publie l'essentiel de ce document en annexe de ce chapitre. (Note de Trotsky)

politique économique. Personnellement, je ne doute pas que nous y aurions gagné. En tout cas, des exemples que je viens de citer, il est tout à fait impossible de conclure que j'ignore la paysannerie ou que je sous-estime son rôle. La discussion sur les syndicats a été provoquée par l'impasse économique dans laquelle nous avaient acculés le système de répartition des produits alimentaires et le régime de la glavkocratie. « Entremêler » syndicats et organes économiques aurait-il pu nous aider ? Non, bien sûr. Mais il n'y avait aucune autre mesure qui puisse nous aider tant que subsistait le régime économique du « communisme de guerre ». Ces discussions épisodiques s'effacèrent totalement devant la décision d'appeler le marché à la rescousse, d'ailleurs cette décision primordiale ne suscita aucune divergence. La nouvelle résolution consacrée aux tâches des syndicats dans les conditions de la Nep fut élaborée par Lénine entre les 10e et 11e Congrès et adoptée elle aussi à l'unanimité.

Je pourrais rapporter une bonne dizaine d'autres faits, d'une importance politique moindre mais démentant tout aussi clairement la légende de ma prétendue « sous-estimation » de la paysannerie. Mais en fin de compte est-il bien nécessaire et possible de réfuter une affirmation que rien n'étaye, qui est absolument indémontrable et qui ne repose sur rien, sinon sur de la mauvaise foi ou, dans le meilleur des cas, sur une mémoire défaillante ?

Est-il vrai que le trait fondamental de l'opportunisme international soit la « sous-estimation » de la paysannerie ? Non, ce n'est pas vrai. Le trait fondamental de l'opportunisme, y compris de notre menchevisme russe, c'est la sous-estimation du *prolétariat* ou, plus exactement, le manque de confiance dans sa force révolutionnaire. Les mencheviks avaient construit tous leurs arguments contre la conquête du pouvoir par le prolétariat sur le fait que la paysannerie était très nombreuse et qu'elle jouait un immense rôle social chez nous. Les s-r considéraient

que la paysannerie était faite pour être sous leur direction et pour diriger le pays par leur intermédiaire. Les mencheviks, qui avançaient main dans la main avec les s-r dans les questions les plus critiques de la révolution, considéraient que la paysannerie, par son essence même, est prédestinée à servir d'appui principal à la démocratie bourgeoise, à laquelle, pour leur part, ils venaient en aide à chaque occasion, soit en soutenant les s-r, soit en soutenant les cadets[56]. Tant les mencheviks que les s-r livraient d'ailleurs la paysannerie à la bourgeoisie.

On peut dire il est vrai, et ce sera tout à fait juste, que les mencheviks sous-estimaient le rôle potentiel de la paysannerie *par rapport au rôle de la bourgeoisie,* mais ils sous-estimaient encore plus le prolétariat par rapport à la paysannerie. Et c'est justement de cette dernière sous-estimation que découlait la première : elle en dérive. Les mencheviks récusaient de façon catégorique, comme une utopie, une vue de l'esprit, un non-sens, le rôle dirigeant du prolétariat par rapport à la paysannerie avec tout ce que cela implique, c'est-à-dire la conquête du pouvoir par le prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. C'était là le talon d'Achille du menchevisme qui, d'ailleurs, n'avait d'Achille que le talon.

Enfin, quels furent les principaux arguments avancés contre la prise du pouvoir dans notre propre parti avant Octobre ? Est-il possible qu'ils sous-estimaient le rôle de la paysannerie ? Au contraire, ils le surestimaient par rapport au rôle du prolétariat. Les camarades qui s'opposaient à la conquête du pouvoir avançaient surtout que le prolétariat serait submergé par l'environnement petit-bourgeois, avec pour base des millions et des dizaines de millions de paysans.

56 Les cadets (constitutionnels-démocrates) étaient le parti de la bourgeoisie depuis 1905. Après Février 1917, cadets et s-r dirigèrent le gouvernements provisoire.

Le terme « sous-estimation » à lui seul n'exprime rien théoriquement ni politiquement, car la question ne porte pas sur ce que serait le poids absolu de la paysannerie dans l'histoire, mais sur son rôle et sur son importance *vis-à-vis* des autres classes : d'un côté, la bourgeoisie ; de l'autre, le prolétariat.

On peut et on doit poser concrètement la question, c'est-à-dire sous l'angle de la dynamique du rapport de force entre les différentes classes. Politiquement, la question qui, pour la révolution, revêt une grande importance – décisive dans certains cas, bien que loin de l'être partout au même titre – est de savoir si, en période de révolution, le prolétariat saura attirer de son côté la paysannerie, et en quelle proportion. Économiquement, la question qui revêt une importance considérable – décisive dans certains pays, comme chez nous, mais en tout cas loin de l'être partout au même titre – est de savoir dans quelle mesure le prolétariat au pouvoir saura concilier l'édification du socialisme avec l'économie paysanne. Mais, dans tous les pays et dans toutes les conditions, le trait fondamental de l'opportunisme réside dans la surestimation de la force de la bourgeoisie et des classes intermédiaires, ainsi que dans la sous-estimation de la force du prolétariat.

Prétendre établir quelque formule bolchevique universelle de la question paysanne, la même qui vaille pour la Russie de 1917 et pour celle de 1923, et pour l'Amérique des fermiers, et pour la Pologne des grands propriétaires terriens, c'est ridicule, pour ne pas dire absurde. Le bolchevisme débuta avec un programme de restitution des lopins de terre aux paysans, puis il le remplaça par un programme de nationalisation, en 1917 il adopta le programme agraire des s-r, il instaura un système de réquisition des produits alimentaires, il le remplaça par l'impôt agricole… Et pourtant nous sommes encore très, très loin d'avoir résolu la question paysanne, et nous

aurons devant nous encore beaucoup de changements et de tournants à effectuer. N'est-il pas clair que les tâches pratiques d'aujourd'hui ne sauraient se dissoudre dans des formules générales tirées de l'expérience d'hier ? Que l'on ne saurait remplacer la résolution des problèmes d'organisation économique par un simple appel à la tradition ? Que l'on ne saurait entretenir souvenirs et analogies pour s'en nourrir quand il s'agit de tracer notre voie dans l'histoire ?

La plus grande tâche économique du temps présent consiste à établir entre l'industrie et l'agriculture, et donc dans l'industrie, une corrélation telle qu'elle permette à l'industrie de se développer avec le minimum de crises, de heurts et d'ébranlements, et assure à l'industrie et au commerce étatisés une prépondérance croissante sur le capital privé. Telle est la tâche générale. Elle se divise en une série de questions particulières : quelles méthodes employer pour établir l'équilibre nécessaire entre la ville et la campagne ? Entre les transports, les finances et l'industrie ? Entre l'industrie et le commerce ? Quelles sont les institutions appelées à appliquer ces méthodes ? Enfin, quelles sont les données chiffrées concrètes permettant, à chaque moment voulu, d'établir les plans et les calculs économiques les plus solides ? Toutes questions, d'évidence, dont la solution ne saurait être prédéterminée par on ne sait quelle formule politique générale. Ce qu'il nous faut là, c'est trouver une réponse concrète dans le processus de construction de notre économie.

Ce que le paysan exige de nous, ce n'est pas de répéter une formulation historiquement juste des rapports réciproques entre les classes (« l'alliance », etc.), mais de lui fournir des clous moins chers, de la toile et des allumettes. Nous ne pourrons parvenir à satisfaire ses revendications qu'en allant sur la voie de la mise en œuvre de plus en plus précise des méthodes de comptabilité, de construction, de production, de vente, de vérification du

travail accompli, de rectification et de changements radicaux. Ces changements ont-ils un caractère principiel, programmatique ? Non, car nous n'étions liés et ne pouvions l'être à ce sujet ni par le programme ni par la tradition théorique du parti, du fait que nous manquaient l'expérience nécessaire de la chose et sa généralisation. L'importance pratique de ces questions est-elle grande ? Elle est incommensurable. De la justesse de la solution que nous y apporterons dépend concrètement le sort de la révolution. Dans ces conditions, chercher à réduire chaque question pratique, et les divergences qu'elle fait naître, à la « tradition » du parti transformée en une abstraction, c'est le plus souvent renoncer à ce qu'il y a de plus important, de plus significatif dans cette tradition elle-même : poser et résoudre chaque problème dans toute sa réalité et sa spécificité.

Il faut arrêter de *bavarder* sur l'estimation basse de la paysannerie. Ce qu'il faut abaisser dans les faits, ce sont les prix des marchandises destinées aux paysans.

Annexe

Proposition remise au CC en février 1920

Les questions fondamentales de la politique alimentaire et agraire

Les terres des propriétaires fonciers et celles de la couronne ont été remises à la paysannerie. Toute notre politique est dirigée contre les paysans qui possèdent beaucoup de terre et un grand nombre de chevaux (les koulaks). D'un autre côté, notre politique de ravitaillement alimentaire est fondée sur la réquisition des surplus (ce qui excède la norme de consommation). Cela pousse le paysan à ne travailler la terre que dans la mesure de ce que consomme sa famille. En particulier, le décret sur la confiscation de la troisième vache, considérée comme superflue, conduit en réalité à l'abatage clandestin des vaches, à la vente de viande au marché noir et à la destruction de l'économie laitière. En même temps, des éléments semi-prolétariens et même des prolétaires se fixent à la campagne, où ils démarrent une exploitation de produits alimentaires. L'industrie perd sa main-d'œuvre et l'agriculture évolue dans le sens d'une augmentation du nombre des exploitations se suffisant à elles-mêmes en matière d'alimentation. Cela même sape la base de notre politique alimentaire, fondée qu'elle est sur la réquisition des surplus. S'il apparaît cette année que les récoltes ont produit notablement plus que l'an dernier, il faut l'attribuer à une extension du territoire soviétique[57] et à une certaine amélioration de l'appareil chargé du ravitaillement. Mais, en général, les ressources alimentaires menacent de s'épuiser, sans qu'y puisse remédier en aucune manière quelque optimisation que ce soit de

57 Vainqueur de la guerre civile, l'État ouvrier récupéra d'immenses territoires qu'avaient jusqu'alors contrôlés les Blancs et les armées impérialistes qui les soutenaient.

l'efficacité de l'appareil chargé des réquisitions. De telles tendances à la dégradation de l'économie peuvent être combattues avec les méthodes suivantes :

1° En remplaçant la réquisition des surplus par un prélèvement proportionnel à taux fixé (une sorte d'impôt progressif en nature sur le revenu), calculé de telle sorte qu'il soit néanmoins plus avantageux d'augmenter la surface cultivée ou de mieux la mettre en valeur ;

2° En établissant une meilleure adéquation entre la part de produits que l'industrie délivre aux paysans et la quantité de blé qu'ils fournissent, non seulement par district et par bourg, mais aussi par exploitation paysanne.

Il faut y faire participer les entreprises industrielles locales. Il faut rémunérer en partie les paysans avec des produits des entreprises industrielles pour les matières premières, le combustible et les produits alimentaires qu'ils leur fournissent.

En tout cas, il est évident que la politique actuelle de réquisition, qui nivelle tout en ce qui concerne les normes alimentaires, de responsabilité collective en matière de versement de céréales à l'État, pousse à l'affaiblissement de l'agriculture, à la dispersion du prolétariat d'industrie et menace de désorganiser définitivement la vie économique du pays.

VII. L'économie planifiée

(« *L'ordre n°1042* »)

Dans la discussion actuelle, écrite aussi bien qu'orale, l'ordre n°1042, on ne sait pourquoi, a concentré l'attention de façon tout à fait inattendue. D'où cela vient-il ? Pourquoi ? La majorité des membres du parti ont sans doute complètement oublié ce que signifie ce numéro mystérieux. Alors voici : il s'agit d'un ordre émis le 22 mai 1920 par le *commissariat des Voies de communica-*

tion[58] à propos de la réparation des locomotives. Depuis, il semblerait qu'il a coulé beaucoup d'eau sous les ponts, entre autres, des chemins de fer. Et il semblerait qu'il y a beaucoup de questions autrement plus brûlantes aujourd'hui que de savoir si nous avons organisé comme il le fallait, ou pas, la réparation des locomotives en 1920. Il existe des ordres planificateurs bien plus récents dans la métallurgie, la fabrication des machines, en particulier des machines agricoles. Il y a la résolution claire et précise du 12e Congrès sur les sens et les tâches d'une direction planifiée de l'économie. Nous avons l'expérience toute fraîche du travail sur le plan pour 1923. Pourquoi donc est-ce précisément maintenant que surgit un plan qui date de la période du communisme de guerre, tel un *deus ex machina*,[59] pour employer une expression du théâtre romain ? Le *deus ex machina* bondissait sur scène parce que, derrière la machinerie, il y avait des metteurs en scène qui avaient besoin de le faire apparaître pour le dénouement de la pièce. Quels metteurs en scène avaient soudain besoin de l'ordre n°1042, et à quelle fin ? C'est parfaitement incompréhensible. Il reste à supposer qu'il a été nécessaire à des personnes atteintes d'un souci irrésistible de vérité historique. Bien sûr, et elles le savent, il y a beaucoup de questions bien plus en rapport avec la vie et l'actualité qu'un plan de réparation de matériel ferroviaire établi voici près de quatre ans de ça. Mais comment – jugez-en par vous-mêmes ! – aller de l'avant, comment élaborer de nouveaux plans, comment répondre de leur justesse, de leur réussite, du fait qu'ils ne reposent pas sur des présupposés arbitraires, sans com-

58 Trotsky souligne, car il dirigeait alors aussi ce commissariat.

59 Dans le théâtre grec, puis romain, un mécanisme dissimulé dans les cintres (une grue) permettait de faire surgir un dieu comme s'il descendait du ciel. D'où l'expression latine deus ex machina, que l'on peut traduire par « dieu sorti de la machine », et dans le cas visé par Trotsky : « issu de la... machination ».

mencer par expliquer à tous, à tous, à tous, que l'ordre n°1042 était erroné, qu'il se fondait sur le fait d'ignorer la paysannerie, sur le mépris de la tradition du parti et sur la volonté de créer une fraction ! Le chiffre 1042 renvoie à une simple numérotation administrative, mais seulement à première vue. Car si on considère la chose en se montrant plus perspicace, il apparaîtra que 1042 ne vaut pas mieux que le chiffre 666 dans *l'Apocalypse*, celui de la Bête[60]. Il faut commencer par écraser la tête de la Bête de l'Apocalypse, alors on pourra à loisir discuter d'autres plans économiques, que ne couvre pas encore une prescription de quatre ans…

Je l'avoue, au début il ne me serait jamais venu à l'esprit d'occuper mon lecteur avec l'ordre n°1042 du transport ferroviaire. D'autant plus que les attaques dont il est l'objet dans la discussion s'effectuent à mots couverts et sous forme de vagues allusions, le tout afin de montrer que celui qui parle ainsi en sait bien plus qu'il ne le dit, alors qu'en réalité le pauvre ne sait rien du tout. En ce sens, les « accusations » contre le n°1042 ne diffèrent guère des 1041 autres accusations qui me visent. Ici, la quantité doit suppléer la qualité. Dans ces accusations, on triture les faits sans pitié, on déforme les citations, on piétine les proportions, puis on en fait un tas en mettant tout en vrac. Pour s'y retrouver après coup dans telles ou telles divergences ou erreurs du passé, il faudrait restituer la situation d'alors dans tous ses aspects concrets. Cela en vaut-il la peine ? Et, si c'est le cas, doit-on réagir quand un metteur en scène fait surgir de sa machine cet « ordre n°1042 », alors qu'on n'a pas répliqué à nombre d'autres allusions et accusations fausses en soi ? Le faut-il ?

60 Monstre satanique qui apparaît dans un texte de la mythologie chrétienne, *l'Apocalypse*. Reprenant une pratique de l'ésotérisme judaïque, qui affectait une valeur numérique à chaque lettre, *l'Apocalypse* prétendait que « le chiffre de la Bête » (666) aidait à démasquer les ennemis du christianisme.

Réflexion faite, j'ai décidé que cela en valait la peine, car nous avons sous les yeux un cas classique en son genre… d'accusation proférée avec une légèreté malveillante. L'affaire de l'ordre n°1042[61] a eu pour cadre, non pas le domaine des idées, mais celui des réalités matérielles, de la production, et c'est pourquoi on l'évaluait avec des chiffres et des mesures exactes. Il est des plus faciles et des plus simples de prendre là-dessus des renseignements précis, d'avancer des arguments factuels ; donc, la simple prudence serait de mise en ce cas pour certains, car il est très facile de montrer qu'ils parlent de ce qu'ils ne connaissent pas et sans le comprendre. Et si, néanmoins, il s'avère qu'avec cet exemple spécifique, bien délimité et précis, le *deus ex machina* est en fait un bouffon frivole, cela pourra aider beaucoup de lecteurs à comprendre les méthodes de mise en scène qui se cachent derrière d'autres « accusations », qu'il est, hélas, cent fois moins aisé de soumettre à une vérification rigoureuse que l'ordre n°1042.

En même temps que j'exposerai l'affaire, je m'efforcerai de ne pas me limiter au cadre des données historiques et de relier la question de l'ordre n°1042 aux problèmes de plan dans l'édification et en général dans la direction de l'économie. Et il se pourrait bien qu'illustrer ce problème à partir d'un exemple spécifique permette d'apporter plus de clarté à toute l'affaire.

L'ordre n°1042, concernant la réparation des locomotives dans le cadre d'une utilisation méthodique et rationnelle de toutes les forces et moyens de réparation

61 Fin 1919, 60 % des locomotives étaient en panne. La guerre civile usait le matériel, et la désorganisation du réseau faisait craindre l'arrêt total du trafic. En ajoutant à ses fonctions celle de commissaire du peuple aux Voies de communication, Trotsky allait empêcher cette débâcle. C'est dans ce cadre que parut l'ordre n°1042 que les soutiens de la bureaucratie attaquent, ainsi que son auteur, quatre ans plus tard.

de l'administration des chemins de fer, et de l'État tout entier, fut l'objet d'une longue élaboration par les meilleurs spécialistes ferroviaires qui, maintenant encore, jouent un rôle dirigeant à la direction technique des transports par rail. Dans les faits, on commença à appliquer l'ordre n°1042 à la réparation des locomotives en mai-juin, et formellement à partir du 1er juillet 1920. Ce plan incluait non seulement les ateliers ferroviaires, mais aussi les usines correspondantes du Conseil supérieur de l'économie. Nous donnons plus bas un tableau qui décrit l'avancée concrète dans la réalisation du plan, d'une part dans les ateliers ferroviaires, d'autre part par les usines du Conseil supérieur de l'économie. Nos chiffres reproduisent des données officielles incontestables, celles qui étaient présentées périodiquement au Conseil du travail et de la défense par la Commission principale des transports (regroupant tous ses départements) pour être signées par les représentants tant du commissariat du peuple aux Voies de communication que du Conseil supérieur de l'économie.

Réalisation de l'ordre n°1042
(en pourcentage par rapport au plan)

	Ateliers du chemin de fer	Usines du Conseil supérieur de l'économie
1920		
Juillet	135	40,5
Août	131,6	74
Septembre	139,3	80
Octobre (a)	130	51
Novembre	124,6	70
Décembre	120,8	66
TOTAL 1920	129,7	70 (b)
1921		
Janvier	95	36 (c)
Février	90	38 (c)
Mars	98	(c) (d)
Avril	101	26 (c)

a) Étant donné les succès obtenus dans la marche des réparations, la norme à accomplir est augmentée de 28 % à partir d'octobre. (Note de Trotsky)

b) En ce qui concerne l'approvisionnement des ateliers ferroviaires en matériel et en pièces de rechange, les usines du Conseil supérieur de l'économie n'accomplirent que 30 % environ du programme qu'elles avaient pris sur elles d'assurer. (Note de Trotsky)

c) Emchanov étant commissaire du peuple aux Voies de communications. (Note de l'édition de 1924)

d) L'édition russe de 1924 ne comporte pas de données pour le mois de mars à cette rubrique.

Ainsi, la réussite de l'avancée des réparations dans les ateliers ferroviaires du commissariat des Voies de communication permit, dès octobre, d'augmenter de 28 % la norme à accomplir. Malgré cela, la réalisation du plan au second semestre atteignit 130 % de l'objectif fixé. Pour les quatre premiers mois de 1921, son exécution est seulement un peu inférieure à 100 %. Mais ensuite, lorsque Dzerjinsky occupe le poste de commissaire aux Voies de communication, il doit faire face à des difficultés extérieures à son commissariat : d'une part, le manque de matériel et de nourriture pour le personnel affecté aux réparations elles-mêmes et, d'autre part, une pénurie de combustible telle qu'elle ne permettait même pas d'utiliser les locomotives disponibles. En conséquence de quoi, un arrêté du Conseil du travail et de la défense en date du 22 avril 1921 décida, pour le reste de 1921, de réduire sensiblement les normes de réparation des locomotives prévues par le plan n°1042. Pour les huit derniers mois de 1921, l'exécution du plan qu'on avait réduit s'établit à 88 % pour le commissariat des Voies de communication et à 44 % pour ce qui dépendait du Conseil supérieur de l'économie.

Les résultats du travail effectué sous le régime de l'ordre n°1042 durant le premier semestre, le plus critique pour les transports, sont exposés de la façon suivante

dans les thèses adoptées par le Bureau politique en vue du 8e Congrès des soviets.

« Le programme des réparations a ainsi acquis le caractère d'un agenda précis, d'ailleurs non seulement pour les ateliers ferroviaires, mais aussi pour les usines du Conseil supérieur de l'économie desservant les transports. Ce programme, qui avait été mis au point au prix d'un long travail de préparation et en concertation avec la Commission principale des transports, a donné des pourcentages d'exécution cependant très différents entre les ateliers des chemins de fer (commissariat aux Voies de communication) et les usines (Conseil supérieur de l'économie) : dans le même temps où, dans les ateliers, les grosses réparations et les réparations de moyenne importance, exprimées en unités de réparation moyenne, sont passées durant cette année de 258 locomotives à plus de mille, c'est-à-dire ont augmenté de quatre fois, s'établissant à 130 % en moyenne du programme mensuel fixé, les usines du Conseil supérieur de l'économie ont fourni aux chemins de fer du matériel et des pièces détachées dans la proportion d'un tiers du programme établi par la Commission des transports en concertation avec les deux autres administrations (chemins de fer et Conseil supérieur de l'économie). »

Nous voyons cependant qu'à partir d'un certain moment exécuter les normes fixées par l'ordre n°1042 devient impossible, du fait du manque de matières premières et de combustible. C'est justement ce qui montre que l'ordre était erroné, s'apprêtent à s'exclamer des critiques qui, d'ailleurs, viennent d'apprendre de moi ce qu'il en a été. On ne peut que leur répondre ceci : l'ordre n°1042 régissait la réparation des locomotives, mais en aucun cas la production des métaux et l'extraction du charbon. Ces activités économiques étaient régies par de tout autres ordres et institutions. L'ordre n°1042 était, non pas un plan économique universel, mais un plan pour les transports.

Alors ne fallait-il pas le mettre en accord avec ceux du charbon, de l'énergie, etc. ? C'est sûr. Et c'est même pour cela qu'on avait créé la Commission principale des transports, à laquelle participaient sur un pied d'égalité des représentants du commissariat des Voies de communication et du Conseil supérieur de l'économie. La mise en concordance de la réparation avec la fourniture du matériel nécessaire s'effectuait dans la mesure où les représentants du Conseil supérieur de l'économie déclaraient qu'ils pouvaient, ou pas, fournir le matériel indispensable. En conséquence de quoi, s'il se produisit une erreur d'évaluation, la faute en revient entièrement au Conseil supérieur de l'économie. Peut-être, d'ailleurs, est-ce précisément ce que voulaient dire nos critiques ? On peut en douter, et pas qu'un peu ! Ces « critiques » affichent un souci exceptionnel de vérité historique, mais à la condition toutefois que cette vérité se soucie d'eux. Or, parmi ceux qui formulent ces critiques, hélas, hélas, après coup, se trouvent des gens qui, à cette époque, portaient la responsabilité du Conseil supérieur de l'économie. Avec leurs critiques, ils se sont simplement trompés d'adresse. Cela peut arriver. Comme circonstance atténuante il faut cependant signaler qu'il était alors incomparablement plus difficile qu'aujourd'hui pour le plan d'établir des prévisions en matière d'extraction du charbon, de production métallurgique, etc. Si les prévisions du commissariat aux Voies de communication se distinguaient par une précision incomparablement plus grande s'agissant de la réparation des locomotives, cela s'explique, au moins, jusqu'à un certain point, par le caractère bien plus centralisé du secteur des chemins de fer et par sa plus grande aptitude à une gestion centralisée. Tout cela, nous le reconnaissons volontiers. Mais cela ne supprime pas le moins du monde ni ne change le fait que la responsabilité de cette erreur de calcul, car il

y en eut bien une, incombe entièrement au Conseil supérieur de l'économie.

Toutefois, cette erreur en matière de planification de la part du Conseil supérieur de l'économie – erreur qui avait entraîné un abaissement forcé des normes du plan, mais en aucune manière l'abrogation du plan lui-même – ne témoigne ni directement ni indirectement contre l'ordre n°1042, car cet ordre avait un caractère d'orientation essentiellement et on l'avait conçu par avance de telle sorte qu'on puisse lui apporter les correctifs suggérés par l'expérience matérielle. *Le calage d'un plan prospectif est l'un des aspects les plus importants de sa mise en œuvre industrielle.* Nous avons vu plus haut que les normes industrielles de cet ordre avaient été relevées de 28 % à partir d'octobre 1920, du fait que, grâce aux mesures prises, la capacité réelle de production des ateliers du commissariat aux Voies de communication s'avérait plus élevée qu'on ne l'avait supposé. Nous avons vu plus loin comment, à partir de mai 1921, ces normes avaient été fortement revues à la baisse par suite de conditions industrielles indépendantes dudit commissariat. Mais relever ou abaisser ces normes se fait suivant un plan déterminé, dont l'ordre n°1042 *fournit la base nécessaire*.

C'est le maximum de ce que l'on peut exiger d'un plan d'orientation. Évidemment, ce qui avait l'importance la plus réelle quant à l'objectif, c'étaient les chiffres concernant les premiers mois, le premier semestre de l'année suivante ; les chiffres portant sur une période plus lointaine ne pouvaient avoir qu'une valeur prospective. Lorsqu'on élabora cet ordre, personne ne pensait que son exécution s'étalerait exactement sur quatre ans et demi. Quand il s'avéra possible d'élever la charge de travail, la durée prévisionnelle fut ramenée à trois ans et demi. À nouveau, le manque de matériaux la fit rallonger. Mais les faits sont les faits : dans la période la plus tendue, la plus critique du fonctionnement de la vie des transports, les

années 1920-1921, cet ordre se montra tout à fait adapté à la réalité, les réparations se firent dans un cadre systématisé, leur volume quadrupla, et l'on sortit les chemins de fer de la catastrophe imminente qui les menaçait.

Nous ne savons pas à quels plans de rêve nos honorables critiques comparent l'ordre n°1042. Il nous semble qu'il faudrait le comparer à la situation qui régnait jusqu'alors dans le secteur de la réparation des locomotives. Et la situation était telle qu'on envoyait les locomotives en réparation à n'importe quelle usine, n'importe quelle fabrique qui en faisait la demande pour aller se ravitailler en produits alimentaires. C'était une mesure dictée par une situation désespérée, qui entraînait l'atomisation des moyens de transport et un monstrueux gaspillage de travail dans leur réparation. L'ordre n°1042 remit de l'unité dans le domaine du matériel ferroviaire roulant, il introduisit dans la réparation les premiers éléments d'une organisation rationnelle du travail en affectant des séries déterminées de locomotives à des ateliers déterminés, et ainsi il fit en sorte que la réparation dépende, non pas des efforts éparpillés de toute la classe ouvrière, mais de la prise en compte plus ou moins exacte et précise des forces et ressources de l'économie des transports. C'est dans ce principe que réside l'importance de l'ordre n°1042, indépendamment même du degré de concordance des chiffres prévisionnels du plan avec ceux de son exécution. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, sous ce rapport aussi, tout marcha bien.

Évidemment, maintenant que les faits sont oubliés, on peut y aller allégrement d'assertions de son cru à propos du plan n°1042, en escomptant que personne n'ira le vérifier et que, de ces « parlottes », il restera bien quelque saleté qui s'accrochera. Mais, à l'époque, tout était parfaitement clair et indiscutable. Et l'on pourrait en apporter des dizaines de témoignages. Nous en choisirons trois,

émanant d'autorités différentes, mais caractéristiques chacun dans son genre.

Le 3 juin (1920), la *Pravda* appréciait ainsi la situation dans les transports :

« *… Maintenant, le fonctionnement des transports a, sous certains rapports, fait des progrès. Il saute aux yeux de tout observateur, même pris au hasard, qu'il y règne un ordre qui n'existait pas auparavant, même si cet ordre est encore assez primitif. Pour la première fois, un plan de production précis a été élaboré, des tâches déterminées ont été assignées aux ateliers, usines et dépôts. De toute la période de la révolution, c'est seulement maintenant que l'on a établi un recensement complet et précis de toutes les capacités de production, telles qu'elles existent réellement, et non pas sur le papier. Sous cet angle, l'ordre n°1042 signé par Trotsky représente un tournant dans notre travail dans le domaine des transports...* »

On peut objecter que ce témoignage n'est qu'une appréciation anticipée et que, signé des lettres N.B., il pouvait émaner de Boukharine. Nous ne contestons ni ceci ni cela. Cependant, le passage cité apprécie à sa juste valeur le fait même que l'on ait commencé à mettre de l'ordre dans le chaos de la réparation du matériel roulant ferroviaire.

Mais apportons maintenant un témoignage d'une personne plus autorisée, fondé sur ce qui était déjà l'expérience d'un semestre. Au 8e Congrès des soviets, Lénine déclara :

« *… Vous avez déjà vu, entre autres avec les thèses d'Emchanov et de Trotsky, que, dans ce domaine (la remise sur pied des transports), nous avons affaire à un plan véritable, élaboré pour de nombreuses années. L'ordre n°1042 a été élaboré pour porter sur cinq ans ; en cinq ans nous pouvons restaurer nos transports, réduire le nombre des locomotives mal en point et en effet, car c'était le plus*

ardu, je souligne qu'il est indiqué dans la thèse n°9 que nous avons déjà réduit le délai fixé.

Et alors que voient le jour de grands plans élaborés pour plusieurs années, il se trouve fréquemment des sceptiques pour dire : 'À quoi bon faire des calculs sur plusieurs années ? À Dieu ne plaise, faire ce qu'il faut aujourd'hui suffit.' Camarades, il faut savoir allier les deux ; on ne saurait travailler avec une chance sérieuse de succès sans avoir de plan établi pour une période prolongée. Le fait que c'est nécessaire, voilà ce que démontre l'amélioration incontestable du fonctionnement des transports. Je veux attirer votre attention sur le passage de la neuvième thèse où il est dit que le délai pour remettre d'aplomb les transports devait être de quatre ans et demi, mais qu'il a déjà été réduit parce que nous faisons plus que les normes dans notre travail : le délai s'établit déjà à trois ans et demi. Voilà comment il faut travailler dans les autres branches de l'économie... »

Enfin, un an après la promulgation de l'ordre n°1042, nous lisons dans l'ordre de Dzerjinsky portant sur la question de fond, « Des bases du travail futur du commissariat des Voies de communication », en date du 27 mai 1921 :

« *Considérant que la réduction des normes des ordres n°1042 et n°1157*[62]*, qui constituent la première et brillante expérience d'un travail planificateur dans l'économie, est temporaire et provoquée par la crise des combustibles que nous subissons... il convient de prendre des mesures de soutien et de remise en état de l'outillage et des ateliers...* »

Ainsi, nous voyons qu'après une expérience d'un an, et après avoir dû abaisser les normes de réparation, le nouveau dirigeant (après Emchanov) des transports ferroviaires reconnaît l'ordre n°1042 comme « *la première et*

62 L'ordre n°1157 avait la même importance pour la réparation des wagons que l'ordre n°1042 pour celle des locomotives. (Note de l'édition soviétique de 1924)

brillante expérience d'un travail planificateur dans l'économie ». Je doute fort que l'on puisse remonter le temps pour refaire l'histoire, même seulement celle de la réparation du matériel ferroviaire. Or, actuellement, quelques personnes s'adonnent avec zèle à des travaux de « réparation » : elles s'attachent à rectifier les faits d'hier pour les adapter aux « nécessités » d'aujourd'hui. Je ne crois pas, néanmoins, que cette réparation-là (et qui obéit aussi à un « plan » !) soit socialement utile, et qu'en définitive elle produise quelques résultats tangibles…

Marx, il est vrai, appelait la révolution, la locomotive de l'histoire. Mais, à la différence de celle des chemins de fer, la locomotive de l'histoire n'a pas à être soumise à des réparations, surtout… en remontant le temps. Rappelons que, dans le langage populaire, de telles tentatives de corriger l'histoire s'appellent des falsifications.[63]

Comme nous l'avons vu plus haut, la Commission principale des transports réalisa partiellement et de façon hésitante le travail de mise en concordance de branches connexes de l'économie, une tâche qui, sous une forme bien plus large et bien plus systématique, doit maintenant constituer le contenu des travaux du Gosplan. L'exemple

63 Pour embrouiller la question, on peut, certes, sans répondre sur les chiffres et les faits, discuter du Tsektran (Commission centrale des transports) ou des commandes de locomotives à l'étranger. Je pense qu'il n'est pas inutile de remarquer à ce sujet que ces questions n'ont aucun lien entre elles. L'ordre n°1042 continuait de régir le travail de réparation sous Emchanov, puis Dzerjinsky *[qui succédèrent à Trotsky au commissariat aux Voies de communication]*, alors *qu'on avait totalement remanié la composition du Tsektran.* Quant à la commande de locomotives à l'étranger, *toute l'opération fut décidée et menée en dehors du commissariat aux Voies de communication et de façon totalement indépendante de l'ordre n°1042 et de son exécution.* Ou, peut-être, se trouve-t-il quelqu'un pour oser le contester ? (Note de Trotsky)

que nous avons rapporté montre en même temps en quoi consistent les tâches et difficultés d'une direction planifiée de l'économie.

Aucune branche de l'industrie, grande ou petite, aucune entreprise ne peut répartir correctement ses ressources et ses forces sans avoir devant elle un plan d'orientation économique. En même temps, tous ces plans spécifiques sont corrélés, dépendent les uns des autres, se conditionnent les uns les autres. Leur corrélation doit nécessairement servir de critère fondamental dans l'élaboration de ces plans, puis dans leur réalisation, c'est-à-dire dans la vérification périodique de ces plans à la lumière de l'expérience en matière de production. On peut facilement et à peu de frais plaisanter sur les plans de longue durée qui finissent par se révéler inconsistants. De tels plans, il y en eut un certain nombre, et inutile de dire que la fantaisie en matière économique n'a rien pour attirer. Mais, pour arriver à établir des plans corrects, il faut en passer d'abord par des plans primitifs et grossiers, de même qu'il a fallu commencer par la hache de pierre avant d'arriver au couteau d'acier.

Il faut le dire sans détour : s'agissant du plan dans l'économie, ce sont des représentations enfantines de cette question qui règnent encore maintenant, à grande échelle et dans bien des têtes. « Nous n'avons pas besoin, nous dit-on, d'un grand nombre (?!) de plans, nous avons un plan pour l'électrification : exécutons-le ! » Une telle approche du problème dénote une incompréhension du b-a-ba même de la question. Un plan prospectif d'électrification est entièrement subordonné aux plans prospectifs des branches fondamentales de l'industrie, des transports, du système financier et, enfin, aux perspectives de l'agriculture. Tous ces plans spécifiques doivent être mis en concordance, dès avant leur lancement, comme une condition a priori de leur élaboration, cela sur la base de toutes les données dont nous disposons concernant nos

ressources et possibilités économiques. C'est sur un plan général, disons annuel, concerté de la sorte (car intégrant les fractions annuelles des plans particuliers prospectifs à trois, cinq ans, etc., qui ne représentent que des hypothèses de travail), que peut et doit s'appuyer le savoir-faire pratique de l'organe directeur du plan, lequel introduit les modifications nécessaires dans le processus de réalisation du plan dans l'économie. Une telle direction, avec toute la souplesse nécessaire et sa capacité à manœuvrer, ne dégénérera pas (c'est-à-dire, ne doit pas dégénérer) en une série d'improvisations hasardeuses, dans la mesure où elle s'appuiera sur une conception cohérente du processus économique dans son ensemble et tendra, tout en y introduisant les modifications nécessaires, à préciser le plan en fonction des conditions et ressources matérielles.

C'est le schéma, mais seulement le plus général, du travail du plan dans le domaine de l'économie étatisée. Mais ce travail se complique considérablement en présence du *marché*. À sa périphérie, l'économie étatisée s'allie, ou au moins essaye de faire alliance, avec la petite économie marchande paysanne. L'organe immédiat de cette alliance est le commerce des produits de l'industrie légère et en partie de la moyenne industrie, et ce n'est que de façon indirecte, partielle et en second lieu qu'entre dans cette alliance l'industrie lourde, celle qui dessert directement l'État (armée, transports, industrie étatique). L'économie paysanne n'est pas régie par un plan, et elle se développe spontanément en une économie marchande. L'État peut et doit agir sur elle, en la poussant en avant, mais il n'est encore en aucune manière capable de la faire entrer dans le cadre d'un plan unique. Il faudra encore de longues années avant que l'on puisse atteindre ce but (et il est plus que vraisemblable qu'il lui faudra d'abord disposer de la base technique de l'électrification). Pour la période qui vient – et c'est elle qui nous concerne directement – nous aurons une économie

d'État planifiée, de plus en plus liée au marché paysan et, en conséquence, s'adaptant au marché au fur et à mesure qu'il se développe.

Bien que le marché se développe naturellement, l'industrie d'État ne doit pas du tout s'adapter à lui sur un mode naturel, spontané. Au contraire, nos succès dans le domaine de l'édification économique dépendront en très grande part de la mesure dans laquelle nous parviendrons, par une connaissance exacte du marché, par sa juste prise en compte et par de bonnes prévisions économiques, à accorder au maximum l'industrie d'État avec l'agriculture dans le cadre d'une direction planifiée. Une certaine concurrence entre différentes usines de l'État ou entre les trusts ne change pas le fait que l'État est propriétaire de toute l'industrie nationalisée et que, en tant que propriétaire, directeur et dirigeant du plan, il considère sa propriété comme un tout au regard du marché paysan.

Bien entendu, on ne peut par avance prendre en compte de façon précise le marché paysan, ni le marché mondial avec lequel nos liens vont se développer avant tout au travers de l'exportation de blé et de matières premières. Ici, des erreurs de calcul sont inévitables, ne serait-ce qu'à cause des récoltes qui varient, etc. Ces erreurs se manifesteront par l'entremise du marché, sous la forme de pénuries partielles, voire générales, d'interruptions d'approvisionnement ou de production, de crises. Cependant, il est clair que ces crises seront d'autant moins aiguës et durables qu'on aura introduit une direction appliquant le plus sérieusement le plan dans tous les domaines de l'économie étatisée, combinant sans cesse ces derniers entre eux. Si la doctrine des brentanistes (les adeptes de l'économiste allemand Ludwig Brentano) et des bernsteiniens[64], selon laquelle la domi-

64 Partisans d'Eduard Bernstein. Ce social-démocrate allemand, passé au réformisme déclaré à la fin du 19e siècle, prétendait que le système capitaliste avait surmonté ses contradictions.

nation des trusts capitalistes « régule » le marché en rendant impossibles les crises commerciales et industrielles, était radicalement fausse, elle est entièrement juste si on l'applique à l'État ouvrier en tant que trust des trusts et banque des banques. Autrement dit : dans notre économie, le fait que les crises se renforceront ou s'affaibliront donnera la mesure la plus claire et la plus infaillible des succès relatifs de l'économie étatisée face au capitalisme privé. Dans la lutte de l'industrie étatisée pour asseoir sa prédominance sur le marché, notre arme principale est la direction par le plan. Sans cela, le fait même d'avoir nationalisé se transformerait en un obstacle sur la voie du développement économique, et le capital privé saperait inévitablement les fondations du socialisme.

Lorsque nous parlons de l'économie d'État, il va de soi que nous avons en vue, outre l'industrie, les transports, le commerce extérieur et intérieur contrôlé par l'État, et les finances. Tout ce « combinat », dans son ensemble comme dans ses parties, s'adapte au marché paysan et au paysan individuel en tant que contribuable. Mais cette adaptation a pour but fondamental de renforcer et de *développer l'industrie étatisée en tant que pierre angulaire de la dictature du prolétariat et base du socialisme*. Il est radicalement faux de croire que l'on peut développer et perfectionner de façon isolée les parties distinctes de ce « complexe » : transports, finances, etc. Leurs progrès et leurs échecs sont interdépendants, corrélés. D'où l'immense importance du Gosplan, que l'on met tant de temps et que l'on a tant de difficulté à comprendre.

Le Gosplan doit mettre en adéquation, c'est-à-dire combiner et diriger rationnellement, tous les facteurs fondamentaux de l'économie d'État dans un rapport équilibré avec l'économie nationale, c'est-à-dire avant

Condamnées par le SPD comme révisionnistes, ses positions reflétaient pourtant la réalité de ce qu'était devenu ce parti, avec l'adaptation de son appareil dirigeant à la société capitaliste.

tout avec l'économie paysanne, sachant qu'au centre des travaux du Gosplan doit se trouver le souci de développer et de faire croître l'industrie étatisée (socialiste). Précisément en ce sens, j'ai dit qu'à l'intérieur du complexe étatique la « dictature » doit revenir, non pas aux finances, mais à l'industrie. Bien entendu, le mot « dictature », comme je l'avais précisé, est à prendre ici dans un sens très restreint et très conditionnel, pour contrebalancer cette « dictature » à laquelle prétendaient les finances. En d'autres termes : ce n'est pas seulement le commerce extérieur, mais le travail de rétablissement d'une monnaie stable qui doit être strictement subordonné aux intérêts de l'industrie d'État. Il va de soi que cela n'est en rien dirigé contre la « soudure », c'est-à-dire contre de justes rapports entre le « complexe » étatique et l'économie paysanne. Au contraire, ce n'est qu'en posant ainsi la question qu'on pourra sortir la « soudure » du domaine des mots ronflants et la faire passer progressivement dans le domaine de la réalité économique. Affirmer qu'en posant la question comme nous venons de le faire on « ignore » la paysannerie, ou qu'on tente de donner à l'industrie étatisée une envergure qui ne correspond pas à l'état de l'économie nationale dans son ensemble, relève de la pure absurdité qui, même répétée, n'en est pas plus convaincante pour autant.

Quant à ceux qui réclamaient et attendaient à court terme un développement d'envergure de l'industrie, et de quel type, le meilleur témoignage que je puisse fournir, ce sont les paroles que j'ai prononcées lors du 12e Congrès du parti :

« *J'ai dit que nous avons travaillé à perte. Ce n'est pas là seulement mon appréciation personnelle. Des responsables économiques faisant autorité la partagent. Je vous recommande de lire le petit livre de Khalatov* Sur le salaire, *qui est sorti juste avant le congrès. On y trouve une préface*

de Rykov[65] *disant ceci :* "Alors que nous entrons dans la troisième année de notre nouvelle politique économique, il est indispensable de reconnaître que les succès obtenus durant les deux années écoulées restent insuffisants, qu'ils ne nous ont même pas permis d'arrêter le processus de diminution du capital fixe et du capital circulant ; quant à passer à l'accumulation et à l'augmentation des forces productives de la République, n'en parlons pas. Cette troisième année doit faire que, dans leurs principales branches, notre industrie et nos transports nous rapportent des bénéfices." *Ainsi, cela signifie que Rykov constate que capital fixe et capital circulant ont continué à diminuer cette année.* "Cette troisième année, *dit-il,* doit faire que, dans leurs principales branches, notre industrie et nos transports nous rapportent des bénéfices." *Je m'associe volontiers aux souhaits de Rykov, mais je suis réservé quant à ses espoirs optimistes pour cette troisième année. Je ne pense pas que nous puissions faire que les branches principales de notre industrie rapportent des bénéfices dès cette troisième année, et je considère que ce serait déjà beau, premièrement, si nous arrivions à mieux comptabiliser nos pertes en cette troisième année de la Nep ; ensuite, si nous pouvions prouver que nos pertes ont diminué, cette troisième année par rapport à la seconde, dans les plus importants secteurs de l'économie : transports, combustible et métallurgie. Le plus important ici, c'est d'activer une tendance au développement, et de lui venir en aide. Si les pertes se réduisent et que l'industrie progresse, alors la cause est entendue, nous gagnerons, c'est-à-dire que nous en arriverons à dégager des bénéfices*

65 Allié à Boukharine et Staline contre Trotsky. En 1924, il succéda à Lénine à la présidence du Conseil des commissaires du peuple. Une fois l'Opposition de gauche expulsée du parti, Staline se retourna contre ses alliés de la droite du parti. Rykov, qui était un de ses leaders, fut écarté. Puis Staline le fit fusiller à l'issue du troisième procès de Moscou, en mars 1938.

mais, pour cela, il faut que la courbe s'inverse en notre faveur. »

Ainsi, encore une fois, il est totalement absurde d'affirmer que la question se réduit au *rythme* du développement et que ce qui la détermine presque, c'est... « l'ardeur » [66] qu'on y met. En réalité, la question est celle de la *direction* du développement.

Mais il est très difficile de discuter avec des gens qui ramènent à une étape dépassée chaque question nouvelle, précise, plus spécifique, en la diluant dans une question plus générale déjà résolue. Une énorme partie de notre discussion se passe à se battre pour obtenir qu'on en revienne aux choses concrètes : de la formule générale de la « soudure » au problème plus concret des « ciseaux » (12e Congrès) ; du problème des « ciseaux » à la régulation effective par le plan des facteurs économiques qui déterminent les prix (13e Congrès). C'est là, pour employer l'ancienne terminologie bolchevique, la lutte contre le suivisme[67] en économie. Si l'on n'obtient pas de succès dans cette lutte idéologique, on ne peut pas en obtenir dans le domaine économique.[68]

Au printemps 1920, la réparation du matériel des transports ferroviaires n'avait pas été conçue comme faisant partie d'un plan économique, car on ne parlait pas encore d'un tel plan, malgré la tour de Babel qu'était la glavkocratie. On appliqua le levier du plan aux transports, c'est-à-dire à cette branche de l'économie qui était alors tombée au plus bas et qui menaçait d'être

66 Jeu de mots en russe entre les mots « *temp* » et « *temperament* », qui signifient respectivement « rythme » et « ardeur ».

67 Terme employé en 1903 par Lénine, dans *Que faire ?*, contre ceux qui, s'agrippant à des pratiques et positions dépassées, tiraient le mouvement ouvrier socialiste russe en arrière.

68 Nous conseillons encore une fois aux camarades qui veulent s'intéresser sérieusement à cette question de lire et si possible d'étudier les débats sur l'industrie qui eurent lieu au 12e Congrès du parti. (Note de Trotsky)

réduite à rien. C'est précisément comme cela que nous nous posions alors le problème. « *Dans les conditions où se trouve l'économie soviétique dans son ensemble,* écrivions-nous dans les thèses destinées au 8e Congrès des soviets, *c'est-à-dire au moment où l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan économique unique ne sont pas encore sorties d'une période d'ajustement empirique des parties les plus liées entre elles de ce futur plan, il était totalement impossible à l'administration des chemins de fer d'édifier son propre plan de réparation et d'exploitation à partir des données d'un plan économique unique qui restait encore à élaborer.* » Remis sur pieds, grâce à une rationalisation des réparations, les transports ferroviaires cessèrent d'en être réduits au minimum, mais leur développement se heurta alors au fait que d'autres secteurs se trouvaient au « minimum » : métaux, blé, charbon. Par là même, le plan n°1042 posait dans son développement la question d'un plan général pour l'économie. La Nep a modifié les conditions dans lesquelles se pose cette question et, de ce fait, les méthodes à utiliser pour la résoudre. Mais la question elle-même demeure dans toute son acuité. Ce dont attestent les décisions récurrentes sur la nécessité de faire du Gosplan l'état-major de l'économie soviétique.

Mais nous en reparlerons à part, car les problèmes économiques exigent qu'on les examine de façon indépendante et spécifique.

Les rappels historiques que nous venons de faire ont montré, je l'espère, que nos critiques ont eu bien tort de faire du foin autour de l'ordre n°1042. En effet, le sort qu'a connu cet ordre prouve exactement le contraire de ce qu'ils souhaitaient démontrer. Et, puisque nous connaissons déjà leurs méthodes, il ne reste qu'à attendre qu'ils poussent des hurlements : à quoi bon, diront-ils, soulever d'anciennes questions et se livrer à des recherches sur un ordre publié il y a quatre ans ! Il est terriblement difficile de satisfaire des gens qui ont décidé, quoi qu'il en coûte,

de soumettre l'histoire d'hier à un plan de réparation. Mais nous n'avons aucunement l'intention de les satisfaire. Nous faisons confiance au lecteur qui n'a pas d'intérêt dans la réparation de l'histoire, mais qui s'efforce de découvrir la vérité et, l'ayant conquise, d'en faire une partie de sa propre expérience, pour aller de l'avant en s'appuyant sur elle.

Annexe 1

Lettre à des assemblées du parti[69]

Chers camarades,

Je comptais bien prendre part au plus vite à la discussion sur la situation à l'intérieur du parti et sur ses nouvelles tâches. Mais ma maladie ne tombe vraiment pas au bon moment, et cette fois moins que jamais, et elle dure plus longtemps que les médecins ne l'avaient prévu[70]. Alors, il ne me reste d'autre solution que de vous exposer mes vues par écrit.

La résolution du Bureau politique sur la question du fonctionnement du parti est d'une importance exceptionnelle. Elle signifie que le parti en est arrivé à un sérieux tournant sur la voie de sa propre histoire. Aborder des tournants, et cela a été signalé avec raison lors de nombreuses assemblées, nécessite de la prudence, mais cette dernière doit aller de pair avec de la fermeté et de la hardiesse. Temporiser quand on négocie un virage, s'y engager sans avoir décidé comment avec précision, ce serait la pire forme d'imprudence.

Quelques camarades, que leur esprit conservateur porte à surestimer le rôle de l'appareil et à sous-estimer la capacité du parti à prendre des initiatives, parlent de

69 Écrit pour une assemblée du parti qui eut lieu à Moscou le 8 décembre 1923. Ce texte fut lu à d'autres assemblées du parti.

70 Affecté par la malaria, Trotsky n'avait pas pu participer directement à la discussion. Le Bureau politique avait fait écho à la réorientation qu'il proposait. Mais, s'appuyant sur l'appareil qu'elle mettait en cause, la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline (une fraction à la tête du parti visant à en écarter Trotsky) présenta cette lettre comme sapant l'unité du parti. Les 16, 17, 18 janvier, la 13e Conférence du parti condamna les thèses de Trotsky. Le 21 janvier, Lénine mourut. Trotsky, en convalescence dans le Caucase, ne put revenir pour les funérailles, Staline lui en ayant fourni une fausse date.

façon critique de la résolution du Bureau politique. Le Comité central (CC), disent-ils, accepte des obligations impossibles à assumer ; selon leurs dires, la résolution ne fera que semer des illusions trompeuses et ne débouchera que sur des résultats négatifs. Il est clair que cette façon d'aborder la question est tout entière imprégnée d'une méfiance bureaucratique à l'égard du parti. Le cours nouveau, que proclame la résolution du CC, consiste bien en ce que notre centre de gravité, que le cours ancien avait déplacé de façon incorrecte du côté de l'appareil, doit être réorienté sur l'activité militante du parti, sur l'indépendance de son esprit critique, sur sa capacité à prendre des initiatives en tant qu'avant-garde organisée du prolétariat. Le cours nouveau ne signifie nullement qu'à l'appareil reviendrait à terme la charge de décréter, de créer ou d'instaurer un régime de démocratie dans le parti. Non. Ce régime, c'est le parti lui-même qui a la capacité de le mettre en œuvre. Pour formuler brièvement la tâche posée : *le parti doit se subordonner son propre appareil,* sans cesser un instant d'être une organisation centralisée.

Dans les débats et les articles de ces derniers temps, on a très souvent souligné qu'une démocratie « pure », « développée », « idéale » est irréalisable, et que, pour nous, la démocratie n'est nullement une fin en soi. On ne peut le contester. Mais on a tout autant le droit et des raisons d'affirmer qu'un centralisme pur et absolu est irréalisable et incompatible avec la nature d'un parti de masse, et que ni le centralisme ni l'appareil ne sont en quelque manière un but en soi. Démocratie et centralisme, on a là deux aspects de l'organisation du parti. Il s'agit d'arriver à les équilibrer de la façon la plus juste, c'est-à-dire d'une façon qui réponde au mieux à la situation. Durant la période précédente, un tel équilibre n'existait pas. On avait déporté notre centre de gravité sur l'appareil, ce qui n'était pas juste. On avait réduit au minimum la possibi-

lité qu'avait le parti de prendre des initiatives. Cela créait des habitudes, des façons de diriger qui sont en contradiction fondamentale avec ce qu'est l'esprit du parti révolutionnaire du prolétariat. L'accentuation démesurée du centralisme d'appareil au détriment de la prise d'initiatives par le parti a engendré un sentiment de *malaise*. Et celui-ci a trouvé à s'exprimer de façon fort délétère sur les marges du parti, y compris avec la création en son sein de petits groupes illégaux dirigés par des éléments clairement hostiles au communisme. En même temps, dans tout le parti, les méthodes qu'employait l'appareil pour résoudre les problèmes suscitaient une désapprobation croissante. L'idée ou, pour le moins, l'impression que le bureaucratisme dans le parti risquait d'engager ce dernier dans une impasse était devenue quasi générale. Des voix s'élevaient pour signaler le danger. La première expression officielle, et au plus haut niveau, de ce qu'un revirement a eu lieu dans le parti, c'est la résolution sur le cours nouveau. Elle se réalisera dans la mesure où le parti, c'est-à-dire ses 400 000 membres, voudra et saura la concrétiser dans la vie.

Dans une série d'articles, on avance avec insistance l'idée que le principal moyen de ranimer la vie dans le parti serait d'élever le niveau d'éducation de ses membres, après quoi tout le reste, c'est-à-dire la démocratie ouvrière, suivra naturellement. Qu'il nous faille élever le niveau idéologique et culturel de notre parti en prévision des tâches gigantesques qu'il va devoir résoudre, c'est indiscutable ; mais de ce fait précisément, cette façon purement pédagogique, *professorale,* de poser le problème est insuffisante et, de ce fait, erronée, et persister en ce sens ne pourrait que provoquer une aggravation de la crise.

Le parti ne peut élever son niveau, en tant que parti, qu'en accomplissant jusqu'au bout ses tâches essentielles, par la direction collective de la classe ouvrière, qui en

appelle à la participation de tous les membres du parti, et par l'État de la classe ouvrière. Ce dont nous avons besoin, c'est d'une façon, non pas pédagogique, mais *politique* d'aborder les problèmes. On ne peut poser la *question* comme si l'application de la démocratie dans le parti (et par qui ?) devait dépendre de ce qu'on y a « préparé » ses membres[71]. Notre parti est un parti. Nous pouvons présenter des exigences rigoureuses à chacun de ceux qui veulent y entrer et y rester ; mais, une fois qu'on est membre du parti, on participe de ce fait à toute son action.

En tuant l'initiative dans le parti, le bureaucratisme entrave l'élévation du niveau général du parti. C'est là sa plus grande faute. Comme, forcément, ce sont les camarades les plus expérimentés, les plus méritants qui constituent l'appareil du parti, c'est sur la formation idéologique et politique des jeunes générations du parti que le bureaucratisme de l'appareil a ses répercussions les plus lourdes. Voilà précisément pourquoi c'est la jeunesse, le baromètre le plus sûr dont dispose le parti, qui réagit avec le plus de vigueur au bureaucratisme dans le parti.

Il ne faudrait pas croire pour autant que le fait de recourir sans retenue à des méthodes d'appareil pour résoudre les problèmes dans le parti passe sans laisser de traces auprès de la génération plus ancienne, celle qui incarne l'expérience politique et les traditions révolutionnaires du parti. Non, le danger est très grand de ce côté-là aussi. Nul besoin de parler de l'autorité qu'a, dans le parti, l'ancienne génération, elle est immense et pas seulement à l'échelle de la Russie, mais à celle du monde : tout le monde la connaît et la reconnaît. Mais ce serait commettre une grossière erreur que de la considérer comme *un fait qui se suffit à lui-même. Seule une constante coopération de l'ancienne génération avec la*

71 Position que Zinoviev avait défendue dans la *Pravda*.

plus jeune, dans le cadre de la démocratie dans le parti, fera que la vieille garde conservera son caractère de facteur révolutionnaire. Faute de quoi, les anciens pourraient se scléroser et, sans même s'en rendre compte, se transformer en l'expression la plus accomplie du bureaucratisme d'appareil.

On a eu l'occasion, et plus d'une fois, d'observer pareille dégénérescence d'une « vieille garde » au cours de l'histoire. Prenons l'exemple le plus récent et le plus frappant : celui des chefs et partis de la Deuxième Internationale. Wilhelm Liebknecht, Bebel, Singer, Victor Adler, Kautsky, Bernstein, Lafargue, Guesde et beaucoup d'autres étaient des disciples sincères et directs de Marx et Engels. Nous savons néanmoins que, dans l'atmosphère du parlementarisme réformiste et d'une croissance indépendante de l'appareil du parti et des syndicats, tous ces dirigeants politiques ont totalement ou partiellement dégénéré en opportunistes. Et, à la veille de la guerre impérialiste, on a vu de façon particulièrement éclatante comment le formidable appareil de la social-démocratie, couvert de l'autorité de l'ancienne génération, en était arrivé à opposer le frein le plus puissant à la marche de la révolution. Et nous devons dire, nous, justement, les « vieux », que notre génération, qui joue naturellement un rôle dirigeant dans le parti, n'incarne cependant aucune garantie qui se suffirait à elle-même contre un affaiblissement progressif et imperceptible de l'esprit prolétarien et révolutionnaire en son sein, si l'on tolérait que le parti soit soumis au développement et au durcissement des méthodes bureaucratiques et d'appareil en matière politique, méthodes qui transforment la jeune génération en un matériau passif à éduquer et qui provoquent, de façon inévitable, une séparation entre l'appareil et la masse, les anciens et les jeunes. Contre ce danger indubitable, il n'est d'autre moyen pour le parti que de procéder, avec sérieux, en profondeur et de façon radicale, à un changement de cours, en promouvant la démocratie dans le parti en même temps

qu'en y faisant entrer toujours plus de prolétaires qui restent à la production.

Je ne m'arrêterai pas ici sur telle ou telle définition juridique que les statuts du parti peuvent donner à la démocratie en son sein, ni sur les limites qui peuvent en découler. Quelle que soit leur importance, il s'agit de questions secondaires. Nous les examinerons à la lumière de l'expérience que nous en avons, et nous y changerons ce qu'il faudra. Mais ce qu'il faut modifier avant tout, c'est l'esprit qui règne dans nos organisations. Il faut que le parti, dans toutes ses cellules et tous ses regroupements, se réapproprie l'initiative collective, le droit à une libre critique entre camarades, sans crainte, sans souci de protéger ses arrières, le droit de choisir sa façon de s'organiser. Il est indispensable de faire entrer de l'air frais dans l'appareil du parti, de le renouveler, et de lui faire sentir qu'il n'est qu'un organe d'exécution au service d'une collectivité bien supérieure.

La presse du parti a, ces derniers temps, donné un bon nombre d'exemples caractéristiques du degré qu'a atteint la dégénérescence bureaucratique des mœurs et des relations dans le parti. Dès qu'une voix critique s'élève, on lui répond : « *Donnez votre numéro de carte du parti !* » Avant que l'on ait publié la décision du CC sur le cours nouveau, les représentants bureaucratisés de l'appareil faisaient même de la simple évocation d'un nécessaire changement du régime intérieur du parti une hérésie, une manifestation de l'esprit de fraction et une atteinte à la discipline. Maintenant, de façon tout aussi formelle, ils sont prêts à « prendre acte » du cours nouveau, c'est-à-dire à *le réduire bureaucratiquement à néant*. Le renouvellement de l'appareil du parti, bien entendu, dans le cadre précis de nos statuts, doit s'effectuer en se donnant pour but de remplacer ceux de ses membres qui se sont ossifiés, bureaucratisés, par des éléments nouveaux, étroitement liés à la vie de notre collectivité militante ou qui sauront

assurer ce lien. Et, avant tout, il faut écarter des postes de responsables ceux qui, à la première critique, objection ou protestation, ont tendance à exiger la carte du parti de qui a élevé la voix, afin de le sanctionner. Il faut faire sentir à tous dans l'appareil, du bas jusqu'en haut, que plus personne ne pourra oser terroriser le parti : le cours nouveau, c'est par cela qu'il faut le faire commencer.

Il ne saurait suffire à la jeunesse de se borner à répéter nos formules. C'est du combat qu'elle doit tirer les formules révolutionnaires, en faire sa chair et son sang ; il lui faut se forger sa propre opinion, se former une physionomie à elle, afin qu'elle soit capable de se battre pour ses idées avec le courage que donnent une profonde conviction et l'indépendance de caractère. Hors du parti l'obéissance passive, l'alignement automatique sur les chefs, le manque de personnalité, la servilité, le carriérisme ! Le bolchevik n'est pas seulement quelqu'un de discipliné, non, il est un homme qui, placé devant une question, va chaque fois creuser au plus profond pour se forger une ferme opinion et qui, avec courage et indépendance d'esprit, la défend, non seulement dans le combat contre nos ennemis, mais aussi à l'intérieur de sa propre organisation. Aujourd'hui, il se retrouve en minorité dans son organisation. Il se soumettra parce que c'est son parti. Mais, bien entendu, cela ne signifie pas forcément qu'il ait tort. Il a peut-être seulement vu ou compris avant les autres la nouvelle tâche qui est posée ou la nécessité de prendre un tournant. La question, il la reposera une deuxième, une troisième, une dixième fois, sans se décourager. Il rendra ainsi service au parti, en l'aidant à s'armer comme il faut pour aborder la tâche nouvelle, ou bien en l'aidant à accomplir le tournant nécessaire sans qu'il ait à pâtir de bouleversements organisationnels et des convulsions de la lutte fractionnelle.

Oui, notre parti ne saurait s'acquitter de sa mission historique s'il se morcelait en groupements de fractions. Cela

ne doit pas être, et cela ne sera pas. Le parti dans son entier s'y opposera, en tant qu'il est une collectivité militante indépendante. Mais le parti ne peut affronter avec succès les dangers du fractionnisme qu'en ayant développé, renforcé et affermi son orientation sur la démocratie ouvrière. *Le bureaucratisme de l'appareil est précisément l'une des principales sources de fractionnisme.* Il étouffe la critique et refoule le mécontentement au plus profond. Il est porté à accoler l'étiquette « fraction » à toute expression, individuelle ou collective, d'une critique ou d'une mise en garde. Le centralisme mécanique a pour complément obligé le fractionnisme, qui constitue en même temps une caricature pernicieuse de la démocratie au sein du parti et un terrible danger politique.

C'est en ayant une claire compréhension de la situation dans son ensemble que le parti effectuera le tournant nécessaire, avec toute la fermeté et la décision qu'exige la profondeur des questions auxquelles il doit faire face. Par là même, le parti portera à un degré plus élevé son unité révolutionnaire, qui est le gage de sa capacité à mener à bien les tâches gigantesques qui lui incombent sur le plan économique et international.

Je suis bien loin d'avoir épuisé la question. J'ai volontairement renoncé à examiner nombre de ses aspects essentiels, de crainte que cela ne prenne trop de votre temps. Mais j'espère pouvoir me débarrasser au plus vite de la malaria qui, si j'en juge par mon expérience, s'oppose clairement au nouveau cours dans le parti ; je tenterai alors de vous dire de vive voix, donc plus librement, ce que je n'ai pu mettre dans cette lettre, en le développant et en le précisant.

Avec mes salutations de camarade,
L. Trotsky
8 décembre 1923

PS : Profitant de ce qu'on a différé de deux jours la parution de cette lettre dans la *Pravda*, je voudrais la compléter de quelques remarques.

J'ai appris que, quand on a communiqué ma lettre aux assemblées de section, quelques camarades avaient exprimé la crainte qu'on puisse exploiter mes considérations sur les relations entre la « vieille garde » et les jeunes générations pour opposer (!) les jeunes aux vieux. Pour sûr, pareille idée n'a pu venir à l'esprit que de camarades qui, il y a encore deux ou trois mois, refusaient avec horreur que l'on pose même la question de la nécessité d'un changement d'orientation.

En tout cas, mettre en avant de telles appréhensions, dans la situation actuelle et en ce moment, ne fait que dénoter une appréciation erronée des dangers réels et de la gravité relative de chacun d'eux. L'état d'esprit actuel de la jeunesse – et il en est au plus haut point symptomatique aux yeux de tout membre du parti qui réfléchit – est engendré précisément par les méthodes employées pour maintenir le « calme », qu'a condamnées la résolution du Bureau politique adoptée à *l'unanimité*. En d'autres mots, c'est justement ce « calme plat » qui contenait en lui la menace d'un éloignement croissant entre la couche dirigeante et les plus jeunes membres du parti, c'est-à-dire l'immense majorité du parti.

La tendance qu'a l'appareil du parti à penser et décider pour le parti conduit, en se développant, à essayer d'asseoir l'autorité des cercles dirigeants sur *la seule tradition*. Le respect pour les traditions du parti est, sans conteste, un des plus indispensables éléments constitutifs de l'éducation et de la cohésion du parti ; mais il ne peut être un facteur de vitalité, de fermeté, que s'il se nourrit et se renforce constamment par le fait que le parti peut lui-même vérifier cette tradition de façon active, au travers de l'élaboration collective de la politique du parti pour *le moment présent*. Faute de ce militantisme du parti lui-

même, le respect de la tradition peut dégénérer en une exaltation émotionnelle officialisée ou simplement en un formalisme routinier, c'est-à-dire en une forme sans contenu. Il est inutile de dire combien insuffisant et fragile serait un lien de ce genre entre les générations. Il peut paraître solide, de l'extérieur, juste avant que s'y fassent jour des fissures menaçant de le rompre. C'est bien là que gît le danger de la politique de « calme » dans le parti que mène l'appareil.

Et comme les représentants de l'ancienne génération qui ont gardé leur esprit révolutionnaire, qui ne se sont pas bureaucratisés et qui, nous en sommes persuadés, constituent son écrasante majorité, se rendent parfaitement compte de la perspective dangereuse que nous avons signalée plus haut ; comme, se tenant sur le terrain de la résolution du Bureau politique du CC, ils mettent toute leur force pour aider le parti à la mettre en œuvre, à faire qu'elle prenne vie, se tarira la source principale de ce qui pourrait opposer entre elles les différentes générations au sein du parti. Il sera alors relativement facile d'endiguer tels ou tels « excès » ou exagérations de la jeunesse sur ce terrain. Mais, avant toute chose, il faut créer les conditions pour que les traditions du parti ne soient pas monopolisées par l'appareil, mais vivent, se renouvellent dans l'expérience vivante du parti. En cela, on parera à un autre danger : l'éclatement de l'ancienne génération en deux camps : les « fonctionnaires de l'appareil », chargés de maintenir le « calme », et ceux qui n'appartiennent pas à l'appareil. Il n'est pas besoin de dire que, ne vivant plus renfermé seul sur lui-même, l'appareil du parti, c'est-à-dire ce qui forme son ossature organisationnelle, ne s'en affaiblira pas, mais s'en renforcera. Et, dans notre parti, il n'y aura personne pour nier que nous ayons besoin d'un puissant appareil centralisé.

Peut-être pourrait-on objecter que l'exemple de la dégénérescence de l'appareil de la social-démocratie,

que j'ai évoqué dans ma lettre, est inapproprié, vu ce qui différencie profondément les époques considérées, celle de la stagnation réformiste d'alors et celle, actuelle, de la révolution. Il va de soi qu'un exemple n'est qu'un exemple et en aucun cas une identité. Cependant, quand on oppose ces deux époques sans y regarder de plus près, on ne résout rien quant au fond. Ce n'est pas sans raison que nous soulignons les dangers que représente la Nep, des dangers étroitement liés à ce que la révolution internationale se fait attendre. Le travail gouvernemental que nous mettons en pratique au quotidien, de plus en plus segmenté et spécialisé, comporte en lui-même, ce que pointe la résolution du CC, un risque de rétrécissement de notre horizon, c'est-à-dire d'une dégénérescence opportuniste. Il est évident que ces dangers s'accroissent à mesure que le commandement des « secrétaires », replié sur lui-même, tend à se substituer à la direction exercée par le parti. Nous serions de piètres révolutionnaires si nous espérions que le « caractère révolutionnaire de notre époque » va nous aider à surmonter toutes nos difficultés, et d'abord nos difficultés intérieures. « L'époque », il faut l'aider comme il convient, par la mise en œuvre efficace de la nouvelle orientation du parti qu'a proclamée à l'unanimité le Bureau politique du CC.

Pour terminer, encore une remarque. Voici deux ou trois mois, alors que les questions qui sont l'objet de la discussion actuelle tendaient en quelque sorte à faire partie de la routine du parti, certains camarades responsables de province avaient tendance à hausser les épaules avec indulgence, disant que tout cela c'était des histoires qu'on se racontait à Moscou, qu'en province tout allait bien. Maintenant encore, la même petite musique résonne dans certaines correspondances de province. Opposer la province, calme et raisonnable, à Moscou, contaminée et agitée, ce n'est rien d'autre que se faire le porte-parole de ce bureaucratisme dont nous avons

parlé, encore que ce soit dans sa version provinciale. En réalité, l'organisation moscovite est la plus vaste, la plus forte, la plus vivante de toutes celles de notre parti. La vie interne et l'activité militante y ont été plus intenses que nulle part ailleurs, même dans les périodes de « calme » le plus plat (ce petit mot très parlant, on ne pourra éviter qu'il entre dans l'histoire de notre parti !). Si Moscou se distingue en quelque manière des autres endroits du pays, c'est uniquement en ce qu'elle a pris l'initiative de réviser l'orientation du parti. Ce n'est pas sa faiblesse, mais son mérite. Emboîtant le pas à Moscou, tout le parti en viendra à une étape où il devra nécessairement réviser certaines valeurs de la période écoulée. Moins l'appareil du parti s'y opposera en province, plus nos organisations locales auront de facilité à franchir ce stade inévitable, facteur de progrès, que sont la critique et l'autocritique. Une cohésion accrue et un niveau idéologique plus élevé, voilà ce que le parti y gagnera.

L. Trotsky

Annexe 2

Du fonctionnarisme[72] dans l'armée et ailleurs

À maintes reprises au cours de l'année dernière, des militaires communistes et moi avons échangé, oralement et par écrit, nos opinions sur des phénomènes néfastes apparus dans l'armée, que l'on peut en gros qualifier d'effets corrosifs du fonctionnarisme. Je me suis exprimé de façon assez détaillée sur cette question au dernier congrès des responsables politiques de l'Armée et de la Flotte. Mais cette question est si grave qu'il me semble opportun de l'aborder aussi dans les pages de notre presse générale[73], et cela d'autant plus que cette maladie ne se limite nullement au cadre militaire.

Le fonctionnarisme s'apparente de près au bureaucratisme. On pourrait même dire qu'il n'en est qu'une des manifestations connues. Lorsque, à s'être habitués à penser en termes formels, des gens cessent de réfléchir sur le fond ; qu'ils usent avec suffisance de phrases stéréotypées sans avoir réfléchi à ce qu'elles recouvrent de significatif ; qu'ils ont pris l'habitude d'émettre des directives sans se demander à quelle rationalité elles répondent et que, à l'opposé, ils s'effarouchent de tout mot nouveau, de toute critique, initiative ou manifestation d'indépendance, cela signifie que cette rouille du fonctionnarisme, au plus haut point dangereuse, a pris le dessus.

À la conférence des responsables politiques dans l'armée, pour illustrer cette idéologie du fonctionnaire, j'ai cité en exemples, bénins à première vue, certains précis d'histoire concernant nos unités militaires. La parution de ces petits livres relatant l'histoire des combats de nos

72 Trotsky emploie le mot « *kazenchtchina* » qui renvoie au comportement des fonctionnaires tsaristes, qui alliait formalisme routinier et servilité à l'égard de la hiérarchie.

73 Donc ici dans la *Pravda*.

armées, de nos divisions, de nos régiments est, à n'en pas douter, une avancée. Elle témoigne que les unités de l'Armée rouge se sont forgées au combat et dans l'étude, sur un plan non seulement organisationnel mais aussi spirituel, en tant qu'organismes vivants qui manifestent de l'intérêt pour leur passé. Mais, il faut l'avouer, ces résumés historiques sont, pour une bonne partie, écrits avec beaucoup d'emphase.

Et pour dire les choses encore plus crûment : certains opuscules consacrés à nos unités de l'Armée rouge rappellent même franchement les récits historiques dédiés jadis à glorifier la mémoire des régiments de la Garde et des cavaliers de la Garde du tsar. N'en doutons pas, une telle comparaison incitera la presse socialiste-révolutionnaire, menchevique, et blanche en général, à pousser des hennissements de joie. Mais nous ne serions que d'impuissantes chiffes molles si nous renoncions à nous critiquer nous-mêmes, de crainte que nos ennemis n'y trouvent un os à ronger. Une autocritique salutaire présente des avantages incomparablement supérieurs au tort que pourraient nous faire Dan ou Martov[74] quand ils se repaissent de ce que nous avons balayé hors de chez nous. Oui, cela se saura parmi toutes les petites vieilles confites (ou pas) en dévotion qui, dès qu'elles entendent parler d'autocritique, se prennent de panique (ou la sèment autour d'elles) !

Nos régiments, nos divisions, et tout le pays avec eux, ont certes le droit de s'enorgueillir de leurs victoires. Mais nous n'avons pas connu que des victoires, et nous sommes parvenus à l'emporter par des chemins tortueux bien plus que tout tracés. Notre guerre civile a donné lieu à des manifestations d'un grand héroïsme, d'autant plus grand qu'en bien des cas il était le fait, non pas de tel ou tel individu, mais de tout une collectivité humaine ; cependant, on a aussi

74 Leaders mencheviques

assisté à des manifestations de faiblesse, de panique, de lâcheté, d'incapacité et même de trahison. L'histoire de chacun de nos « vieux » régiments (et, en temps de révolution, quand on a quatre ou cinq ans, on a déjà de l'ancienneté) est extraordinairement intéressante et riche d'enseignement, si la façon dont on la relate reflète la réalité, de façon vivante, c'est-à-dire si l'on s'efforce de décrire les choses telles qu'elles se sont déroulées sur le champ de bataille et à la caserne. Au lieu de quoi, nous ne trouvons bien souvent qu'une légende héroïque, en outre du genre le plus officiel. Et elle donne à lire ceci : il n'y a que des héros dans nos rangs ; tous comme un seul homme se ruent au combat ; l'ennemi dispose toujours d'une supériorité numérique ; tous nos ordres sont toujours raisonnables et leur exécution à la hauteur, etc., etc.

Celui qui s'imagine qu'avec de tels procédés on peut élever une unité de l'armée à ses propres yeux et influer positivement sur l'éducation des jeunes soldats, celui-là, de toute évidence, a déjà été happé par le fléau du fonctionnarisme. En effet, dans le meilleur des cas, ce romantisme militaire de bureau glissera sans laisser de trace, c'est-à-dire que le soldat rouge lira ou écoutera cette « histoire » à la façon dont son père écoutait la *Vie des saints* : il trouvera que c'est moralement beau, formidable, mais que cela n'existe pas dans la vie. Celui qui, un peu plus âgé, a participé en personne à la guerre civile, ou qui est juste un peu plus intelligent, celui-là se dira : « Tiens donc, l'armée ne sait visiblement pas y faire sans jeter de la poudre aux yeux, et en fait sans raconter des bobards. » Quant à celui qui est un peu plus naïf et simple, et qui prend tout pour argent comptant, il se dira : « Moi qui n'ai pas leur force, comment pourrais-je m'élever à la hauteur de pareils héros ? » Du coup, au lieu de lui remonter le moral, cela l'enfoncera.[75]

75 Des partisans du faux-semblant « qui nous élève au-dessus de nous-mêmes », on en trouve bien sûr non seulement dans le domaine militaire, mais partout, en tout lieu, jusque dans

Le souci de la vérité historique a un intérêt qui n'est, pour nous, pas seulement historique, loin de là. Car ces précis d'histoire, c'est avant tout comme moyens d'*éducation* que nous en avons besoin. Et si, par exemple, s'agissant du passé, un jeune chef d'unité apprend à mélanger des mensonges à la vérité, on peut être sûr qu'il en viendra à faire de même dans sa pratique courante, même s'agissant de son action au combat. Admettons qu'au front il ait échoué dans une opération pour avoir commis une petite erreur, que, n'ayant pas fait tout ce qu'il fallait, son unité ait dû le payer, peut-il dire toute la vérité dans son rapport ? Il le doit ! Mais il a été éduqué à l'école du fonctionnarisme. Il ne veut pas se couvrir le visage de boue devant ces héros dont il a lu les exploits dans l'historique de son régiment ou, simplement, son sens des responsabilités s'est émoussé : alors il va arranger les faits, donc les dénaturer, et ainsi induire en erreur l'instance supérieure, qui a plus de responsabilités que lui. Or, des rapports mensongers de l'échelon inférieur finissent toujours par conduire le niveau au-dessus à donner des ordres erronés, à émettre des directives inappropriées. Enfin, le pire est que ce commandant d'unité craigne juste de rapporter la vérité à ses chefs. Le fonctionnarisme s'exprime là de la façon la plus répugnante : on ment pour plaire à la hiérarchie.

S'attacher à la vérité et faire preuve de responsabilité constitue la forme d'héroïsme la plus élevée dans les questions militaires aussi bien que dans la révolution. Le souci du vrai, nous ne l'évoquons pas ici du point de vue

---

le domaine artistique. La critique et l'autocritique leur apparaissent, voyez-vous, tel un « acide » qui ronge leur volonté. Que le petit bourgeois lourdaud ait besoin de mensonges standardisés pour se consoler et qu'il ne souffre pas la critique, on le sait depuis longtemps. Mais nous, l'armée de la révolution, le parti de la révolution, cela ne nous correspond en rien. La jeunesse doit faire une chasse sans pitié à un tel état d'esprit dans ses rangs. (Note de Trotsky)

d'une morale abstraite, qui voudrait que l'être humain ne doive jamais mentir ni tromper son prochain. Ces principes idéalistes sont pure hypocrisie dans une société de classes faite d'intérêts antagonistes, de luttes, de guerres. L'art militaire en particulier ne peut se concevoir sans la ruse, la dissimulation, l'action par surprise, la tromperie. Tromper son ennemi en toute conscience et à dessein, au nom d'une cause à laquelle on donne sa vie, c'est une chose. Mais c'en est une autre de donner de fausses informations qui nuisent à la cause, car elles laissent croire que tout va bien, et cela que ce soit du fait d'une fierté mal placée, d'une attitude obséquieuse, servile, ou juste sous l'influence globale du régime de la routine bureaucratique qui anéantit le sens des responsabilités.

II

Pourquoi nous mettre maintenant à discuter du fonctionnarisme ? Et comment ce problème se présentait-il dans les premières années de la révolution ? Comme précédemment, ce que nous avons ici en vue, c'est l'armée, mais le lecteur fera de lui-même les analogies voulues avec tous les autres domaines de notre activité, car des phénomènes proches, et qui œuvrent en parallèle, s'observent dans toute l'évolution de la classe ouvrière, de son parti, de son État, de son armée.

Le nouvel encadrement de notre armée s'est notablement étoffé d'un contingent de révolutionnaires, de membres de groupes de combat, de partisans qui avaient fait la révolution d'Octobre et avaient derrière eux déjà un certain passé, et surtout un caractère aguerri. Ces commandants se caractérisaient en premier lieu, non pas par leur manque d'indépendance, mais plutôt par leur excès en la matière ou, plus exactement, par leur compréhension insuffisante de la nécessité de coordonner les opérations et d'observer une ferme discipline, ce que l'on a appelé un « état d'esprit partisan ». La première

période de construction de nos forces armées est emplie par la lutte contre toutes sortes de formes d'« autonomie » combattante, pour la mise en place de rapports appropriés entre les unités ainsi que pour l'instauration d'une ferme discipline. Les années de guerre civile furent sous ce rapport une école de sérieux, et bien souvent une rude école. En fin de compte, les meilleurs des commandants révolutionnaires de cette première fournée en arrivèrent à trouver l'indispensable équilibre entre indépendance personnelle et sens de la discipline.

Il en va tout autrement du développement de nos jeunes cadres militaires durant les années de répit actuelles. Le futur commandant d'unité entre à l'école militaire alors qu'il est un tout jeune homme. Il n'a d'expérience ni de la révolution ni de la guerre. C'est un « bleu ». À la différence de la génération précédente, lui ne participe pas à la construction de l'Armée rouge, il y prend place ; il y entre comme dans une organisation déjà prête, qui a déjà un régime intérieur affermi, qui a ses traditions. On trouve là bien des similitudes avec les rapports qui existent entre la jeunesse du parti et sa vieille garde. C'est bien pourquoi il est d'une énorme importance de savoir comment l'on transmet aux jeunes la tradition combattante de notre armée ou la tradition révolutionnaire de notre parti. Sans continuité dans la filiation, donc sans tradition, il ne peut y avoir de progression stable. Mais la tradition n'a rien à voir avec un droit canon figé qu'il faudrait suivre ou avec une histoire enjolivée par des fonctionnaires. La tradition, elle ne s'apprend pas « par cœur », on ne doit pas l'accepter tel un évangile, et on ne doit pas plus croire sur parole tout ce que dit la génération ancienne ; non, la tradition, il faut s'en emparer au travers d'un profond travail intérieur, on doit l'élaborer avec esprit d'indépendance, de façon critique, et l'assimiler de façon militante. Sinon, tout l'édifice se retrouvera construit sur du sable. J'ai déjà écrit sur ces « membres de la vieille garde » (généralement de deuxième et de troisième ordre) qui inculquent la

tradition aux jeunes à la façon de Famoussov[76] : « *Instruisez-vous en regardant les vieux : nous, par exemple, ou l'oncle défunt* »… Mais ni chez cet oncle ni chez ses neveux il n'y a rien qu'il vaille d'apprendre.

Nos cadres militaires anciens, dont les mérites au service de la révolution sont vraiment immortels, jouissent sans aucun doute d'une immense autorité aux yeux des jeunes militaires. Et c'est une très bonne chose, car cela assure un lien indissoluble entre l'échelon supérieur et l'échelon inférieur de la chaîne de commandement, ainsi qu'entre elle et les soldats rouges dans leur ensemble. Mais il y a à cela une condition indispensable et au plus haut point importante : l'autorité des anciens ne doit en aucun cas écraser la personnalité des plus jeunes, ni à plus forte raison les terroriser.

Dans le domaine militaire plus qu'ailleurs, il est très facile et tentant d'instaurer en principe qu'il faut se taire et ne pas réfléchir. Mais ce « principe » est aussi nuisible dans les affaires militaires que dans toutes les autres. La tâche principale consiste, non pas à empêcher, mais au contraire à aider le jeune commandant à se forger sa propre opinion, sa propre volonté, sa propre personnalité, dans laquelle la véritable indépendance doit aller de pair avec le sens de la discipline. Le genre de commandant, et d'homme en général, qui ne sait qu'approuver tout ce que vient d'en haut d'un : « *Oui, c'est tout à fait ça* », n'est d'aucune utilité. De pareilles gens, le vieil écrivain satiriste Saltykov[77] disait qu'ils sont des « *machines à distribuer les oui* ». Avec de tels « béni-oui-oui », l'appa-

76 Personnage de haut fonctionnaire dans la comédie d'Alexandre Griboïedov, *Du malheur d'avoir de l'esprit*. Satire de la société tsariste du début du 19e siècle, cette pièce eut un tel succès que nombre de ses répliques sont passées dans le russe courant.

77 Mikhaïl Saltykov (1826-1889). Frotté d'idées socialistes, ce romancier a décrit les tares de la Russie des propriétaires cupides, bornés et lâches ; des tartuffes de l'orthodoxie ; des fonctionnaires obtus, serviles et corrompus.

reil administratif de l'armée, c'est-à-dire l'ensemble des bureaux de l'institution militaire, peut encore s'en tirer non sans succès, du moins en apparence. Mais ce dont a besoin l'armée en tant qu'organisation de combat de masse, ce n'est pas de fonctionnaires flagorneurs, c'est de gens moralement trempés, pénétrés du sens de leur responsabilité personnelle, qui, face à chaque question importante, se feront un devoir de se forger consciencieusement leur propre opinion et qui ne craindront pas de la défendre par tous les moyens qui ne vont à l'encontre ni de la discipline bien comprise (c'est-à-dire de façon non bureaucratique), ni de l'unité dans l'action.

L'histoire de l'Armée rouge ainsi que celle de ses unités est un des moyens les plus importants dont nous disposons pour faire que s'établissent une compréhension mutuelle et des liens de filiation entre l'ancienne et la jeune génération au sein de l'encadrement militaire. Voilà pourquoi il ne saurait y avoir de place pour le cirage de bottes bureaucratique, le dorage de pilule et toute autre forme de bien-pensance faite de fausseté, de contrefaçon, pleine de vide et ne valant pas un sou. Ce qu'il faut, c'est la critique, la vérification des faits, l'autonomie de la pensée, le travail personnel de réflexion sur le passé et le présent, l'indépendance de caractère, le sens de sa responsabilité, le souci de la vérité pour soi et pour ce que l'on fait. Toutes ces choses ont le fonctionnarisme pour ennemi mortel. Balayons-le, chassons-le, extirpons-le de tous les coins où il niche !

Pravda, 4 décembre 1923

Annexe 3

Sur la liaison entre la ville et la campagne
(en fait : sur cette liaison et sur des bruits mensongers)

Cela fait déjà plusieurs fois, ces derniers mois, que des camarades du parti me demandent ce qu'a de particulier mon point de vue sur la paysannerie, et en quoi précisément mes idées sur le sujet se distinguent de celles de Lénine. D'autres camarades ont formulé cette question de façon plus précise et plus concrète : est-il vrai, demandaient-ils, que je sous-estime la paysannerie, son rôle dans le développement de notre économie et, par là même, que je ne donne pas l'importance voulue à l'alliance économique et politique entre le prolétariat et la paysannerie ? Ces questions, on me les a adressées et de vive voix et par écrit.

Mais où avez-vous pris cela, ai-je demandé, interloqué, sur quels faits vous fondez-vous pour dire cela ?

Des faits, nous n'en avons pas, me répondaient-ils alors, c'est juste que des bruits circulent…

D'abord, je n'accordais pas grande importance à ces conversations. Mais une nouvelle lettre à ce sujet, que je viens de recevoir, m'a fait réfléchir. D'où peuvent provenir ces bruits ? Et, tout à fait par hasard, je me suis souvenu qu'il y a quatre ou cinq ans de cela des rumeurs de ce genre rôdaient assez largement sur la terre des soviets. On disait alors plus simplement : Lénine est pour les paysans, Trotsky est contre. La chose m'étant revenue, j'entrepris de rechercher les interventions à ce propos que la presse avait publiées : la mienne, du 7 février 1919, dans les *Izvestia*[78] et celle de Lénine, du 15 février, dans

78 L'auteur donne à ce quotidien sa dénomination complète d'alors, *Izvestia VTsIK*, ce qui signifie « Les Nouvelles du Comité exécutif panrusse des soviets ». La *Pravda* (« La Vérité ») était le quotidien central du Parti communiste.

la *Pravda*. Lénine y répondait directement à la lettre du paysan G. Goulov, qui racontait – plus loin, je rapporte les mots mêmes de Lénine – qu'il *« se répand des bruits selon lesquels Lénine et Trotsky ne s'accordent pas, qu'entre eux il y a de fortes divergences de vues, à propos précisément du paysan moyen »*.

Dans ma lettre (aux *Izvestia*), j'expliquais le caractère général de notre politique paysanne, notre attitude à l'égard des koulaks, des paysans moyens et des paysans pauvres, et je concluais ainsi :

« Il n'y a eu et il n'y a aucune divergence à ce sujet au sein du pouvoir soviétique. Mais, comme leurs affaires vont de plus en plus mal, les contre-révolutionnaires n'ont d'autre solution que de chercher à abuser les masses travailleuses avec des racontars sur la prétendue lutte qui déchirerait de l'intérieur le Conseil des commissaires du peuple. »

Dans l'article de Lénine, qui parut une semaine après ma lettre, nous lisons :

« Trotsky dit que les bruits faisant état de divergences entre lui et moi (sur la question de la paysannerie) constituent le plus monstrueux et le plus impudent mensonge que répandent les propriétaires fonciers, les capitalistes et leurs complices volontaires ou pas. Pour ma part, je corrobore totalement la déclaration de Trotsky. »

Toutefois, ces rumeurs, on le voit, ont la vie dure. C'est ce que constate le proverbe français *« Calomniez, calomniez, il en restera toujours quelque chose »*. Aujourd'hui, ceux dont ces bruits font l'affaire ne sont certes pas les propriétaires fonciers et les capitalistes car, en près de cinq ans depuis le début de 1919, leur confrérie est considérablement réduite. En revanche, le nepman est apparu et, à la campagne, nous avons le mercanti et le koulak. Nul doute qu'ils sont au plus haut point intéressés à semer la confusion et le trouble quant à la façon dont le Parti communiste considère la paysannerie. C'est qu'en

ville, précisément, le nepman, l'accapareur, le nouveau négociant, l'intermédiaire privé cherchent à établir un lien, sur la base du marché, avec le paysan en tant que producteur de blé et acheteur de produits de l'industrie, tout en s'efforçant d'écarter les organes de l'État soviétique. C'est justement sur ce terrain que se livre la bataille principale en ce moment. Ici aussi, la politique est au service d'intérêts économiques. L'intermédiaire privé, qui cherche la liaison avec le paysan et qui s'efforce de gagner sa confiance, se saisit très volontiers, pensons-y, des vieilles fables des anciens propriétaires terriens, des fables qu'il répand pour son compte, mais avec un peu moins de bruit et un peu plus de prudence qu'alors, parce que, depuis, le pouvoir des soviets s'est renforcé.

Le célèbre article de Lénine « Mieux vaut moins, mais mieux »[79] a donné un tableau clair, simple et en même temps exhaustif de l'interdépendance économique du prolétariat et de la paysannerie, ou de l'industrie et de l'agriculture. Nul n'est besoin de rappeler ou de citer cet article : nous l'avons tous en mémoire. L'idée fondamentale en est la suivante : dans les années qui viennent, il nous faut, tout en lui conservant son caractère d'État *ouvrier*, adapter notre État soviétique de différentes façons aux besoins, aux demandes et à la force de la paysannerie ; il nous faut, tout en conservant à l'industrie soviétique son caractère *étatique*, c'est-à-dire socialiste, l'adapter de différentes manières au marché paysan, d'une part, et, d'autre part, à ce que la paysannerie peut payer en matière d'impôt. Tant que la révolution n'aura pas rompu l'équilibre social dans les pays capitalistes, il n'y a que de cette façon que nous n'altérerons pas l'équilibre social chez nous, dans notre État des soviets. Ce n'est pas de répéter sur tous les tons le mot « liaison » (un bon mot en soi, pourtant) qui pourra vraiment résoudre

79 Du 2 mars 1923.

la question centrale de notre économie et de notre politique ; *pour cela, il faut ajuster dans les faits l'industrie à l'économie rurale.*

Nous en arrivons à la question des « ciseaux ». Pour ajuster l'industrie au marché paysan, il nous faut en premier lieu abaisser le plus possible le coût de revient des produits de l'industrie. Cependant, ce coût de revient dépend non seulement de l'organisation du travail dans une usine donnée, mais de la façon dont on organise toute l'industrie étatisée, les transports aux mains de l'État, les finances publiques et l'appareil étatique du commerce. S'il existe de l'incohérence, de la disparité entre les différentes parties de notre industrie, c'est que l'État a un énorme capital mort qui pèse sur toute l'industrie et renchérit chaque archine[80] d'indienne, chaque boîte d'allumettes. Prenez une cuve avec des bords inégaux, vous ne pourrez l'emplir d'eau qu'à hauteur du bord le plus bas : après, vous pourrez y ajouter toute l'eau que vous voudrez, autant la verser directement sur le sol. Il en va de même avec l'économie de notre État. Si ses différentes branches (charbon, métaux, machines, coton, textile, etc.) n'évoluent de façon coordonnée ni entre elles ni avec les transports et le crédit, leurs coûts de production intégreront aussi les frais des secteurs de l'industrie qui ont le plus gonflé[81], et le résultat final sera déterminé par les branches les moins développées. L'actuelle crise des ventes[82] est une sévère mise en garde que nous adresse le marché paysan : ne discutaillez pas sur la liaison entre la ville et la campagne, faites qu'elle devienne une réalité !

80 Ancienne unité de longueur : un peu plus de 0,71 mètre.

81 Sont visés les secteurs qui gonflaient leurs prix de vente pour se constituer des fonds de réserve.

82 Les produits industriels, d'un coût élevé, ne trouvaient plus preneur à la campagne et les paysans rechignaient à vendre leur production à la ville, car ils n'en tiraient pas de quoi acquérir même les objets les plus indispensables.

Sous le capitalisme, la crise est le moyen naturel et, en définitive, unique de réguler l'économie, c'est-à-dire de faire en sorte qu'entrent en adéquation les différentes branches de l'industrie, ainsi que d'ajuster sa production totale à la capacité d'absorption du marché. Mais dans notre économie soviétique, transitoire entre le capitalisme et le socialisme, on ne saurait en aucun cas considérer les crises commerciales et industrielles comme un moyen normal ou même inévitable d'accorder entre elles les parties constitutives de notre économie nationale. La crise emporte, anéantit ou disperse une certaine partie des avoirs de l'État, et une partie de cette partie tombe aux mains de l'intermédiaire, de l'accapareur, en un mot, du capital privé. Comme le passé nous a laissé en héritage un secteur industriel des plus désorganisés et qu'en outre, avant-guerre, ses différentes parties se répondaient dans des proportions tout autres que celles qu'exige la période actuelle, nous nous trouvons devant une tâche des plus ardues : remettre en route l'économie, équilibrer les différents secteurs de l'industrie de telle façon que l'industrie tout entière se mette autant que possible en adéquation avec l'agriculture au travers du marché. Nous en remettre seulement à des secousses aussi terribles que les crises pour procéder à cette réorganisation nécessaire, cela signifierait rendre par avance tous les points au capital privé, qui s'interpose déjà entre nous et le village, c'est-à-dire le paysan et l'artisan à domicile.[83]

Le capital commercial privé réalise actuellement de gros profits. Plus on avance, moins il se contente d'intervenir dans des opérations en tant qu'intermédiaire. Il tente d'organiser les petits producteurs artisanaux ou

83 Il va de soi que des crises, nous en subirons un certain nombre avant qu'une économie socialiste harmonieuse s'instaure pour de bon. Il faut nous efforcer de réduire le nombre de ces crises au minimum et de faire que chacune d'elles soit la moins douloureuse possible. (Note de Trotsky)

de louer des entreprises industrielles à l'État. En d'autres termes, il recommence l'histoire de l'accumulation primitive, d'abord dans le domaine des échanges commerciaux, puis dans celui de l'industrie. Il est tout à fait évident que le capital privé trouve son profit dans chacun de nos échecs, chacune de nos pertes : en premier lieu parce que cela nous affaiblit, ensuite parce qu'invariablement le nouveau capitaliste met la main sur une part importante de ce que nous perdons.

Dans ces conditions, de quel instrument disposons-nous pour combattre avec succès le capital privé ? Et d'ailleurs, en existe-t-il un ? Oui, il en existe un, et cet instrument c'est d'aborder les questions du marché et, plus généralement, celles de l'économie en s'orientant selon un plan consciemment calculé. L'État ouvrier a entre ses mains les forces essentielles de la production, avec l'industrie, les transports et le crédit. Nous n'avons nul besoin d'attendre qu'une crise partielle ou générale dévoile l'absence de cohésion entre les diverses composantes de notre économie. Et, comme nous avons en main les principales cartes du jeu du marché, nous avons la faculté d'y intervenir autrement qu'en avançant à l'aveuglette. Nous pouvons de mieux en mieux tenir le compte – et nous devons apprendre à le faire ! – de tous les éléments fondamentaux de l'économie, prévoir leurs relations réciproques dans le cours de la production ainsi que sur le marché et, en nous servant de cette comptabilisation et de nos prévisions, accorder tous les domaines de l'économie, en les adaptant quantitativement et qualitativement les uns aux autres, et en procédant à l'indispensable ajustement de l'industrie dans son ensemble avec l'économie rurale. Voilà la véritable façon d'œuvrer à la « liaison ».

C'est une chose excellente que de travailler à élever le niveau culturel du village. Mais une charrue, des clous, de l'indienne et des allumettes bon marché n'en sont pas

moins à la base de la « liaison ». Et le chemin qui mène à la réduction des prix des produits industriels passe par une organisation de l'industrie en rapport avec l'évolution de l'agriculture qui soit juste, c'est-à-dire calculée, systématique et planifiée.

Celui qui dit : « *Toute la question dépend de la "liaison", et non pas du plan pour l'industrie* », celui-là ne comprend pas le fond même de la question, car on ne pourra réaliser la « liaison » qu'au travers d'une organisation équilibrée de l'industrie et d'une direction planifiée de celle-ci. Il n'y a pas d'autre voie, et il ne peut pas y en avoir.

Bien organiser les travaux de notre commission d'État du plan (le Gosplan), c'est ainsi, directement et rapidement, que l'on abordera avec le plus de justesse et de succès la résolution des questions touchant à la « liaison », non pas en niant le marché, mais en s'appuyant sur lui.[84] Cela, le paysan ne le comprend pas encore. Mais nous, nous devons le comprendre, chaque communiste, chaque travailleur avancé doit le comprendre. Et, tôt ou tard, ce même paysan sentira, sur sa propre exploitation, les effets de la façon dont travaille le Gosplan. Bien sûr, cette tâche est très difficile et extrêmement compliquée. On ne la réglera pas d'un trait de plume. Elle exige la mise en place durable d'un système de mesures de plus en plus précises et fiables. Il faut que nous sortions de la crise actuelle avec une maturité accrue.

84 Pour éviter les mauvaises interprétations, je soulignerai qu'il s'agit précisément d'adopter la bonne façon de procéder dans cette affaire car, et cela va de soi, de quelque côté que l'on aborde la question, elle ne se réduit pas à l'existence du Gosplan. La bonne marche de l'industrie et de toute l'économie dépend de dizaines de facteurs et de conditions. Mais nous ne pourrons parvenir à les prendre en compte de façon appropriée, afin d'adapter notre intervention, que s'il existe un Gosplan fort, compétent et qui travaille sans relâche. (Note de Trotsky)

Relever l'agriculture n'est évidemment pas moins important. Mais cela se fait de façon bien plus spontanée et, partant, indépendante de l'intervention de l'État que pour l'industrie. L'État ouvrier doit aider le paysan par des crédits à l'agriculture (dans la mesure de nos moyens !) et un soutien agronomique qui permette aux produits agricoles (blé, viande, beurre, etc.) d'accéder plus facilement au marché mondial. Cependant, c'est quand même par l'industrie que l'on peut principalement agir sur l'agriculture, sinon directement, du moins indirectement. Il faut fournir aux villages des instruments et des machines agricoles à des prix abordables. Il faut lui livrer des engrais industriels. Il faut lui fournir des articles ménagers d'usage quotidien à bon marché. Pour mettre sur pied et développer le crédit agricole, l'État a besoin d'importants fonds de roulement. Pour se les procurer, il lui faut obtenir de son industrie qu'elle dégage des bénéfices, ce qui, à son tour, ne peut se faire si l'on n'accorde pas bien entre eux ses éléments constitutifs. Voilà par où l'on doit en passer si l'on se préoccupe vraiment, pas en paroles, pas en prenant la pose, mais dans l'action, d'assurer la liaison entre la classe ouvrière et la paysannerie.

Pour préparer cette liaison sur le plan politique, et en particulier pour contrer les bruits mensongers et les ragots que véhicule le monde du commerce privé, il nous faut un véritable journal paysan. Que signifie « véritable » ? Un journal qui touche le paysan, qui lui soit compréhensible et qui le rapproche de la classe ouvrière. Un journal tirant à 50 000 ou 100 000 exemplaires sera peut-être un journal où l'on parlera en bien de la paysannerie, mais ce ne sera en aucun cas un journal paysan car, tous nos appareils aux mains innombrables s'en étant emparés en chemin, il n'arrivera pas au paysan. Il nous faut un hebdomadaire paysan (un quotidien, nous n'avons les moyens ni de le financer ni de le diffuser) qui

tire à deux millions d'exemplaires la première année. Un tel journal ne doit ni « instruire » le paysan, ni lui « lancer des appels », mais lui raconter, en le lui expliquant, ce qui se passe en Union soviétique ainsi qu'à l'étranger, en particulier dans les domaines de la vie qui lui sont proches et qui touchent directement le paysan et son exploitation. Le paysan nouveau, celui d'après la révolution, prendra très rapidement goût à la lecture, si seulement nous réussissons à créer le journal qui lui convient. En augmentant de mois en mois, son tirage assurera, au moins dans un premier temps, un contact hebdomadaire de l'État soviétique avec plusieurs millions de paysans. Mais ce journal nous ramène à la question de l'industrie. Car il faut y mettre les moyens techniques. Ce journal paysan se doit d'être exemplaire, non seulement du point de vue rédactionnel, mais sur le plan de sa confection, car ce serait une honte d'envoyer chaque semaine aux paysans des échantillons de notre négligence citadine.

Voilà pour l'instant tout ce que je peux répondre aux questions qui m'ont été posées sur la paysannerie. Si les camarades qui se sont adressés à moi trouvent ces explications non satisfaisantes, je suis prêt à leur en fournir de plus claires, de plus concrètes, avec des données précises tirées de toute l'expérience que nous avons accumulée en six ans d'activité du pouvoir soviétique. Car cette question est d'une importance primordiale.

Pravda, le 6 décembre 1923

Annexe 4

Sur la question des deux générations[85]

Les sphères dirigeantes du Komsomol[86] sont intervenues de façon active dans la discussion qui se déroule dans le parti. Considérant qu'un article signé de neuf camarades (« Sur la question des deux générations », *Pravda* n°1)[87] et une adresse de militants de Petrograd[88] posent les questions de façon erronée, et que cette façon de les poser peut porter tort au parti si la discussion s'élargit dans l'Union[89], nous estimons indispensable d'analyser ces déclarations et ce qui les motive.

L'adresse de Petrograd et l'article des neuf expliquent qu'il ne faut pas flatter la jeunesse, que la jeunesse n'est pas le contrôleur du parti, qu'il ne faut pas opposer les jeunes à l'ancienne génération dans le parti, qu'aucune dégénérescence ne nous menace en aucune façon, que Trotsky est coupable de tous ces péchés mortels et qu'il faut en prévenir la jeunesse. Voyons s'il en va ainsi.

Dans leur article, les neuf camarades disent que Trotsky a, de façon générale, tiré la question de la jeunesse par les cheveux (nous y reviendrons plus loin) et que Trotsky s'adapte à la jeunesse, qu'il la flatte. Écoutons ce que dit Lénine à ce sujet :

« *On a fondé des écoles soviétiques, des facultés ouvrières ; quelques centaines de milliers de jeunes gens*

85 Nous publions ce document qui nous a été envoyé : il suffit à établir ce qu'ont d'infondé et de malveillant les allégations sur la volonté de dresser les jeunes « contre » les vieux. (Note de Trotsky)

86 Acronyme russe pour « Union de la jeunesse communiste ».

87 Premier numéro de janvier 1924.

88 Trotsky, ici et par la suite, use du diminutif affectueux « Piter » qui désigne l'ex-capitale, quel que soit son nom du moment : Saint-Pétersbourg, Petrograd, Leningrad…

89 Celle de la jeunesse communiste, le Komsomol.

s'y instruisent. Ce travail portera ses fruits. Si nous travaillons sans trop de précipitation, nous aurons dans quelques années un grand nombre de jeunes gens capables de changer radicalement notre appareil. »

Quelle raison Lénine avait-il de parler ainsi de la jeunesse ? Qu'y avait-il là qui le pousse à le faire ? Le désir de flatter la jeunesse, de lui dire ce qu'elle attendait, de s'incliner devant elle, ou bien une profonde compréhension et du rôle de la jeunesse et de la situation ? On ne saurait parler de « flatterie » de la part de Trotsky, et il n'y a assurément aucune raison de l'opposer aux autres chefs de notre parti. Neuf camarades disent que Lénine nous a appris à avoir une attitude critique à l'égard de la jeunesse, à ne pas avoir d'indulgence pour ses caprices. Trotsky ne suit-il pas ce bon conseil lorsque, au 11e Congrès du parti[90] et encore maintenant, il dit : « *Cela ne signifie certes pas que tous les agissements et états d'esprit de la jeunesse expriment des tendances saines* » ou, à un autre endroit : « *Avec sa diversité bigarrée, la jeunesse qui étudie, et qui se recrute dans toutes les couches et strates de la société soviétique, reflète tous les bons et moins bons côtés de ce que nous sommes.* » Si l'on en juge par ces citations, Trotsky ne flatte pas, il critique.

La question de la dégénérescence est également exposée de façon incorrecte. Trotsky parle du danger de dégénérescence aux deux pôles de la situation : ce qui concerne et la jeune génération et l'ancienne. En réponse à cela, la rédaction de la *Pravda* déclare : « *Il existe chez nous une menace théorique de dégénérescence. Elle réside dans le fait que l'économie capitaliste puisse, à petit feu et de façon constante, prendre le dessus sur des îlots de socialisme, et qu'il puisse s'opérer une soudure graduelle des responsables de l'administration avec la nouvelle bour-*

90 En mars-avril 1922.

geoisie. Mais il n'y a personne chez nous qui ne perçoive ce danger. »

Mais il est absolument impossible de faire concorder avec cette déclaration ce que disent les neuf camarades dans leur article : « *Ce danger de dégénérescence politique ne peut exister chez nous.* » Il en découle que leur accusation aussi bien que leur défense sont tout à fait erronées. Passons à l'accusation la plus grave : Trotsky oppose deux générations, les monte l'une contre l'autre, « *veut saper l'influence de l'état-major bolchevique éprouvé qui nous dirige* ».

« *Ce serait folie pure que de vouloir remiser l'ancienne génération. Ce dont il s'agit, c'est que l'ancienne génération change consciemment d'orientation, et par là même assure à l'avenir l'influence dirigeante qu'elle exerce sur tout le travail autonome du parti.* » (L. Trotsky)[91]

A-t-on là cette opposition des générations, cette volonté de saper l'autorité des cadres anciens, que les deux documents ont placées à la base de leur argumentation ? Il nous semble que, si l'on examine tranquillement, sérieusement, toutes les déclarations précédemment citées de Trotsky, il sera plus que difficile d'y trouver une quelconque volonté d'exciter les uns contre les autres. Au contraire, le cours nouveau, tel que le comprend Trotsky, est le meilleur moyen d'affermir et de renforcer l'influence des cadres bolcheviques anciens.

Mais, si l'on rejette toutes ces légendes, ces interprétations biaisées qui altèrent à la va-vite et dénaturent les prises de position, pour se poser véritablement la question de comment on peut éduquer la jeunesse du parti dans l'esprit de Lénine, alors il ressort clairement que Trotsky a entièrement raison.

Et si les neuf responsables du Komsomol qui sont intervenus reconsidèrent la question et réexaminent la

91 Citation de *Cours nouveau* (voir page 33).

situation des membres du parti qui leur sont les plus proches par l'âge, ils constateront le phénomène suivant : les komsomols, membres du parti, ont le sentiment d'être, non pas des membres du parti au sein du Komsomol, mais « des jeunes communistes dans le parti ». Un fait maintes fois signalé par des membres parmi les plus responsables du parti.

Quelles sont les racines d'un tel phénomène ? Elles plongent dans le fait que, dans le cadre fermé de cette communauté qu'est le parti, un jeune qui en est membre n'a pas la possibilité d'accéder à tout ce qu'ont accumulé de richesse et d'expérience politiques des dizaines d'années d'activité de notre parti. Le meilleur moyen de transmettre les traditions révolutionnaires du bolchevisme, toutes les qualités qui forment le cadre même du parti, c'est la nouvelle orientation de la démocratie intérieure, que « *la vieille génération du parti* (applique) *consciemment dans l'intérêt de la sauvegarde de son influence dirigeante* ».

Ainsi, le fond du problème n'est pas que Trotsky aurait « tiré par les cheveux » la question de la jeunesse (qu'il lie à tout ce qui justifie le cours nouveau), mais que les auteurs des lettres[92] s'efforcent de faire prendre par Trotsky et de lui accoler des positions qu'il n'a jamais défendues.

Les neuf camarades, qui ont dans les faits (fût-ce objectivement et malgré leur volonté) entraîné le Komsomol dans cette discussion, ont réduit cette dernière à la question des deux générations, sans la relier à tout ce dont le parti discute et à toutes les questions qui se posent à lui maintenant. Dans des conditions où la question même des générations est dénaturée et mal posée, toutes les interventions ne peuvent être que malencon-

92 Certaines des attaques contre Trotsky se faisaient sous la forme de lettres envoyées aux rédactions des journaux.

treuses ; et si cela débouche sur une discussion parmi les militants du Komsomol, celle-ci se déploiera sur un faux terrain et provoquera ce que combat Trotsky, en enfonçant précisément un coin entre les générations.

Le Comité central du Komsomol[93] a décidé de ne pas soumettre à l'examen des membres du parti militant parmi les jeunesses communistes les questions soulevées par la discussion dans le parti. Nous tenons cette décision pour tout à fait juste. Elle ne saurait en aucun cas justifier l'article mentionné plus haut. S'il est juste d'avoir décidé de ne pas importer la discussion dans le Komsomol, mais que des militants du Comité central ont jugé nécessaire de s'élancer dans cette discussion interne au parti, sans rien y apporter de vraiment nouveau, sinon d'accuser maladroitement Trotsky de s'incliner devant on ne sait quelle « trinité divine », comment expliquer leur intervention autrement que par la volonté de porter un coup de pied à Trotsky, en le présentant comme « venant de la jeunesse » ?

Personne (et Trotsky moins que quiconque) n'a contesté la nécessité de préserver l'influence dirigeante des vieux cadres du parti. La volonté qu'il en aille ainsi et la nécessité de la chose sont plus que claires et évidentes pour chacun d'entre nous. Ce n'est pas sur cela que porte le désaccord avec l'article des neuf.

Nous sommes contre le fait d'attribuer aux camarades qui dirigent notre parti des idées qu'ils n'ont pas formulées et, par là même, contre le fait de poser cette question sous un faux jour qui la dénature, en particulier aux yeux des jeunes communistes. Nous ne voulons pas qu'on estompe la nécessité de créer dans le parti une situation telle qu'elle nous donne la possibilité de former des léninistes véritables, et non pas du genre de ceux

93 Le Comité central du Komsomol ayant soutenu majoritairement les positions de Trotsky, la troïka Zinoviev-Kamenev-Staline en évinça quinze oppositionnels.

dont Lénine disait au 3e Congrès du Komsomol : « *Si un communiste s'avisait de vanter le communisme en se servant d'arguments qu'on lui a fournis tout préparés, sans effectuer lui-même un grand travail des plus sérieux, des plus difficiles, sans avoir passé au crible d'une critique indispensable les faits qui se présentent à lui, on aurait là un bien triste communiste.* »

Nous sommes pour l'unité, pour une direction du parti indiscutablement bolchevique. Nous sommes loin de fermer les yeux sur tous les dangers qui se dressent face à la jeunesse. Et, précisément parce que nous prenons au sérieux ces dangers, nous nous opposons à ce que l'on gomme la question du cours nouveau, sous prétexte de défendre les droits historiques de la vieille garde du parti contre des atteintes qui n'existent pas.

V. Daline, membre du Comité central du Komsomol,
M. Fiodorov, membre du
Comité central du Komsomol,
A. Chokhine, collaborateur du
Comité central du Komsomol,
A. Bezymensky, un des fondateurs du Komsomol,
N. Penkov, un des fondateurs du Komsomol,
membre de son comité de Moscou,
F. Deliousine, ancien secrétaire du
comité de Moscou du Komsomol,
B. Treïvas, ancien secrétaire du
comité de Moscou du Komsomol,
M. Dougatchev, militant du comité d'organisation
de Moscou, un des fondateurs du Komsomol.

En guise de postface :
un texte inédit
des trotskystes soviétiques de 1932

La crise de la révolution – les tâches du prolétariat

La stratégie politique de la révolution prolétarienne

Présentation de 2020

Ce texte fait partie des « cahiers de l'isolateur politique de Verkhnéouralsk ». Il s'agit d'une trentaine de documents manuscrits, dont des journaux, qui ont été retrouvés, début 2018, dans une cellule d'une prison politique de l'Oural où, au début des années 1930, le régime stalinien avait incarcéré jusqu'à plusieurs centaines de bolcheviks-léninistes (trotskystes) soviétiques. Parmi eux se trouvaient des animateurs et des dirigeants de l'Opposition de gauche qui s'était formée autour de Trotsky, fin 1923 (à l'époque de la publication de *Cours nouveau* de Trotsky) au sein du Parti communiste (bolchevique) de l'Union soviétique. Cette Opposition, que Staline n'avait pu briser malgré les exclusions, les déportations, les emprisonnements de dizaines de milliers de ses membres, et malgré l'expulsion de Trotsky hors d'Union soviétique au début de 1929, continuait son combat dans les pires conditions. Les textes de Verkhnéouralsk, et en particulier celui que nous présentons ici, étaient l'expression de l'intense activité politique, théorique et clandestine de ces militants communistes. Dans la continuité du combat des bolcheviks avant et pendant la révolution de 1917, ils luttaient contre la dégénérescence bureaucratique du parti et de l'État ouvrier né de la révolution d'Octobre 1917, une dégénérescence

monstrueuse dont l'expression politique, le stalinisme, était la négation sanglante du bolchevisme.

Les documents retrouvés à Verkhnéouralsk, souvent non datés, furent écrits entre 1932 et 1933, et beaucoup restent difficiles d'accès car ils se trouvent toujours aux mains de la direction régionale de la police russe. On distingue dans cet ensemble onze cahiers regroupés sous l'intitulé *La crise de la révolution – les tâches du prolétariat*. Chacun d'eux développe un chapitre de ce qui est une analyse de la situation en URSS et dans le monde, en même temps qu'un programme de lutte pour la classe ouvrière.

Ces cahiers sont les suivants :

1) *La stratégie politique de la révolution prolétarienne*, dont nous proposons ici une traduction,
2) *L'évolution des relations entre les classes en URSS*,
3) *La situation mondiale et l'Internationale communiste*,
4) *L'économie étatisée et ses perspectives de développement*,
5) *La situation de la classe ouvrière*,
6) *L'agriculture*,
7) *L'évolution de l'État soviétique et le danger de bonapartisme*,
8) *Le parti*,
9) *Tactique et tâches de l'opposition léniniste*,
10) *Programme de propositions pratiques*,
11) *Conclusion. Contre l'opportunisme ! Pour la théorie révolutionnaire et la pratique de Marx et Lénine !*

Cet ensemble n'est pas signé : il s'agissait d'une élaboration collective de l'Opposition de gauche. Mais tout laisse à penser que, parmi parmi ses principaux rédacteurs, se trouvaient Viktor Èltsine, un des signataires de la Déclaration des 46 d'octobre 1923, qui avait été le secrétaire de Léon Trotsky et avait joué un rôle majeur dans l'organisation centrale de l'Opposition de gauche

à la fin des années 1920, ainsi que Grigori Iakovline, ancien dirigeant de l'Opposition de gauche à Leningrad, puis à Moscou, le « jeune » Éléazar Solntsev, qui avait clandestinement œuvré à jeter les bases de l'Opposition internationale, notamment aux États-Unis...

Nous avons traduit ce document d'après la publication qui en a été faite dans le *Vestnik Permskogo Universiteta* par l'historien A. A. Fokine, de l'Université d'État de l'Oural du Sud. Nous avons respecté la présentation typographique de l'original et la mention *"illisible"* qu'Alexandre Fokine a mise entre crochets pour les mots qu'il n'a pu déchiffrer ou dont le support papier a disparu. Chaque fois que cela nous a paru possible, nous avons tenté de combler ces blancs, tout en mentionnant qu'il ne s'agissait là que d'une interprétation.

Quant aux abondantes citations, faites sans doute en partie de mémoire, et aux écrits en russe de Lénine et de Trotsky auxquels les auteurs renvoient, nous les avons traduits à partir du texte, et non de leurs œuvres complètes, afin de rester au plus près de l'original.

Le traducteur

La stratégie politique de la révolution prolétarienne

Introduction

Dans la révolution d'Octobre, révolution démocratique et premier stade de la révolution socialiste s'entremêlaient intimement. Le programme du Parti bolchevique, élaboré par Lénine au cours de son 8e Congrès, considère la révolution d'Octobre comme la première étape de la révolution mondiale, dont elle est inséparable. Le principe fondamental de la révolution permanente trouvait son expression dans la façon dont notre programme posait le problème : *« Le plus grand problème historique, la nécessité de résoudre les questions internationales (…) en ayant fait passer la révolution d'un cadre étroitement national à l'arène mondiale. »* Cette caractérisation par Lénine des problèmes de notre révolution s'est intégralement vérifiée à chacune des étapes ultérieures de son développement. Toutes les difficultés et contradictions essentielles de notre révolution trouvaient appui dans les contradictions entre le caractère international de la révolution et le caractère national de la construction socialiste à l'intérieur du pays. C'est pourquoi Lénine répétait sans cesse : *« Ce qui va nous sauver de toutes ces difficultés, c'est la révolution dans toute l'Europe »* et : *« Nous sommes loin d'en avoir terminé ne serait-ce qu'avec la période de transition du capitalisme au socialisme. Ne nous faisons pas d'illusion sur le fait que nous puissions accomplir cette transition sans le concours du prolétariat mondial. »* (Lénine). Ces positions de Lénine, qui constituent la base de la théorie de la révolution permanente, déterminent la stratégie politique du marxisme et du bolchevisme. À cette ligne générale s'oppose la théorie du socialisme dans un seul pays, qui donne un éclairage

national à la révolution que nous avons accomplie, qui la coupe de la révolution mondiale et qui constitue la base stratégique du national-socialisme.

Chapitre I

La théorie de la révolution permanente et les problèmes de la construction du socialisme en URSS

1) Voici le point essentiel de la théorie de la révolution permanente tel que Lénine l'a exprimé dans les mots qui suivent : « *Dans la mesure où il existe une grande industrie à l'échelle du monde, il est indiscutable que l'on peut passer directement au socialisme, personne ne peut réfuter ce fait.* (Tome 18, chapitre 1, page 435). *Dès lors, la question de savoir si un pays donné est mûr ou pas pour le socialisme n'a plus lieu d'être. Pour que s'accomplisse avec succès le passage à la révolution socialiste dans n'importe quel pays techniquement arriéré, dans un pays agricole, il est seulement primordial que le prolétariat de ce pays soit capable de se mettre à la tête de la révolution démocratique nationale et de renverser le pouvoir de la bourgeoisie, en jouant là son rôle social historique. Mais, de cette position de départ, il découle que la révolution prolétarienne victorieuse en Russie n'est qu'un maillon d'une chaîne internationale et que* (…)*, dans la situation actuelle de l'industrie mondiale et de la division mondiale du travail.* » Dans la chaîne des États capitalistes, nous existons en tant qu'un des maillons de l'économie mondiale et, par conséquent, « *on ne peut évaluer avec justesse la révolution permanente que d'un point de vue international* » (Lénine).

2) On ne peut considérer l'équilibre dynamique de l'économie soviétique du point de vue de l'équilibre d'une économie fermée sur elle-même et autosuffisante. L'économie de l'URSS se développe sous la pression de l'économie mondiale : « *Elle est intégrée au système de la*

division internationale du travail et, malgré toutes ses spécificités, elle fait partie du marché mondial auquel nous sommes soumis (initialement : auquel nous obéissons) et dont nous ne pouvons nous extraire. » (Lénine) À l'intérieur, l'équilibre de l'économie est soutenu par l'activité d'importation et d'exportation. Plus l'économie soviétique s'intègre dans le système de la division internationale du travail, plus les éléments de l'économie soviétique tels que le prix et la qualité tombent sous la dépendance directe et immédiate des éléments correspondants du marché mondial. En même temps, l'économie soviétique est en lutte permanente avec le système capitaliste mondial [illisible], ses liens avec le marché mondial exacerbant cette lutte. Dans ces conditions, la force de notre résistance à la pression économique et politico-militaire du capital mondial est déterminée par le rythme du développement de notre économie. Mais ce n'est pas nous qui en choisissons le rythme, nous ne sommes pas libres de le faire. Ce rythme se trouve déterminé d'une part par les conditions matérielles du même [illisible] de la production et d'autre part, en fin de compte, par la nécessité de rattraper et de dépasser les pays capitalistes avancés car, comme l'écrivait notre plate-forme[94] : « *Dans la longue lutte entre les systèmes ennemis de façon irréconciliable, le capitalisme et le socialisme, l'issue de ce combat est déterminée en dernière analyse par le rapport entre leurs productivités du travail respectives, ce qui, dans les conditions du marché, se mesure par le rapport entre les prix nationaux et internationaux.* » Maintenir des rapports de corrélation dynamique au niveau de l'ensemble de l'économie et, en même temps, augmenter pleinement le rythme de son propre développement, tout en ayant réussi à assurer la prépondérance des éléments socialistes sur les éléments capitalistes, nous ne le pourrons que si

94 Celle de l'Opposition unifiée de 1927.

nous savons utiliser les ressources qui résultent de la division internationale du travail, tout en prenant appui sur les avantages (que procure le fait) d'avoir une économie socialiste planifiée.

3) Étant donné que l'économie mondiale est interdépendante et que la division internationale du travail fait qu'aucun pays (même le plus avancé) ne possède à lui seul une grande industrie très mécanisée et développée de façon diversifiée qui ait la capacité d'assurer la construction du socialisme dans un cadre national fermé (une industrialisation telle qu'elle permette d'assurer la construction du socialisme n'existe qu'à l'échelle mondiale), le prolétariat est contraint, afin d'augmenter la productivité du travail, de renforcer à la fois les relations commerciales extérieures et d'autoriser, dans certaines limites, le développement du capitalisme à l'intérieur du pays (concessions à des entreprises étrangères, sociétés mixtes, [illisible] marché intérieur). C'est de cela précisément que surgit la Nep en tant qu'elle formalise la liaison économique entre la grande industrie et la masse des petits producteurs agricoles isolés, une nécessité qui nous est dictée par tout le système actuel de l'économie mondiale.

Ainsi, il se trouve que « *notre système social n'est basé que sur la lutte entre le socialisme et le capitalisme, mais dans une certaine mesure aussi sur leur collaboration* » (Trotsky). Dans ces conditions, la tâche principale consiste « *à orienter le cours du développement inévitable (jusqu'à un certain point et pour un temps limité) du capitalisme vers le lit du capitalisme d'État* (…), *à assurer, dans un avenir qui ne soit pas éloigné, la transformation du capitalisme d'État vers le socialisme* (…), *à renforcer l'attitude régulatrice promue par l'État afin de contrebalancer les tendances petites-bourgeoises à l'anarchie* » (Lénine), c'est-à-dire, en d'autres mots : à soumettre l'élément petit-bourgeois à la supervision et au contrôle de

l'État, et préparer les conditions de l'industrialisation et de la collectivisation sur la base de l'électrification car, *« sans l'électrification, c'est le retour inévitable au capitalisme »* (Lénine).

4) Tous les processus économiques principaux en URSS ne [illisible] en liaison [ici, un morceau de la page a disparu] *« et entrent, d'une manière ou d'une autre, dans le champ d'action des lois régissant le développement du capitalisme, y compris ses changements de conjoncture »* (Trotsky). C'est ainsi que s'entremêlent à leur façon et interréagissent les contradictions internes et externes. Les contradictions internes sont liées aux contradictions externes en un nœud inextricable. On ne peut surmonter les premières sans vaincre les secondes. L'impossibilité de construire une économie socialiste autosuffisante reproduit les contradictions internes et externes à chaque nouvelle étape de la construction du socialisme, dans toute leur ampleur et avec une profondeur qui s'accroît. C'est ainsi que toutes les contradictions du développement de l'URSS mènent en fin de compte à des contradictions entre un État ouvrier isolé et le monde capitaliste qui l'entoure. Il n'y a que par la voie de la révolution mondiale que l'on pourra venir à bout de toutes ces contradictions.

5) La construction socialiste de l'URSS se déroule sur la base d'une lutte de classes incessante et exacerbée à l'échelle nationale et internationale. La révolution prolétarienne, contrairement à toutes les autres révolutions, ne vise pas à perpétuer la domination d'une classe quelconque sur les autres, mais à faire disparaître toutes les classes. Constituant un processus permanent, elle ne peut se fixer formellement d'étape où faire un point d'arrêt et, n'ayant pas laissé à la société la possibilité de trouver son équilibre, elle traverse une phase descendante tout en devant préparer les éléments de la future phase ascendante, cela sur une base plus élevée que celle qui a été atteinte lors de la phase ascendante précédente.

Toute cette évolution se déroule exclusivement au travers de heurts incessants entre les différents groupes sociaux qui composent la société en construction et, au cours de cette phase de lutte incessante, il se produit un remaniement de toutes les relations sociales. « *Tant qu'il y a des ouvriers et des paysans, le socialisme reste inatteignable et, en pratique et à chaque étape, il se mène une lutte implacable* » (Lénine). Cependant, les méthodes et les formes de cette lutte du prolétariat avec la paysannerie doivent être différentes de celles que le prolétariat a employées et contre les capitalistes et contre les propriétaires fonciers.

Elles prennent en même temps la forme d'une « alliance », d'une entente entre ces classes sur la base de l'hégémonie du prolétariat. Cette entente est atteinte grâce à certaines concessions faites à la paysannerie : « *dans la détermination des moyens de la réalisation des transformations socialistes* » (programme du PC soviétique), dans les limites de la politique visant à la destruction des classes et dans le but de renforcer le pouvoir du prolétariat. La voie qui permet d'aller vers la disparition de la paysannerie, « *dernière classe capitaliste* », n'est pas celle de sa [illisible : probablement, « liquidation »] administrative par des méthodes d'appropriation, mais celle [illisible : probablement « qui découle »] de l'ascendant pris par la grande industrie sur l'agriculture. L'alliance avec la paysannerie doit constituer l'une des mesures visant à la destruction des classes, c'est-à-dire un moyen pour remettre sur pied la grande industrie et assurer son développement à venir et pour que la paysannerie se recompose dans un sens socialiste. « *Mais cette tâche (la liquidation totale de la contradiction entre la ville et la campagne), l'une des tâches essentielles du socialisme, nécessiterait que l'on puisse utiliser les ressources de l'économie mondiale* » (Trotsky : *Les problèmes du développement de l'URSS*). Venir à bout de cette tâche **de façon complète** ne se peut que dans le cadre de l'industrie

mondiale, c'est-à-dire après la victoire des travailleurs des pays avancés. Et, jusqu'à cette victoire, « *la tâche essentielle pour nous réside dans le fait que nous sachions établir avec justesse les relations entre le prolétariat et la paysannerie, cette justesse s'entendant du point de vue de l'extinction des classes* » (Lénine).

6) Dans la mesure où le système capitaliste domine le monde, des milliers de liens relient le petit commerce, qui donne naissance toutes les heures au capitalisme à grande échelle, au capitalisme mondial. C'est pour cela que le développement de la lutte de classe à l'intérieur du pays est étroitement lié et conditionné avec le cours général de la lutte de classe mondiale. Le problème de « qui aura le dessus sur l'autre », même du point de vue des relations internes, ne se résoudra pas par la comparaison chiffrée de l'économie privée et de l'économie nationalisée au sein de l'URSS. Il devra se résoudre avec la comparaison du capitalisme et du socialisme sur l'arène mondiale. Si le système capitaliste était en mesure de tenir encore durant une éternité, alors les tendances des fermes capitalistes entraîneraient inévitablement avec elles le paysan moyen, paralysant l'action du prolétariat sur la campagne, et créeraient un obstacle à la construction du socialisme. Tout cela pourrait amener à la rupture des relations entre le prolétariat et la paysannerie, et provoquer inévitablement la mort de la dictature du prolétariat. C'est pour cela que nous confirmons les paroles du camarade Trotsky, en le citant : « *La révolution prolétarienne ne peut survivre que provisoirement dans le cadre national…* » Dans un pays isolé, parallèlement à ses succès grandissent inévitablement des contradictions qui naissent aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de celui-ci. Si cet isolement devait se prolonger, l'État prolétarien, envahi par les contradictions, devrait disparaître. Son salut réside dans la victoire des pays avancés. Mais, du point de vue du rapport de force entre les classes sur

l'arène mondiale, nous n'avons aucune raison de penser que la victoire du prolétariat dans d'autres pays est une question d'avenir lointain.

« *Dans le combat révolutionnaire, détruire la bourgeoisie mondiale est une tâche plus réelle et plus directe que celle de rattraper et dépasser l'économie mondiale sans traverser les frontières de l'URSS.* » (Trotsky). Croire, devant l'étape historique actuelle, que la mort de la dictature du prolétariat est inévitable ou même probable, seuls peuvent le faire ceux « *qui croient dans le caractère inébranlable du capitalisme mondial ou en sa longévité. L'Opposition de gauche n'a rien en commun avec ce genre d'optimisme capitaliste.* » (Trotsky). C'est pour cela que l'Opposition de gauche ne considère pas que la rupture avec la paysannerie est inévitable durant l'étape historique actuelle. Une telle rupture, et par conséquent la mort de la dictature du prolétariat au cours de l'étape historique actuelle, ne peut être que le résultat d'une politique erronée de la direction.

7) Étant pleinement consciente du fait que la dictature du prolétariat ne pourrait se maintenir dans le cadre national que temporairement, et c'est pourquoi la tâche principale consiste dans la transformation de cette dictature nationale en une dictature internationale, l'opposition léniniste n'a jamais ignoré la nécessité d'établir une alliance avec la paysannerie moyenne, sans jamais affaiblir son combat contre les koulaks, en s'appuyant fermement sur la paysans pauvres : « *La tâche, à l'intérieur du pays, en se renforçant par une politique de classe juste, par des relations entre le prolétariat et la paysannerie justes, se résume à aller aussi loin que possible sur le chemin de la construction du socialisme. Les ressources internes de l'URSS sont immenses et la rendent tout à fait viable. Si nous utilisons dans ces conditions le marché capitaliste mondial, nous lions notre principal calcul historique avec les années à venir* [illisible] *de la politique prolétarienne*

mondiale », écrivait la plate-forme de l'Opposition en 1927.

Les étapes du développement de la révolution en URSS, en fin de compte, se déterminent par des replis dans le développement de la révolution mondiale, que l'opposition léniniste a toujours considéré comme un processus unique, « *la soumission des intérêts de la lutte prolétarienne dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale* ». C'est le slogan de base de Lénine, lequel détermine les tâches stratégiques du prolétariat socialiste de l'URSS, et qui est en même temps l'une des règles principales de la théorie de la révolution permanente.

Chapitre II

Le national-socialisme et la révolution prolétarienne

1) L'apparition en Russie d'un national-socialisme d'un genre nouveau trouve son origine au niveau des idées du bolchevisme de droite de la période 1905-1917. Étant en désaccord avec les mencheviks sur la question de l'appréciation du rôle de la bourgeoisie dans une révolution démocratique, le bolchevisme de droite de 1905 s'opposa publiquement à la prise du pouvoir par le prolétariat en restreignant notre révolution démocratique à des faits de démocratie bourgeoise. En 1917, dans la période de février à mars tous ceux dont nous parlons maintenant sans exception, et, après le retour de Lénine, Kamenev, Rykov, ensuite Zinoviev et les bolcheviks de droite menaient une lutte inlassable contre Lénine, se rangeant définitivement avec cela du côté de l'aile gauche de la petite bourgeoisie démocratique radicale, ce qui força même Lénine à poser la question suivante : « *Le bolchevisme de droite a-t-il sa place dans notre parti ?* » (Lénine, recueil n° 11).

2) Le centrisme stalinien est le successeur idéologique du bolchevisme de droite, de pair avec la droite actuelle. En Chine, en Inde, en Espagne et dans tous les pays coloniaux et arriérés, et récemment au Japon, le centrisme lutte contre la stratégie politique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat. Comme méthode de base de la résolution du problème de la révolution démocratique, il prêche, ce qui est devenu un slogan réactionnaire, la dictature démocratique du prolétariat et des paysans, complétée par la théorie et la pratique d'un parti composé de ces deux classes ; dans les colonies, il arrache la révolution démocratique à la révolution mondiale grandissante et l'examine du point de vue de la révolution nationale, alors qu'en réalité elle n'est que le maillon d'une chaîne internationale, et non pas une fin en soi. Ainsi, le centrisme stalinien dissout le prolétariat au sein de la petite bourgeoisie et le soumet à la bourgeoisie nationale.

3) La théorie du socialisme dans un seul pays, proclamée par les centristes en 1924 et construite sur l'incompréhension de la contradiction entre le caractère international de la révolution prolétarienne et le caractère national de la construction du socialisme en URSS, est une stratégie politique du national-socialisme. Le fondement de cette théorie repose sur le regard porté sur la paysannerie, comme sur [illisible] possédant [illisible] des qualités socialistes, c'est-à-dire l'aspiration à *« s'intégrer dans le socialisme »,* comme ça, indépendamment du sort du prolétariat d'autres pays, l'élimination des contradictions internes dans le pays de la dictature du prolétariat et la construction du national-socialisme. La société des socialistes, conformément à la théorie national-socialiste, est assurée par le fait même de l'alliance avec la paysannerie. Le seul obstacle à la construction du national-socialisme, du point de vue de cette théorie, ne peut être que l'intervention.

Ainsi, si en 1905 les bolcheviques de droite ne pouvaient admettre que le prolétariat de Russie conquière le pouvoir avant celui de l'Europe de l'Ouest, et si en 1917 ils faisaient de la propagande pour la révolution démocratique en Russie et rejetaient l'idée de la dictature du prolétariat, leurs successeurs idéologiques, la droite contemporaine et les centristes, examinent, dès 1924, la conquête du pouvoir par le prolétariat dans le cadre national, non comme un acte initial, mais comme l'acte final de la révolution, et ils déclarent publiquement qu'en URSS se construit une société socialiste isolée. La révolution mondiale a cessé d'être pour eux la condition essentielle de la victoire et en est devenue une circonstance favorable.

4) Les traits fondamentaux du national-socialisme sont :

a) La limitation de la révolution dans un cadre national et la rupture avec l'internationalisme prolétarien, qui exige « *la soumission des intérêts de lutte dans un seul pays aux intérêts de cette lutte à l'échelle mondiale* ». (Lénine)

b) La rupture entre les contradictions internes et les contradictions de l'économie mondiale et l'incompréhension du fait que les succès de la construction socialiste grandissent avec ses contradictions.

c) La négation de la position de Lénine suivant laquelle « *nous existons, dans la chaîne des États capitalistes, en tant que maillon de l'économie mondiale* » et, partant de là, l'orientation vers l'indépendance de l'économie mondiale et vers la création d'une économie nationale fermée et autosuffisante.

La rupture avec Lénine sur ces questions marginales amena le socialisme vers une transformation totale aussi bien au niveau des questions de l'appréciation des forces motrices de notre révolution, qu'ils ont cessé de considérer comme un maillon de la révolution mondiale, qu'au niveau de l'appréciation de la paysannerie moyenne,

qu'ils ont, contrairement à Lénine, cessé de considérer comme « *la dernière classe capitaliste dans le pays* ».

5) Le national-socialisme, qui correspond tout à fait à la théorie du socialisme dans un seul pays, considère la Nep comme une étape historique qui, sur la base de la collaboration avec la paysannerie, crée directement toutes les conditions nécessaires à l'édification complète d'une société socialiste dans un seul pays, indépendamment du sort du prolétariat des autres pays. D'abord la mise en coopératives des fonctions d'approvisionnement en produits de tous les jours des exploitations paysannes, et maintenant la collectivisation totale, jusqu'à l'artel agricole, sur la base de la remise à la collectivité du matériel des paysans, sont déclarées comme conditions suffisantes pour qu'on surmonte les contradictions internes et que la paysannerie s'intègre dans le socialisme. La tactique national-socialiste concernant la Nep se trouve en contradiction criante avec ligne stratégique de la révolution prolétarienne et est totalement soumise à la ligne stratégique du national-socialisme, la théorie du socialisme dans un seul pays. Pour Lénine, la Nep n'a jamais été qu'une étape sur le chemin de la révolution mondiale, qu'une adaptation au rythme de son évolution. La tactique de Lénine relative à la Nep consistait dans le fait qu'en même temps qu'il procédait lentement, prudemment, en encerclant l'adversaire, il se préparait à ensuite lancer l'attaque à l'intérieur du pays, en se rappelant que « *la forteresse du Port-Arthur international sera vaincue, car dans tous les pays mûrissent les forces qui vont la vaincre* » (Lénine).

En même temps, le passage à l'attaque ne supprime ni la Nep ni ses méthodes, mais change uniquement les formes des relations avec la paysannerie, dans la mesure où il signifie un renforcement de la lutte avec la bourgeoisie paysanne et l'introduction de la collectivisation et des sovkhozes, dont le rythme de croissance est déterminé

par le poids idéal de la grande industrie, le niveau de la technique et l'étendue de nos relations avec l'économie mondiale. Dans la mesure où les processus économiques internes se reflètent en une image politique complexe, tous les problèmes économiques essentiels de la Nep sont avant tout des problèmes politiques d'une grande complexité, de la résolution desquels dépend le sort de l'État ouvrier. Les national-socialistes ignorent ce contenu politique des problèmes de la Nep.

6) Le national-socialisme en Russie, qui est devenu l'arme que la réaction politique et sociale, oppose aux tendances socialistes d'Octobre, a traversé deux périodes de développement. Dans les conditions d'un équilibre relatif dans l'économie et la politique de notre pays, lorsqu'on ne faisait que « (…) réfléchir » aux contradictions essentielles de la révolution en une prétendue « *période de redressement* », l'orientation du national-socialisme a trouvé son expression tactique dans une politique d'alliance avec le koulak et dans l'adaptation du développement de l'économie étatique aux besoins de la bourgeoisie paysanne. La coopération, sans qu'on en précise le contenu organisationnel, fut proclamée voie royale vers le socialisme. La lutte contre la théorie de la révolution permanente et « le trotskysme » était l'étendard idéologique sous lequel s'accomplissait la mobilisation des éléments petits-bourgeois, tandis qu'on se préparait à refouler les conquêtes socialistes de la révolution d'Octobre. En mettant en avant, contre l'Opposition, « l'idée du paysan moyen » comme critère le plus élevé de sa politique, non seulement le national-socialisme abandonnait la position du prolétariat, mais dans les faits il faisait du tort à l'alliance du prolétariat avec le paysan moyen. La politique du national-socialisme revenait à faire que, dans l'intérêt de l'alliance avec « le paysan moyen » (qui, dans la réalité, était synonyme de koulak pour les national-socialistes), l'on sapait objectivement l'hégémonie

du prolétariat, tandis que l'opposition léniniste soulignait inlassablement que l'alliance avec la paysannerie moyenne est conditionnée au mouvement de réduction ou de renforcement de l'hégémonie du prolétariat.

7) La seconde période de développement du national-socialisme commence au moment où le pays sortit de son équilibre relatif et où apparurent au grand jour toutes les forces, jusqu'alors enfouies, qui étaient arrivées à maturation durant la période précédente à la faveur de la politique de droite, ce qui, en mettant à nu les contradictions essentielles de notre révolution, révéla la faillite totale de l'orientation de la droite et du centre.

Incapable d'adopter une ligne stratégique fondée sur le prolétariat et de s'appuyer directement sur l'avant-garde prolétarienne, et à travers elle sur de larges couches de travailleurs et de paysans pauvres, et hésitant en même temps à opérer un revirement à droite par peur devant le début de l'opposition du prolétariat qui commença à apparaître en 1928, l'aile centriste du national-socialisme tenta « *de s'adapter au prolétariat sans cependant se départir des principes de base de sa politique et, avant toute chose, sans renoncer à la conception de sa toute-puissance* » (Trotsky). Cela se manifesta par la tentative de résoudre toutes les contradictions par des petits coups portés dans le cadre national, mais en se lançant sur la voie des aventures d'ultra-gauche**.**

La nature de cet aventurisme consiste en ceci : une politique de rythmes d'industrialisation hasardeuse, la suppression de la Nep, la liquidation décrétée administrativement des classes à la campagne et la collectivisation totale, toutes choses adoptées comme moyens de construire une société socialiste nationale en quatre ans. Cela plaça toute la politique économique au-dessus de ce qui existait réellement en matière de ressources et de relations de classes.

En l'occurrence, nous avons affaire à une politique qui a pour base la même vieille théorie du socialisme dans un seul pays passée à la troisième vitesse : un cours orienté vers la destruction des classes dans le cadre fermé et autarcique de l'économie nationale. En repoussant toutes les contradictions du village actuel dans le kolkhoze, où elles se reproduisent sur une nouvelle base, en récusant toute différenciation sociale dans les kolkhozes et en déclarant a priori que les kolkhozes sont des entreprises socialistes, le centrisme stalinien camoufle dans les kolkhozes les tendances à l'instauration d'un capitalisme fermier et fait du paysan pauvre et de l'ouvrier agricole les victimes et les exploités du kolkhozien aisé.

Ayant perdu son appui chez le koulak et n'en ayant pas trouvé dans la classe ouvrière, le centrisme stalinien tente de s'en créer un chez le paysan moyen qui, conformément aux décisions du 16e Congrès, doit « *devenir l'appui du pouvoir soviétique à la campagne* » et doit s'intégrer dans le socialisme sur la base de l'économie petite-bourgeoise, dont l'unification administrative se fonde sur la collectivisation du matériel et de l'outillage des paysans.

« *Forcer de façon bureaucratique les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation, en échafaudant des théories trompeuses, cela signifie ne se soucier en rien de ce que les écarts se creusent et les contradictions s'amoncellent, surtout en matière de relations avec l'économie mondiale* » (Trotsky), d'une part, et de rapports entre la ville et la campagne, d'autre part. Du fait de toute la politique du centrisme, nous nous retrouvons avec une tension accrue dans les relations entre l'État et le prolétariat, ainsi qu'entre le prolétariat et la paysannerie, alors que dans le même temps la bureaucratie s'élève au-dessus des classes et que s'accroît le mécontentement général.

La ligne stratégique du national-socialisme, telle qu'on a pu la vérifier au fil des événements, a fait la preuve qu'elle était totalement inappropriée, puisqu'elle a mis

en péril le pays de la dictature du prolétariat, en même temps qu'elle a été un frein à la révolution dans les pays retardataires et coloniaux, ce qui sape et désorganise l'Internationale communiste, en paralysant le mouvement communiste dans le monde entier : *« L'Opposition de gauche internationale rejette et condamne de façon catégorique la théorie du socialisme dans un seul pays créée* [illisible] *en 1924, comme la pire réaction contre le marxisme»* et comme le fruit fondamental de l'idéologie thermidorienne. La lutte impitoyable contre le stalinisme (ou le national-socialisme), qui a trouvé son expression dans le programme de l'IC, est *« la condition indispensable à une stratégie révolutionnaire juste, tant dans les questions internationales de la lutte de classe que dans le domaine des tâches économiques qui se posent à l'URSS »* (Trotsky).

Chapitre III

La crise actuelle de la révolution et les tâches stratégiques du prolétariat

1) Les secousses qui ébranlent le système soviétique ont toutes pour origine un entrelacs de contradictions historiques les plus graves, à savoir : *« a) l'héritage des contradictions capitalistes et précapitalistes de la vieille Russie tsariste bourgeoise, au premier chef les contradictions entre la ville et la campagne ; b) la contradiction entre l'arriération culturelle générale et les tâches de la transformation socialiste qui découlent de manière dialectique de cette arriération ; c) la contradiction entre l'État ouvrier et son entourage capitaliste, en particulier entre le monopole étatique du commerce extérieur et le marché mondial »* (Trotsky). Toutes ces contradictions, qui ne sont aucunement de courte durée ou de nature épisodique, se sont déployées ces neuf dernières années dans des conditions créées par une politique de la direction qui n'est pas juste

et par les défaites du prolétariat mondial durant cette période, à partir de 1923.

L'arriération culturelle générale de notre pays, où domine la petite production agricole, a créé une contradiction profonde entre la base matérielle et la superstructure politico-sociale de la dictature du prolétariat. Sur cette base, la bureaucratie s'éleva, se renforça et prit pleinement conscience d'elle-même, « *comme une superstructure au-dessus de la dispersion et de l'écrasement du petit producteur* » (Lénine), du manque de culture des larges masses laborieuses d'une part, et d'autre part comme une arme de lutte contre le prolétariat et les tendances socialistes de notre révolution de la part de l'ancienne couche des fonctionnaires d'État, qui représentent les restes des larges classes autrefois dominantes : des membres de la petite bourgeoisie ainsi que des éléments du Parti communiste soviétique appartenant aux sommets de la bureaucratie qui se trouvent à un degré ou à un autre sous l'emprise des éléments bourgeois de l'appareil d'État, qui ont chevauché la vague de la réaction politique et sociale pour se hisser à la direction du parti et du pays. En même temps, « *la bureaucratie soviétique représente* [illisible, peut-être « un mélange »] *de la couche supérieure du prolétariat victorieux avec de larges couches des classes renversées dans lesquels* [illisible, peut-être« se trouvent »] *les agents du capital mondial* » (Trotsky).

La théorie du socialisme dans un seul pays va au-devant des exigences sociales de la bureaucratie soviétique, qui devient de plus en plus conservatrice dans son aspiration à instaurer un régime national et qui exige que l'on consacre la révolution comme définitivement accomplie (afin d'assurer à la bureaucratie sa position privilégiée) et prétendument suffisante pour construire pacifiquement le socialisme.

Entre les forces créatrices de la révolution et la bureaucratie règne un antagonisme profond. L'absence

d'une politique juste, de la part d'une bureaucratie centriste dont les intérêts s'opposent diamétralement à ceux de la classe ouvrière, est déjà depuis longtemps devenue elle-même à son tour l'une des sources primordiales de la croissance de la bureaucratie. Profitant du rapport de force défavorable au prolétariat, la bureaucratie centriste a écrasé [mot « len. », puis illisible, peut-être : « la ligne léniniste »] du parti, a liquidé même l'organisation indépendante de l'avant-garde prolétarienne, a imposé son joug économique et politique au prolétariat, a liquidé les syndicats comme organes de défense des intérêts des travailleurs et comme école du communisme, a instauré à coups de plébiscites un régime bonapartiste au sein du parti, des syndicats, des soviets. En renforçant par là même des éléments d'un double pouvoir et en faisant naviguer sa politique entre opportunisme et aventurisme, la direction centriste a conduit le pays au bord d'une crise sociale et économique aiguë et à de fortes secousses politiques.

2) Pour sortir de la crise de la révolution qu'ont suscitée neuf ans de domination de la bureaucratie du parti et des soviets, dans des conditions de réaction politique et sociale, il n'y a que deux directions possibles : 1) soit la restauration de la bourgeoisie par un coup d'État ouvert et violent ; 2) soit le rétablissement de la dictature du prolétariat dans toute son étendue, ce qui implique une réforme profonde du parti, des syndicats, des soviets. Lutter pour cette seconde voie, tel est le contenu politique du combat tout entier de l'opposition léniniste en tant que détachement russe de l'Opposition de gauche internationale.

3) La tâche essentielle du prolétariat dans le domaine économique est de procéder à une retraite planifiée, pour abandonner la position aventuriste prise dans l'industrie et l'agriculture. Cette retraite doit poursuivre les tâches suivantes :

a) La création d'une véritable planification de l'économie qui assure la croissance constante de l'économie sur la base d'un équilibre dynamique.

b) Le rétablissement de la confiance de la paysannerie vis-à-vis du prolétariat et de son gouvernement (l'alliance).

c) Une réorganisation des forces à la ville et à la campagne telle qu'elle crée les conditions d'une prochaine marche en avant.

C'est seulement en accomplissant ces tâches que le prolétariat peut renforcer sa dictature et maintenir le cap vers le socialisme, jusqu'à la victoire du prolétariat d'autres pays.

4) Abandonner de façon planifiée des positionnements aventuristes suppose également, en matière de relations entre la ville et la campagne, que l'on procède à une retraite vers des méthodes de marché, un marché borné par l'intervention stricte et croissante d'une régulation planifiée. Mais revenir de la sorte aux méthodes du marché ne suffit pas à résoudre les problèmes du paysan moyen et les relations avec lui dans le domaine politique. Du fait de la politique désastreuse de ceux qui nous dirigent, la confiance des paysans dans les résultats du travail socialiste du prolétariat a été sapée. On ne peut pas prévoir à l'avance si le paysan moyen, après ce que lui ont fait les dirigeants centristes durant ces dernières années, va conclure une alliance avec le prolétariat sur la base de la Nep ou, au contraire, s'il ne se satisfera pas du « rétablissement de la Nep » et exigera une Nep de la Nep et des garanties politiques. C'est la pratique, l'expérience de la retraite même qui nous dira ce qu'il en est. Cela dépendra avant tout de la force dont témoignera la classe ouvrière elle-même dans la lutte contre la contre-révolution bonapartiste, tandis que cette dernière s'efforcera d'arracher à l'influence du prolétariat les masses des paysans moyens et pauvres.

En prenant sur elle l'initiative du rejet de l'aventurisme, l'opposition léniniste répète une fois encore les paroles de Lénine qui doivent servir de base à nos relations avec la paysannerie : « *Aux paysans nous déclarons ouvertement, sincèrement, sans aucune tromperie : pour maintenir le cap sur le socialisme, nous vous ferons, camarades paysans, une série de concessions, mais seulement dans certaines limites et dans une certaine mesure, et, bien sûr, c'est nous qui jugerons ce que seront ces limites et ces mesures. Voilà comment se pose la question de la relation entre le prolétariat et la paysannerie, c'est-à-dire, soit la paysannerie doit faire accord avec nous, et en échange nous lui faisons des concessions économiques, soit on la combat* » (Lénine).

5) Sous la pression des contradictions et des difficultés que la politique actuelle exacerbe, la direction centriste sera contrainte à reculer de ses positions aventuristes d'une façon non organisée. Mais cette retraite, menée sous l'emprise du centrisme, fera inévitablement évoluer la politique tout entière dans le sens d'une Nep politique, c'est-à-dire que l'initiative passera entièrement aux mains des éléments thermidoriens bonapartistes du Parti communiste de l'Union soviétique, qui concoctent déjà un plan d'alliance bonapartiste avec la paysannerie et le capital mondial.

Pour barrer la route à une retraite filant sur les rails d'une « Nep politique », l'opposition léniniste mène une guerre sans merci à la fraction dirigeante du centrisme et met en avant un programme déterminé d'exigences et de mots d'ordre qui garantissent que la sortie de la crise actuelle de la révolution se fera sur la voie du prolétariat.

6) Aussi bien maintenant qu'au moment de la constitution de notre plate-forme, « *il existe dans le pays deux positions qui s'excluent l'une l'autre : la première est la position du prolétariat construisant le socialisme, la deu-*

xième est celle de la bourgeoisie qui aspire à retrouver la voie vers le capitalisme».

La fraction dirigeante du centrisme stalinien, en hésitant entre ces deux positions [illisible, peut-être «se retrouve à faire»] bloc avec les Bessedovsky[95] «*sur les deux fronts*», mais dans la réalité surtout contre l'opposition léniniste, ce qui aboutit au fait que le rapport des forces penche de plus en plus vers les forces thermidoriennes bonapartistes.

L'opposition léniniste est donc la seule à représenter la position du prolétariat. Dans des conditions difficiles, elle continue à défendre la ligne stratégique du marxisme et du bolchevisme contre le national-socialisme, et elle examine chaque pas de notre révolution sous l'angle du développement de la révolution mondiale, en liant son bilan historique fondamental avec cette dernière et avec elle seule.

95 Ce diplomate stalinien en poste à Paris avait «fait le mur» de son ambassade le 3 octobre 1929 et obtenu l'asile politique. Affirmant dans la presse blanche avoir été «au premier rang de la lutte contre "le trotskysme"», il s'empressa de faire aux services de sécurité occidentaux des «révélations» desservant l'URSS, sur fond d'un anticommunisme déclaré. D'autres affaires de ce genre ayant éclaté, Trotsky présenta souvent Bessedovsky comme le «*prototype du bureaucrate désertant dans le camp capitaliste*» et comme un révélateur de l'état de décomposition de la bureaucratie stalinienne.

Table des matières

Présentation de 2020 3

À propos
de cette nouvelle traduction 6

Introduction
de l'édition française de 1924 7

Préface de Léon Trotsky
à l'édition russe de 1924 18

Cours nouveau 23

Annexe 1 111

Annexe 2 123

Annexe 3 131

Annexe 4 140

La crise de la révolution
– les tâches du prolétariat **146**

Imprimé par
IMS - 93500 PANTIN
01 48 10 05 55 - www.ims-pantin.fr - atelier@ims-pantin.fr